**RÉPUBLIQUE D’HAÏTI**

MINISTÈRE DE L’AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)

**Programme de Développement des Filières Rurales**

**HA-L1082 – Programme de renforcement et réforme institutionnelle du Secteur Agricole**

**RAPPORT SUR LES GRANDES LIGNES STRATÉGIQUES, LE PROGRAMME ET LE PLAN D'INVESTISSEMENT POUR LA MODERNISATION DES SERVICES PUBLICS DE SANTÉ AGRICOLE ET D'INNOCUITÉ DES ALIMENTS**

**(1 septembre 2013)**

|  |
| --- |
| Document préparé pour les Participants aux trois ateliers de planification stratégique menés en Haïti (du 16 au 18 Avril; du 27 au 31 de mai, et 22 au 26 du juillet, 2013, avec la participation de spécialistes des directions de Protection Végétale, Santé Animale, Laboratorio Tamariner do MARNDR, spécialistes du Ministère de la Santé, et spécialistes du Ministère du Commerce avec les conseils de l'Université du Tuskeguee, la Mission de Cuba, l'USDA / APHIS, et les Conseillers techniques du MARNDR Jaime Estupiñan et Roger Diaz (Voir la liste des participants en annexe). |

REMERCIEMENTS

Les consultants présentent leur félicitations et expriment leur reconnaissance la plus sincère à tous et toutes les participants pour le professionnalisme, l’interêt et le dévouement démontrés durant les travaux d’analyse et de préparation du présent programme d’investissement, des grandes lignes stratégiques et des instruments complémentaires. Ces sentiments s’adressent aussi aux hautes Autorités et fonctionnaires du MARNDR pour les dispositions prises en vue d’élaborer ce travail et pour les excellentes mesures de logistique prises en vue de la tenue des ateliers. Nous tenons à les remercier tous et toutes pour l’amabilité, l’hospitalité et les marques d’amitié manifestés à notre égard durant les visites réalisées.

Dr Jaime Estupinan – Ing Roger Diaz de regrettée mémoire, décédé à El Salvador le 6 septembre 2013).

**TABLE DES MATIÈRES**

Page

ACRONYME

RÉSUMÉ

INTRODUCTION 10

**PREMIÈRE PARTIE**

**GRANDES LIGNES STRATÉGIQUES DE LA MODERNISATION DES SERVICES DE SANTÉ AGRICOLE ET D'INNOCUITÉ DES ALIMENTS 12**

1. CADRE DE RÉFÉRENCE 14
2. POLITIQUES STRATÉGIQUES DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE 18
3. CONDITIONS SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES ET INNOCUITÉ DES ALIMENTS 19
4. GRANDES LIGNES STRATÉGIQUES 33

**DEUXIÈME PARTIE**

**PROGRAMME D'INVESTISSEMENT POUR LA MODERNISATION DES SERVICES DE SANTÉ ANIMALE, VÉGÉTALE ET LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS** 41

I. LE PROBLÈME ESSENTIEL, SES CAUSES ET SES EFFETS 42

II. CONCEPTUALISATION DU PROGRAMME 45

III. OBJECTIFS DU PROGRAMME 47

IV. COÛT DU PROGRAMME 49

V. PROJETS QUI COMPOSENT LE PROGRAMME 53

VI. RECOMMANDATIONS CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME 68

VII. MATRICE DE RÉSULTATS DU PROGRAMME 72

**TROISIÈME PARTIE**

**PLAN DE PASSATION DE MARCHÉS ET CONTRATS 92**

1. INFORMATION G**É**N**É**RALE 93
2. BRÈVE DESCRIPTION DES OBJECTIVES ET COMPOSANTES

DU PROGRAMME 93

III. PLAN DE PASSATION DE MARCHÉS ET CONTRATS 96

**QUATRIÈME PARTIE**

**BASE DE SUIVI ET D’ÉVALUATION: PROPOSITION DE MISE EN ŒUVRE 99**

I. INTRODUCTION 100  
II. SUIVI 100  
 A. INDICATEURS DE PRODUITS 110  
 B. RAPPORTS 116  
 C. PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET 116  
III. IMPACT 117 A. LOGIC D’INTERVENTION ET LES PRINCIPALES HYPOTHESES 117

B. INDICATEURS D’IMPACT ET RESULTATS 120

**ANNEXES**

**ANNEXES** A :RAPPORT SP**É**CIFIQUE **126**

Annexe A1 : PLAN DE PASSATION DE MARCHÉS ET CONTRATS

Annexe A2 : LES CADRES LOGIQUES / CALENDRIERS DE MISE EN OEUVRE PHYSIQUE / CALENDRIERS D'EXÉCUTION DU BUDGET. Les projets suivants :

- Annexe A2.1 Projet 1: Création d'une nouvelle Agence de Santé agricole et d’Innocuité des aliments

- Annexe A2.2 Projet 2: Croissance de la santé végétale

- Annexe A2.3 Projet 3:Croissance de la santé animale

- Annexe A2.4 Projet 4 : Renforcement et modernisation du Laboratoire vétérinaire et du contrôle de la qualité des aliments (LVCQAT)

**Annexe A3** : **DOCUMENTS CONSULTÉS**

**Annexe A4 : LISTE DE PARTICIPANTS**

**ANNEXES B : DOCUMENTS D'INFORMATION DE RÉFÉRENCE 134**

**ACRONYME**

BID : Banque Interaméricaine de Développement

BRH : Banque de la République d’Haïti

CDC : Center for Disease Control

CNSA : Coordination nationale de la sécurité alimentaire

CRDA : Centre de Recherche et de Documentation Agricole

DDA : Direction Départementale Agricole

DEFI : Programme de Développement Economique des Filières Rurales

DSNCRP **:** Document de Stratégie Nationale pour la croissance et la Réduction de la Pauvreté

DPSA : Direction de la Production et de la Santé Animale

DQ : Direction Quarantaine

DVE : Performance, Vision et Stratégie.

FAO : Organisation des Nations Unies pour l’Agriculture et l’Alimentation

FIDA **:** Fonds International de Développement Agricole

FMI : Fonds monétaire international

GSB : Groupement Santé Bête

GTA : Groupe de Travail sur l’Agriculture

IICA : Institut Interaméricain de Coopération en Agriculture

IHSI : Institut Haïtien de Statistique et d’Informatique

IAFP : Influenza Aviaire Faiblement Pathogène

IAHP : Influenza Aviaire Hautement Pathogène

LVCQA : Laboratoire Vétérinaire de Contrôle et de Qualité des Aliments

MARNDR : Ministère de l’Agriculture des Ressources Nationales et du Développement Rural

MCI : M:inistère du Commerce et des Industries

MEF : Ministère de l'Économie et des Finances

OIE : Organisation Mondiale de la Santé Animale

OIE-PVS : Outil de l’OIE pour l’évaluation des Performances des Services Vétérinaires

ONG : Organisation non gouvernementale

OPS : Organisation Panaméricaine de la Santé

PANAFTOSA: Centro Panameicano de la Fiebre Aftosa.

PPC : Peste Porcine Classique

PIB : Produit Intérieur Brut

PFNSA : Plateforme Nationale de la Sécurité Alimentaire

PNSAN : Plan National de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

PVS : Performance, Vision et Stratégie.

UE : Union Européenne

USAID : United States Agency for International Development

RESEPAG : Project de Reinforcement des Services Publics Agricoles

RGA : Recensement Général de l’Agriculture

SPSA : Service de Production et Santé Animale

TM : Tonne métrique**RÉSUMÉ ANALYTIQUE**

Les autorités du Gouvernement haïtien estiment que l'agriculture est un axe fondamental du développement économique et social du pays. Ce secteur peut fournir les aliments indispensables à la consommation locale et en vue de réduire la dépendance sur les importations, il crée des emplois dans le secteur rural, contribue de manière significative au produit intérieur brut et peut générer des devises au moyen des exportations. C'est sur la base de cette prémisse et dans le cadre de la Politique nationale des aliments qu'ont été formulés une Politique agricole 2010-2020 et un Plan d'investissement 2010-2022. Tous les documents de politique nationale font ressortir l'importance des services de santé agricole et d'innocuité des aliments. Des recommandations sont émises en vue de leur renforcement et de leur modernisation, en vertu des principes de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (MSF) émanés de l'Organisation mondiale du commerce et des orientations des institutions internationales de référence telles que l'OIE, la CIPF et le Codex Alimentarius. Pour la conception des politiques agricoles, on a bénéficié de l'aide financière de la Banque interaméricaine de développement (BID) et d la Banque mondiale. L'une des priorités retenues a été d’aboutir à une réforme structurelle du MARNDR.

En vue de disposer de renseignements sur la situation actuelle des services, le MARNDR a recherché la coopération technique de l'OIE pour procéder à l'évaluation de la performance, de la vision et de la stratégie (DVE, PVS en anglais), à l'analyse des déficiences et à l'analyse de la législation relative aux services de protection animale. De même, il a demandé à l'IICA de procéder à l'évaluation de la performance (DVE) des Services de protection végétale. Cette méthodologie est en cours d'application à travers le monde et analyse les compétences critiques institutionnelles, la capacité technique, les relations avec les producteurs et l'accès aux marchés.. Cette méthodologie permet de mettre en relief la performance des services et de formuler des recommandations concernant les domaines d'importance critique qui méritent d'être renforcés. Les résultats obtenus ont démontré que le niveau actuel de performance des services est très faible et que des réformes et des ajustements importants doivent être introduites pour que puisse être atteint l'objectif d'améliorer l'agriculture du pays. Pour ce qui est des questions du Laboratoire LVCQAT, un plan stratégique a été élaboré par l'Université de Tuskegee et un plan d'action a été mis au point par la Mission de Cuba.

Sur la base de ces renseignements, il a été jugé indispensable de préparer un plan stratégique, un programme d'investissement et un plan de financement pour le renforcement et la modernisation des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, lesquels permettraient d'établir des objectifs et buts dans le moyen et le long terme, d'aboutir à des résultats mesurables en fait d'amélioration de la performance des services et d’enregistrer des avancées en matière de prévention, de contrôle et d'éradication des principaux parasites et maladies [[1]](#footnote-1) et de renforcement de l'innocuité des aliments. Pour l'élaboration de ces documents, ont été organisés trois ateliers de planification stratégique auxquels ont participé des fonctionnaires responsables des services du MARNDR, des fonctionnaires du Ministère de la santé, du Ministère de l'industrie et du commerce, ainsi que des consultants experts en matière de santé agricole et d'innocuité des aliments, et en planification et investissement.

Suite à ces travaux, les grandes lignes stratégiques ont été définies, comme par exemple la mission, la vision, les fonctions déterminantes, les attributs clés et les objectifs stratégiques ainsi que le résultat final, dans la perspective d'un système intégré de services de santé agricole et d'innocuité des aliments et ce, pour chacun des projets de santé végétale, de santé animale et de services de laboratoire durant les cinq prochaines années (2014 à 2019). Compte de tenu de sa nature transversale , chaque projet comporte des volets liés à l'innocuité des aliments.

Ci-après les principaux éléments stratégiques qui sont proposés pour la nouvelle instance chargée de la santé agricole et l'innocuité des aliments: **Mission:**  *Accroître et protéger la valeur du patrimoine sanitaire et phytosanitaire d’Haïti, au moyen de la prévention de l’introduction de parasites exotiques, du contrôle et de l’éradication des parasites présents dans le pays, de l’amélioration de la santé publique grâce à la protection de l’innocuité des aliments tout au long de la chaine de production alimentaire, de l’augmentation du commerce national et international, et enfin de la protection de l’environnement;***Vision de l'avenir:** *Nous envisageons une vision de la santé agricole et de l'innocuité des aliments qui soit dynamique et intégrée dans la culture des agents économiques et de la population en général, et contribue effectivement à l’amélioration de la sécurité alimentaire, de la santé publique et de l’environnement, à la lumière de normes internationales émises par une Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments agissant de manière intégrée et autonome.* .

En vue d'accomplir la mission et de concrétiser la vision d'avenir, les cinq Objectifs stratégiques suivants sont proposés:

1. Contribuer à accroitre l'élevage, l'agriculture, l'aviculture et la pêche en vue de parvenir à une plus grande disponibilité de produits animaux et végétaux, ainsi que de produits dérivés destinés au marché national et à l'exportation.
2. Améliorer les conditions phytosanitaires et zoosanitaires du pays et contribuer à augmenter la production alimentaire de qualité, à l'amélioration de la santé publique et à la protection de l'environnement.
3. Renforcer l'innocuité des aliments d'origine animale et végétale destinés à la consommation nationale et aux marchés extérieurs.
4. Contribuer à garantir la santé publique et à respecter les normes internationales et environnementales.
5. Encourager les pratiques optimales de production agricole et d'élevage (BPA/BPP), le bon usage des pesticides, des médicaments et des produits vétérinaires, et assurer le bien-être des animaux dans le pays.

La nouvelle instance de santé agricole et d'innocuité des aliments devra exercer sans défaillance les fonctions d’importance critique ci-après:

1. Réglementer les activités de santé végétale, animale ainsi que d'innocuité des aliments.
2. Protéger les cultures et les animaux des parasites et des maladies, et l'homme, des zoonoses et des maladies transmises par les aliments.
3. Lutter contre les parasites et les maladies qui affectent les cultures et les animaux revêtant une importance économique et ont des incidences sur la santé publique.
4. Contrôler le traitement, la vente et l'utilisation des intrants agricoles et d'élevage; promouvoir les pratiques optimales de production (BPA) .
5. Contrôler l'innocuité des aliments tout au long de la chaine de production des aliments.
6. Épauler les programmes de lutte contre les zoonoses en vue de renforcer la santé publique.
7. Contribuer à l'établissement de marchés d'exportation de produits agricoles, d'élevage et de pêche.

Pour la réussite de la Mission et des Objectifs stratégique, il a été conçu un **Programme de modernisation des services de santé agricole et d'innocuité des aliments devant se dérouler sur une période de cinq ans (2014-2018).** Le programme comporte quatre projets: Projet 1 Création d'une nouvelle Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments. Projet 2, Accroissement de la santé végétale et du service de quarantaine. Projet 3 Accroissement de la santé animale. Projet 4 Renforcement et modernisation du Laboratoire vétérinaire et de contrôle de la qualité des aliments (LVCQAT).

Conformément aux résultats de l'analyse stratégique, des évaluations des services et de l'analyse SWOT, le problème essentiel recensé a été le "**faible niveau de santé agricole et d'innocuité des aliments** ", au regard des besoins des producteurs et de la politique alimentaire et agricole du pays.

L'objectif final consiste à "**améliorer les conditions sanitaires et phytosanitaires du pays et à contribuer à l'accroissement de la production d'aliments de qualité, à l'amélioration de la santé publique et à la protection de l'environnemen**t". Le but spécifique est d'améliorer la peformance et l'efficacité des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales. Les indicateurs des objectifs et buts programmés sont reproduits dans la Matrice des résultats et à l'intérieur de ceux-ci, il sied de souligner les suivants:

* Réduction à zéro du taux de mortalité humaine due à la rage canine.
* Réduction du taux (%) de maladies transmises par des aliments (MTA).
* Réduction (%) de la présence de résidus et de contaminants excédant les niveaux autorisés dans les aliments d'origine agricole.
* Accroissement de la production agricole et d'élevage de 15% au moins.
* Réduction de cas de rejet d'exportations de produits végétaux en raison de facteurs phytosanitaires.
* Diminution de la peste porcine classique
* Diminution de la prévalence de la maladie de Teschen
* Accroissement de la performance des services publics de protection sanitaire et phytosanitaire et d'innocuité des aliments (plus de 60%).

Pour la mise en oeuvre du Programme, a été élaboré un Plan d'investissement assorti d’un budget estimatif de EU$ 37,954,850 réparti sur quatre projets dont l’exécution doit s'étendre sur une période de cinq ans. Le projet 1 : Création de l'Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments , dispose d'un budget estimatif de EUS$ 3,137,850 équivalent à 8% du budget total du programme; le projet 2 :Accroissement de la santé végétale, se porte à EU$ 12,560,007 , soit 33% du total; le projet 3: Accroissement de la santé animale avec un budget estimatif de EU$ 16,589,838, représentant 44% du total, et finalement le projet 4: Laboratoire vétérinaire et de controle de la qualité d'aliments, avec un buget de EUS$ 5,867,155, représentant 15% du budget total du programme d'investissement.

À la fin du présent document, sont reproduites des suggestions relatives à la mise en oeuvre, au suivi et à l'évaluation et des recommandations fondamentales qui doivent être prises en compte pour le succès du Programme.

**INTRODUCTION**

Le présent document a pour objectif de présenter les Grandes lignes stratégiques de la modernisation des services de santé agricole et d'innocuité des aliments du MARNDR d'Haïti; le Programme de modernisation des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, lequel inclut des stratégies et des projets qui doivent être mis en oeuvre pour atteindre les objectifs stratégiques identifiés par le plan stratégique, et le Plan d'investissement du Programme de modernisation, notamment ses instruments d'exécution, de suivi et d'évaluation.

L'élaboration du présent document a été effectuée sur la base des trois ateliers participatifs de planification stratégique, avec l'assistance de fonctionnaires des services du MARNDR et des Ministères de la Santé et du Commerce et de l'industrie;des documents du MARNDR concernant la politique du MARNDR; des documents relatifs à l'évaluation de la performance des services vétérinaires (OIE/PVS, OIE/GAP Analyse/OIE/analyse de la législation portant sur les services) et des services de santé végétale (IICA/DVE), des documents sur la réorganisation de la Direction de la production et de la santé animale , de la Direction de la protection des végétaux, de la proposition de Plan stratégique pour le Laboratoire, élaboré conjointement avec l'Université de Tuskegee ; de la proposition de renforcement du Laboratoire élaborée par la Mission de Cuba, et du Projet contre la rage mis sur pied par le CDC; et finalement des documents des projets DEFI de la BID, RESAPAG de la Banque mondiale, de l'USDA/APHIS et de l'Union européenne. L'élaboration du présent document repose sur les motifs suivants:

* Les mandats de la politique agricole du pays et les recommandations émanées des évaluations de la performance des services fournis par l'OIE, l'IICA, l'Université de Tuskegee et la Mission de Cuba, les documents qui mettent l'accent sur l'importance des services de santé agricole et d'innocuité des aliments comme fondement d'une contribution visant à: i) atteindre les objectifs d'améliorer et d'augmenter la production d'aliments en vue de satisfaire les besoins du marché intérieur et de gérer les excédents éventuels destinés à l'exportation; ii) améliorer la situation économique du pays; iii) améliorer la santé publique; iv) protéger l'environnement.
* L'absence d'une structure administrative intégrée et moderne de services, actualisée et en harmonie avec la législation, les normes et les procédures assorties d'orientations des institutions internationales de référence en la matière.
* L'absence d'un plan stratégique et d'investissement comportant des objectifs et des buts à moyen et long terme appelés à orienter les efforts déployés pour parvenir à des résultats tangibles pour la population et qui permettent de démontrer leur contribution aux politiques agricoles du pays.

L’élaboration du présent document a suivi une méthodologie de planification stratégique avec la participation active des principaux responsables des services. À cette fin, trois ateliers ont été organisés, lesquels ont abouti à la formulation des grandes lignes stratégiques, du programme dans lequel sont définis les stratégies, les projets et le plan d'investissement qui permettront de parvenir aux buts et objectifs fixés.

PREMIÈRE PARTIE

**GRANDES LIGNES STRATÉGIQUES APPELÉES À MODERNISER LES SERVICES DE SANTÉ AGRICOLE ET D'INNOCUITÉ DES ALIMENTS**

I. CADRE DE RÉFÉRENCE

1.1 Importance et évolution du Secteur agricole

Les documents qui traitent de la politique agricole du pays indiquent que le secteur agricole d'Haïti est important pour l'approvisionnement alimentaire de la population, la création d'emplois dans les régions rurales, la protection de l'environnement et la production de quelques excédents de denrées alimentaires à l'intention de marchés extérieurs potentiels.

Selon l'information reçue de la Coordination nationale pour la sécurité alimentaire (CNSA), l'agriculture est considérée comme un secteur stratégique propre à contribuer à assurer la stabilité sociale, à renforcer la sécurité alimentaire et à faire croître l'économie nationale. Le secteur agricole représente un apport économique important en raison de sa contribution qui se porte à 25% du produit intérieur brut (PIB). L'agriculture est pratiquée par plus d'un million exploitants agricoles à travers le pays et constitue la principale source de revenus en milieu rural. 60% environ de la population active s’y adonnent et en 2011, elle a constitué environ 50% de la disponibilité d'aliments.

Ls principaux produits agricoles sont le café, le cacao, le riz, la canne à sucre, le sisal, les poix, le maïs et le sorgho. Les principaux produits d'exportation continuent d'être le café, le cacao, la canne à sucre, le sisal (fique) et les fruits (spécialement les mangues). À l'échelle du pays, les cultures alimentaires sont très importantes pour la sécurité alimentaire de la famille et contribuent à remplacer les aliments importés. Les denrées destinées à l'exportation sont importantes pour la production de devises, la création d'emplois et l'accumulation de recettes monétaires pour les producteurs. De même, l'élevage d’animaux,, principalement les bovins, les porcs, les chèvres et la volaille contribuent à l'alimentation de la population e à la création d'emplois dans les régions rurales.

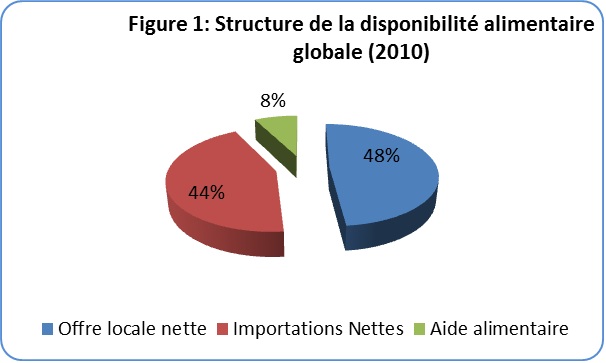
Des renseignements détaillés sur la situation de l'agriculture en Haïti sont publiés dans le document du MARNDR intitulé: "Synthèse Nationale des Résultats du Recensement Général de l'Agriculture (RGA) 2008/2009”. En voici les principaux indicateurs:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Indicateur** | **Valeur** | **Source** |
| Population Est. & Proj | 10,388 (x1000) | [*FAOSTAT*](http://faostat.fao.org/site/550/default.aspx)*. Données officielles, 2013.* |
| GDP | 6,710 (millions de dollars EU) | [*Banque mondiale*](http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.CD)*. Estimatif, 2010* |
| Superficie terrestre | 2,756 (x1000 Ha) | [*FAOSTAT*](http://faostat.fao.org/site/377/default.aspx)*. Sources expertes de la FAO, 2011* |
| Zone agricole | 1,770 (x1000 Ha) | [*FAOSTAT*](http://faostat.fao.org/site/377/default.aspx)*. Sources expertes de la FAO, 2011* |

**1.2. Nombre d'exploitations agricoles**

Selon les données émanées du dernier recensement, on estime à 1 018 951 le nombre d'exploitations agricoles. La situation du régime foncier en Haïti est caractérisée par la superficie réduite des exploitations (de 1,8 ha. en moyenne), les difficultés d'accès chaque fois plus difficiles, la prédominance de modes informels de gestion et l'insécurité du régime foncier.

Il faut souligner que le pays dépend fortement de l’importation d'aliments, état de choses qui explique le peu d'encouragement à l’augmentation de la production nationale de denrées d'origine agricole. Comme on peut le vérifier dans le graphique ci-après, en 2010, la production nationale nette occupait environ 48% de la disponibilité d'aliments à l'échelle mondiale, tandis que les importations et l'aide alimentaire représentaient 44% et 8% respectivement. Environ 50% des aliments sont importés.



*Source: Coordination nationale pour la sécurité alimentaire (CNSA)*

Le document d'Analyse du secteur agricole d'Haïti (IICA) souligne que l'agriculture et le milieu rural haïtien ont des caractéristiques qui en font un pays unique. En sus d'être le pays comptant avec la plus large proportion de population rurale en Amérique (55% vivent dans les régions rurales) et où les sols sont dégradés, le rendement de ses principaux produits agricoles n'a pas augmenté depuis le début des années 80.

Sont évoquées comme motifs l'absence de programmes visant à stimuler la production locale, la dépendance sur les importations d’aliments et l'aide alimentaire basée sur les importations d‘aliments. Face à cette situation, les politiques gouvernementales ont pour objectif de stimuler la production locale, de sorte que l’aide alimentaire serve à suppléer la production locale d’aliments.

**1.3** **Production d'aliments d'origine agricole**

La production locale d'aliments repose sur environ une vingtaine de cultures principales et l'élevage. Au nombre des principales cultures, figurent les denrées suivantes: fruits, bananes, haricots secs, maïs, avocats, riz, paddy, canne à sucre, légumes frais, café vert ainsi que l'élevage de viande de suidés indigène, caprins indigènes, poulet indigène.

Tableau 1

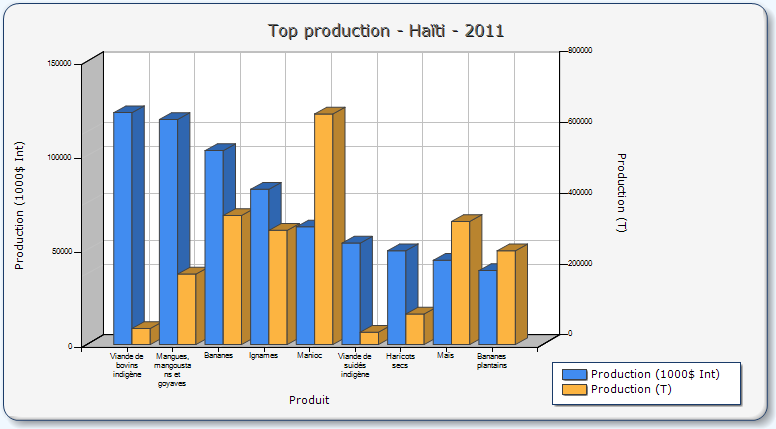
Production d'aliments

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Position** | **Produit** | **Production (1000$ Int)** | **Symbole** | **Production (T)** | **Symbole** |
| 1 | Viande de bovins indigène | 122 913 | \* | 45 500 | F |
| 2 | Mangues, mangoustans et goyaves | 119 325 | \* | 199 151 | Im |
| 3 | Bananes | 102 795 | \* | 365 000 | F |
| 4 | Ignames | 82 305 | \* | 322 709 | Im |
| 5 | Manioc | 62 350 | \* | 651 859 | Im |
| 6 | Viande de suidés indigène | 53 759 | \* | 34 971 | Fc |
| 7 | Haricots secs | 49 758 | \* | 86 370 | Im |
| 8 | Maïs | 44 645 | \* | 348 047 | Im |
| 9 | Bananes plantains | 39 175 | \* | 265 000 | F |
| 10 | Avocats | 35 809 | \* | 51 676 | Im |
| 11 | Riz, Paddy | 34 447 | \* | 128 597 | Im |
| 12 | Canne à sucre | 28 273 | \* | 1 110 000 | F |
| 13 | Café vert | 26 775 | \* | 24 922 | Im |
| 14 | Légumes Frais, nda | 22 669 | \* | 120 298 | Im |
| 15 | Fruits Frais, nda | 20 627 | \* | 59 096 | Im |
| 16 | Lait de vache entier frais | 19 785 | \* | 63 400 | F |
| 17 | Patates douces | 15 825 | \* | 209 523 | Im |
| 18 | Citrons et limes | 14 482 | \* | 36 527 | Im |
| 19 | Viande de caprins indigènes | 13 155 | \* | 5 490 | Fc |
| 20 | Viande de poulet indigène | 10 501 | \* | 7 372 | Fc |

|  |  |
| --- | --- |
| *\* :* | *Chiffre non officiel* |
| *F :* | *Estimation FAO* |
| *Fc:* | *Donnée calculée* |
| *Im:* | *Données de la FAO basées sur une méthodologie d'imputation* |

*Source: FAO STAT, 2011.* [*http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=339&lang=fr*](http://faostat.fao.org/DesktopDefault.aspx?PageID=339&lang=fr)

Figure 2



La population animale du pays repose sur sept espèces principales, les plus importantes étant les porcs, les cabris et le bétail, comme l'indique le tableau ci-après.

Tableau 2

Population agricole

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **rubrique** | **2011** | |
| **Animaux vivants** |  |  |
| Ânes vivants | 210 000 | F |
| Bétail | 1 455 000 | F |
| Cabris | 1 910 000 | F |
| Chevaux | 500 000 | F |
| Mûles | 80 000 | F |
| Porcs | 1 001 000 | F |
| Moutons | 153 500 | F |
| **Bovins et buffles + (total)** | 1 455 000 | A |
| **Moutons et cabris + (total)** | 2 063 500 | A |
| **Volaille + (total)(1000)** | 6 025 | A |

*[ ] = Données officielles| A = Le total peut inclure des données officielles, semi-officielles, ou des estimations | F = Estimations de la FAO. FAOSTAT | © FAO Statistics Division 2013 | 09 July 2013*

**II.** **POLITIQUES ET STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE**

Durant les dix dernières années, Haïti a procédé à une révision et à une formulation de politiques très importantes en vue de satisfaire à ses besoins alimentaires et de développement. Dans tous les documents, la plus grande importance est accordée au secteur agricole qui contribue à remédier aux bsoins alimentaires, à améliorer l'économie du pays et à protéger l'environnement. En termes spécifiques, ces politiques incluent des interventions qui visent à renforcer les services de santé agricole et d'innocuité des aliments à l'échelle nationale, en mettant l'accent sur le besoin de moderniser son infrastructure, la législation, les normes et procédures , tout en suivant les orientations des organismes de référence. Les points ci-après offrent un résumé des politiques concernant la productionn agricole et les exportations.

**2.1** **Stratégie nationale de croissance et de réduction de la pauvreté**

La politique principale est consignée dans le document intitulé: “Document de Stratégie Nationale pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (DSNCRP)" qui a été approuvé par le gouvernement en novembre 2007. Il offre le cadre d'orientation politique de la stratégie de développement et de croissance de l'économie haitienne. Ce document présente l'agriculture et le développement rural comme un levier fondamental d’impulsion de la croissance à court terme et de réduction de la pauvreté. Dans le cadre de cette politique, a été élaboré un Plan national de sécurité alimentaire (PNSAN) et a été créé le Conseil interministériel pour la sécurité alimentaire (CNSA) aux fins de suivi et d'évaluation.

**2.2** **Politique de développement agricole**

C'est dans le cadre du DSNCPR que le MARNDR a présenté le document sur la Politique de développement agricole 2010-2025. Ce document examine la situation agricole; met en exergue les problèmes; établit la vision à long terme (15 ans), fixe les objectifs à atteindre et les grandes interventions publiques propres à permettre la réalisation de ces objectifs. Les principaux problèmes que l'on essaie de résoudre sont les suivants: la réduction de la dépendance alimentaire à partir d'une perspective souveraine; la création de débouchés d'emplois en milieu rural en vue de mettre un frein à l'exode vers les grandes villes; l'augmentation de l'apport en devises par le secteur agricole et la réduction de la vulnérabilité de l’environnement.

**2.3.** **Plan national d'investissement agricole**

À titre de complément de la politique agricole, le MARNDR a présenté le Plan national d'investissement agricole ((Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural. Haïti - Plan National d'Investissement Agricole. Juillet 2010). Ce document identifie les besoins en ressources requises pour mettre en oeuvre la Politique agricole. En vue d'appuyer et d'exécuter ces politiques, on a disposé de l'appui de la Banque interaméricaine de développement (BID) et du Projet DEFI (Programme de Développement des Filières Rurales) , ainsi que de la Banque mondiale et du Projet RESEPAG I et II (Renforcement du Projet de services publics agricoles). De même, on a disposé de la coopération technique de la FAO, de l'IICA et de l'USDA/APAHIS.

**III. .** **CONDITONS SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES ET INNOCUITÉ DES ALIMENTS**

3.1. **Cadre général des services sanitaires dans le monde**

**3.1.1** **Les services sanitaires sont un bien public**

Les services sanitaires agricoles et l'innocuité des aliments sont des éléments importants parce qu'ils offrent de multiples avantages aux pays et à la société en général. Quelques-uns de ces avantages sont de nature économique; c'est pourquoi le motif évoqué pour l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires se fonde sur les concepts économiques de bien public et d'externalité.

* Ils constituent un bien public parce qu'ils répondent aux caractéristiques de non-exclusion et de non-rivalité. Il est difficile d'éviter que quelqu'un bénéficie d'un statut adéquat ou d'une condition sanitaire; de même une personne qui profite de ces mesures n'empêche pas non plus qu'une autre personne puisse aussi bénéficier d'un tel statut.
* Étant donné que personne ne peut être propriétaire d'un tel bien, il est indispensable que le Gouvernement assume la responsabilité de les offrir et de recouvrer les dépenses à travers l'imposition d'impôts et de tarifs. Dans cette perspective, les mesures qui empêchent ou contrôlent la propagation de parasites et de maladies offrent un exemple du bien ou service public.
* De même, les services sanitaires et l'innocuité des aliments produisent lesdites externalités, en ce sens que l'action ou l'inaction d'une partie (producteur, importateur, etc) peut avoir des incidences positives ou négatives sur l'autre partie, sans que le responsable de l'action ou de l'inaction puisse être récompensé ou pénalisé.
* Ainsi par exemple, lorsque les biens importés arrivent avec des parasites qui peuvent réduire la production, provoquer une hausse des coûts ou la fermeture de marchés, cela constitue un exemple d'externalité négative pour les producteurs locaux.

**3.1.2** **Épidémie de parasites et de maladies**

À 'échelle mondiale, les conditions prévalentes témoignent de l'existence de graves risques de maladies exotiques qui peuvent affecter la production agricole des pays.

* La fièvre aphteuse provoque des pertes économiques importantes tant dans les systèmes de production qu'en raison des restrictions imposées aux marchés d'exportation.
* La gripe aviaire hautement pathogénique a provoqué des pertes économiques substantielles dans la production avicole de divers pays.
* La maladie du verdissement des agrumes aux États-Unis (Huanglongbing o “Citrus greening).
* La présence de la mouche méditerranéenne (Ceratitis capitata) provoque des pertes de l'ordre de 20% dans la production de fruits et de légumes à pulpes et elle contribue à la fermeture de plusieurs marchés d'exportation de forte valeur économique.

**3.`1.3**  **Maladies transmises par des aliments**

Les maladies transmises par les aliments sont diverses, à savoir; au nombre de ces maladies, citons quelques-unes: l'intoxication à l'huile de colza dénaturée en Espagne (1981); l'encéphalopatie spongiforme bovine; Escherrichia coli 057:h7 dans la viande, les premières manifestations de la Salmonella, Campilobacterisis par les produits aviaires et porcins, la contamination bactérienne des végétaux et des fruits (épinards, légumes etc) avec la Salmonella E et E.coli 057:h7. Il faut aussi mentionner les cas affichant des niveaux élevés de résidus de pesticides dans les végétaux, les fruits et la viande, l'épidémie de choléra dans les Amériques, la contamination d'aliments par l'acrylamide.

Aux États-Unis, le CDC estime que chaque année, 1 à 6 américains tombent malades (48 millions), 128 000 sont hospitalisés et 3 000 meurent de maladies transmises par des aliments (CDC, 2011).

En 2009, l'Union européenne a enregistré 5 332 flambées de maladies transmises par des aliments qui ont provoqué un total de 45 622 cas et 32 morts. Du nombre total de flambées, 35% étaient dues à la Salmonella, 13,1% à un virus et 9,8% à des toxines bactériennes (EFSA, 2009).

**3.1.4** **Mondialisation du commerce**

D'autre part, la croissance de la demande d'aliments et la mondialisation des échanges agricoles a posé des enjeux réels et créé des débouchés concrets pour les services sanitaires et l'innocuité des aliments dans tous les pays du monde. Citons quelqus-unes ds circonstance ssuivantes:

* Entrée en vigueur de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires (AMFS) dans le cadre d el'OMC.
* Accords bilatéraux entre les pays en voie de développement et les États-Unis, la Communauté européenne, les institutions régionales (MERCOSUR, CAFTA, CARICOM) et les pays asiatiques.
* Généralisation de la mise en place et de l'utilisation de normes internationales en matière de santé végétale, animale et d'innocuité des aliments, à la lumière des orientations fournies par les institutions internationales de référence comme l'IOE, la CIPF et le Codex Alimentarious.

Dans ce cadre, l'expérience relative à la modernisation des services de santé agricole et d'innocuité des aliments dans les pays latinoaméricains et de la Caraïbe, montre qu'il est indispensable :

* de mettre sur pied une institution consacrée aux ser vices au sein d’une unité créée au sein des ministères de l'agriculture, mais jouissant d’une autonomie technique et administrative qui lui permette d'exercer son autorité sanitaire en étroite collaboration avec les producteurs et les professionnels particuliers. Comme l'indiquent les diagnostics de situation, cette institution n'est pas bien définie dans la présente structure des services;
* de procéder à une planification stratégique stricte assortie d'objectifs et de buts à moyen et long terme, avec une ligne de base et des indicateurs qui permettent de mesurer les avancées des programmes de prévention, de contrôle et d'éradication des parasites et des maladies, ainsi que les progrès réalisés dans la solution des problèmes d'innocuité des aliments. C'est sur la base de ce plan stratégique que les ressources nécessaires sont allouées pour atteindre les objectifs et les buts fixés. En réalité, des plans annuels sont élaborés qui tiennent compte des recommandations des diagnostics de situation, mais ne font pas état des objectifs et buts à moyen et long terme.
* Cette approche institutionnelle et cette planification agricole ont permis d'obtenir des résultats dans plusieurs pays latinoaméricains et de la Caraïbe, comme le SENASA en Argentine, au Pérou, au Costa Rica et au Honduras; le SENASICA au Mexique, le BAHA de Belize, le SENASAG en Bolivie, pour ne mentionner que quelques exemples. En réalité, des projets en cours incluent des réformes institutionnelles en République dominicaine , à la Barbade et à la Jamaïque.

**3.2** **Situation des services sanitaires en Haïti**

Les conditions sanitaires de la population animale en Haïti sont caractérisées par la prévalence de maladies endémique provoquant des pertes substantielles pour les producteurs. Les maladies les plus importantes sont les suivantes: la maladie de Newcastle affectant les oiseaux et causant 30% de pertes environ; la grippe aviaire de faible pouvoir pathogène; la peste porcine classique qui, selon les estimations effectuées durant la période 1997-1998, a provoqué des pertes se ciffrant à huit millions de dollars; la maladie de Teschen chez les porcs, laquelle a été récemment introduite (2009); la mouche larvée qui affecte les bovins et 'autres espèces. En termes généraux, les parasites internes et externes causent aussi des pertes considérables.

Il est important aussi de faire état des zoonoses comme la rage canine et humaine, la maladie du charbon bactérien qui pose un grave risque de santé publique. Dans le cas de la rage, Haïti figure parmi le peu de pays des Amériques où sont dépistés chaque année des cas de mortalité humaine due à la rage. Les données portant sur les huit dernières années montrent que la situation est très grave et a tendance à empirer.

Tableau 3

Incidence de la rage humaine

|  |  |
| --- | --- |
| **Année** | **Nombre de cas humains** |
| 2006 | 11 |
| 2007 | 6 |
| 2008 | 4 |
| 2009 | 4 |
| 2010 | 3 |
| 2011 | 13 |
| 2012 | 8 |
| 2013 (jusqu'au 31 juillet) | 4 |

À l'exception de la peste porcine classique, les programmes de contrôle de ces maladies visent principalement le contrôle des flambées épidémiques, mais il n'existe pas de programmes ayant des objectifs définis de contrôle et d'éradication.

D'autre part, il n'y a pas de programmes définis de prévention en vue d'éviter l'introduction de nouvelles maladies. Ceci est évident comme en témoigne l'introduction de la maladie de Teschen en 2009. Haïti est le seul pays des Amériques où l'on retrouve cette maladie. Une situation similaire est apparue en 1978, lors de l'introduction de la peste porcine africaine, dont le contrôle exigea l'élimination de la population porcine toute entière du pays.

**3.2.1** **Conditions phytosanitaires**

L'agriculture haïtienne a souffert plusieurs parasites et maladies importantes comme la Sigatoka negra dans les bananes, la scolyte du café, le mildiou de la pomme de terre, la paille noire de riz et la cochenille rosée de l’hibiscus.

Le pays est aussi affecté par la présence de parasites comme la mouche des fruits qui cause des pertes substantielles et limite les exportations de fruits. Il faut également mettre en relief la gravité du problème du scolyte du café qui réduit la production et limite les possibilités d'exportation. Récemment, on a vu l'introduction de la *Cripticera genistae* qui affecte les cultures d'importance pour l'alimentation de la population comme les poix et le mani. Une programme spécial est en phase d’exéccution en vue déterminer l’étendue de ce parasite et de prendre les mesures de contrôle pertinentes. Avec l'appui de l'USDA/APHIS, des projets de contrôle et d'éradication de ces parasites et de ces maladies sont mis en oeuvre comme l’indique le tableau ci-dessous:

Tableau 4

Principaux parasites sous contrôle

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Parasite/maladie** | **Zone actuel affecté** | **Cultures** | **Surveillance** | **Contrôle** |
| Mouche des fruits | 3,600 Km2 | Mangue | 3,600 Km2 | 3,600 Km2 |
| *Crypticera genistae* (Cochenille) | 20,000 Ha | Yuca, pistache | 20,000 Ha | 20,000 Ha |
| Scolyte | 100,000 Ha | Café | 100,000 Ha | 10,000 Ha |

*Source: Infomation DPV. 2013.*

**3.2.2** **Situation de l'innocuité des aliments**

En relation avec la production primaire, il n'existe pas de programme organisé d'inspection et de contrôle propre à garantir l'innocuité des produits destinés à la consommation locale ou aux marchés extérieurs potentiels. L'absence d'un système de contrôle et d'inspection des abattoirs de bovins, de porcs, de cabris et d'oiseaux, met en exergue la gravité de la situation..

De manière générale, il n'existe pas de politique nationale d'innocuité des aliments qui encourage la coordination des secteurs de la santé et de l'agriculture en vue de procéder au contrôle et à l'inspection des aliments tout au long de la chaine de production.

Avec la collaboration du Gouvernement de l'Argentine, des activités sont menées pour former les fonctionnaires du Laboratoire LVCQAT aux aspects de contrôle de la qualité des aliments en vue d'assurer la qualité des aliments du Programme national de cantines scolaires. Il est important de souligner que le LVCQAT apporte une contribution substantielle au contrôle de la qualité des aliments.

**3.3** **Gestion des services sanitaires agricoles et d'innocuité des aliments**

**3.3.1** **Organisation actuelle des services**

En réalité, les services sanitaires agricoles relèvent du MARNDR et sont répartis au niveau central en quatre Directions.

**Direction de la production et de la santé animale (DPSA)**

L'information relative à l'organisation, aux fonctions, aux activités et aux limitations de la DPA est reproduite dans les documents sur les " Grandes Lignes d’action pour le Développement de la Santé Animale en Haïti 2010-2014,Juillet 2010" et dans l'exposé sur "MARNDR ORGANISATION DE LA DIRECTION DE LA PRODUCTION ET DE LA SANTÉ ANIMALE". La Direction dispose des sous-divisions de l’Élevage, de la Santé animale, des Recherches vétérinaires et des Zootechniques.

Dans la structure centrale, les services de santé animale sont coordonnés par un Directeur adjoint à la santé animale et il dispose de services techniques, à savoir: le Service de prophilaxie et d'assistance sanitaire aux producteurs; le Service d'épidémiologie et de statistiques vétérinaires, et le Service d'information , de formation et de développement des GCB. Sur le plan périphérique, ces fonctions sont exercées par les Directions départementales à travers le service de production et de santé animale. Il est prévu de mette en place des centres régionaux de protection sanitaire. La structure offre les caractéristiques suivantes:

* Le service d'épidémiologie est chargé de trois programmes: la surveillance épidémiologique des maladies animales et des zoonoses, l'épidémiologie analytique et descriptive et l'analyse des risques.
* Le service de contrôle vétérinaire est en charge du contrôle des produits biologiques, des médicaments et des aliments animaux; de la protection sanitaire et environnementale et du bien-être des animaux.
* Le service d'assistance sanitaire au producteur est chargé des cliniques vétérinaires publiques, des centres de protection sanitaire et du diagnostic actif.
* On dispose de l'appui du service d'information, d'éducation et de formation.
* La DPSA dispose d'un service d'appui administratif et de planification, de réglementation et de documentation.

La direction de la santé animale dispose des ressources humaines ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
| **Catégorie** | **Nombre** |
| **Médecins vétérinaires ou Cadre supérieur** | 40 |
| **Techniciens** | 25 |
| **Personnel d'appui** | 5 |
| **Coopération cubaine - Médecins vétérinaires** | 12 |
| **Personnel administratif** | 7 |

*Source: DPSA, 2013.*

Ci-après les principaux programmes en cours d'exécution:

* Pathologie porcine: Contrôle de la peste porcine classique, contrôle de la maladie de Teschen.
* Pathologie aviaire: Contrôle de la maladie de Newcastle et prévention de la grippe aviaire hautement pathogène.
* Contrôle de la zoonose. Contrôle de la rage canine et contrôle du charbon bactéridien (Anthrax).
* Identification et contrôle du mouvement des animaux.
* Autres programmes de contrôle des parasites internes et externes et contrôle des malaides des abeilles.
* Financement actuel provenant des fonds du MARNDR et des projets DEFI et RESEPAG.

On essaie tout spécialement d'organiser, en coordination avec le Ministère de la Santé, des programmes de contrôle des aliments, principalement de la viande, du lait et des oeufs.

Durant la mise en oeuvre et la couverture des services, un rôle important est attribué aux Groupes "Gwoupman Sante Bèt" (GSB) qui sont des organisations communales maintenant un contact direct avec les producteurs, spécialement les petits producteurs, par le truchement de comités de paysans. 565 sections communales bénéficient actuellement d'une couverture. Ces groupes collaborent aux travaux de vaccination et de surveillance épidémiologique et ont un grand potentiel pour faciliter l'expansion des services agricoles à toutes les régions du pays.

**Direction de la protection végétale (DPV)**

Conformément à l'information figurant dans le document “Direction de Protection des Végétaux- Missions et Organisation”, la DPV a été créée en 2005 et au niveau central, elle comprend trois services techniques: Le Service de protection des cultures, le Service de laboratoire et le Service de surveillance phytosanitaire.

Au niveau des directions départementales, il existe des services départementaux de protection des végétaux qui relèvent des Directions départementales du MARNDR.

Le personnel permanent est composé de quatre ingénieurs agronomes: un Directeur, un Directeur adjoint, un Chef de service et un Chef de section. Il comprend en outre 10 représentants de la Direction au niveau de la DDA, une secrétaire, deux techniciens et un chauffeur Le financement actuel du projet est assuré par des fonds du MARNDR et les projets DEFI et RESEPAG II.

Les activités en cours d'exécution par la DPV visent le programme de dépistage et de contrôle de la mouche des fruits, la lutte contre la Fourmi folle, la lutte intégrale contre la scolyte du café, le contrôle biologique de la Cochenille rose de l'Hibiscus et le contrôle de la Cochenille blanche (*Crypticerya genistae)* .

* Le projet de dépistage et de contrôle de la Mouche des fruits couvre des zones d'intervention dans les départements de l'Ouest, de l'Artibonite, du Centre, du Sud-est , des Nippes et du Sud. Il comprend quatre volets, à savoir: Dépistage, contrôle de la mouche des ruits, la traçabilité des mangues destinées à l'exportation et l'inspection des activités de traitement des mangues. Les activités de dépistage se déroulent à l'aide de 4 276 trappes et 87 fonctionnaires contractuels. Les activités de contrôle n'ont pas été complétées à cause du manque de ressources. Les activités se réalisent en collaboration avec l'USDA.
* Le programme de lutte contre la Fourmi folle est en cours d'exécution dans le Nord, la Grand-Anse, le Nord-ouest et l'Ouest, avec les composantes de maintien e de surveillance.
* Le Programme intégré de lutte contre la scolyte du café se déroule dans les régions de Thiotte, de Dondon et de Bautiste. Ce programme est financé en partie par le Projet DEFI.
* Le Programme de lutte contre la Cochenille Rose de l'Hibiscus essaie de relocaliser l'insectarium qui fut endommagé durant le séisme de 2010.
* Le Programme de lutte contre la Cochenille blanche (Crypticerya genistae) se déroule dans les Départements du Nord-est et inclut l'évaluation de méthodes optionnelles de lutte.

La DPV espère compter avec la législation actualisée, la législation relaive à la gestion des pesticides, l'amélioration et l'élargissement du réseau national de surveillance phytosanitaire avec l'inclusion des Groupes GSB; la disponibilité d’un personnel dûment rémunéré et doté du matériel requis pour être en mesure de faire face aux problèmes de parasites et des maladies.

Les restrictions imposées à la DPV découlent du manque de crédits budgétaires, du manque de personnel et de matériel et d 'équipement. Il est important de faire ressortir la nécessité d'une législation actualisée, ainsi que le besoin d'une plus large intégration avec les Groupes GSBP en vue de renforcer le réseau national de surveillance phytosanitaire.

Laboratoire vétérinaire et de contrôle de la qualité des aliments (LVCQAT).

La situation du LVCQAT a été évaluée dans trois études: Évaluation des laboratoires de la Caraïbe; Consultant de la CARICOM en 2009; Plan stratégique du LVCQAT, Université de Tuskegee en 2012; LVCQAT Évaluation et Plan d'action de la Mission cubaine en 2012.

Les résultats des évaluations sont similaires et se résument ainsi:

* Infrastructure en détérioration et sans entretien adéquat.
* Système de gestion et administration inadéquats.
* Équipement désuet et entretien déficient.
* Manque de matériels et de réactifs.
* Déficiences en matière de formation des fonctionnaires. Le Laboratoire compte 40 fonctionnaires.
* Absence d’un système de biosécurité.
* Absence d’un système de garantie de la qualité.
* Absence d’un système de planification et de coordination avec les services de santé animale en vue de définir les priorités.
* Le LVCQAT mène des activités importantes en vue du contrôl local des aliments.

Suite aux résultats de ces évaluations, avec l'appui de l'Université de Tuskegee et la coopération de la Mission de Cuba, un plan d'action est en voie de mise en oeuvre pour remédier aux déficiences et parvenir à la certification du Laboratoire. À ces fins, on dispose des ressources des Projets DEFI et RESEPAG II.

**3.3.2** **Évaluation de la performance des services**

L' Organisation mondiale de la Santé animale (OIE) a réalisé en 2010 les études d'évaluation de la Performance, de la Vision et de la Stratégie (DVE/PVS en anglais) et l'Analyse des déficiences (GAP analysis en anglais) et l'Analyse de la Législation relative aux services vétérinaires. L'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) a effectué en 2011 les études sur le thème: "Performance, Vision et Stratégie" (DVE) pour les Services de protection des plantes, notamment le Service de la Quarantaine. La méthodologie (PBS/DVE) est reconnue internationalement pour l'évaluation du rendement des services sanitaires et phytosanitaires et elle permet d'analyser les compétences essentielles pour les aspects institutionnels (11 compétences); la capacité technique (14 aptitudes); l'interaction avec les utilisateurs du service (6 compétences), et la capacité d'accés aux marchés (8 compétences).

Les résultats des évaluations sont inclus dans les documents suivants:

* OIE. Rapport d’évaluation OIE-PVS des Services vétérinaires d'Haïti – 2010, 8-18 Octobre 2010.
* OIE. Rapport d’analyse des écarts PVS, MARNDR– Haïti – Août 2012
* OIE. Mission d’identification pour la législation vétérinaire – Haïti – Mars 2012
* IICA. Performance, Vision et Stratégie de la Direction de la Protection des Végétaux – DPV – Haïti, 2011.

Les résultats de ces études montrent que le niveau actuel des Services de santé agricole et d'innocuité des aliments d'Haïti est faible comparativement aux services d'autres pays de la région. Les études incluent des recommandations visant à remédier à ces déficiences et à accroître l'efficacité, la performance et la durabilité des services.

Il est important de faire savoir que sur la base des politiques alimentaires et de développement agricole du pays promulguées par le Gouvernement, ainsi que des résultats des évaluations effectuées en 2010 et en 201, des activités ont été menées pour améliorer les services. On dispose déjà de projets de législation actualisée; des programmes ont été mis à jour, comme par exemple le contrôle de la peste porcine classique, la prévention de la grippe; le contrôle de la mouche des fruits et le contrôle du *Crypticera genistae*. Dans le cas du Laboratoire, ont été élaborés un plan d’action et des plans de réaménagement et de modernisation de l'équipement. Le tableau ci-après contient un résumé de l'évaluation et des recommandations visant à remédier à ces déficiences. Le tableau 5 présente un résumé des résultats des évaluations OIE/PVS.

Tableau 5

Analyse des déficiences OIE, Analyse de la législation OIE et DVE/IICA

*(OIE/PVS, OIE Analyse d'écart, OIE/Analyse de la législation et IICA/DVE évaluation de la DPV)*

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Composante** | **Niveau actuel de performance (0-100 %)** | **Résumé des recommandations en vue d'améliorer la performance** |
| **Capacité institutionnelle (Législation, capital humain, infrastructure et aspects financiers)** | **DPA : 49**  **DPV: 20** | * Restructuration des services en un système autonome et durable de couverture nationale relevant du MARNDR, doté d'une législation actualisée, de ressources humaines et physiques suffisantes, de formation permanente, d'un système de planification stratégique continue et de mécanismes adéquats de coordination avec tous les secteus concernés. |
| **Capacité technique** | **DPA: 33**  **DPV: 14** | * Besoin d'organiser et de gérer des systèmes de base et efficaces de surveillance épidémiologique des fléaux et des maladies, le système de quarantaine et d'appui de laboratoire fournissant une assurance de la qualité. * Le besoin d'établir et de mettre en oeuvre des programmes de prévention et de réponse aux maladies et aux parasites exotiques. * Besoin de réviser et d'actualiser les plans d'action pour le contrôle et l'éradication des principales maladies et parasites qui affectent l'agriculture et le bétail. * Besoin d'incorporer l'analyse des risques en vue de renforcer les systèmes de prévention. * Le besoin de surveiller les résidus des pesticides et des antibiotiques dans les aliments. * Le besoin d'organiser le registre de contrôle des produits destinés à un usage agricole et animal. * Le besoin d'organiser le système d'inspection et de contrôle des aliments en coordination avec le Ministère de la santé, de l'Industrie et du Commerce. * Réglementer et organiser le bien-être des animaux. * Appuyer la mise en place de systèmes de traçabilité |
| **Interaction avec le secteur privé.** | **DPA: 46**  **DPV: 17** | * Mettre sur pied des programmes de communication et d'éducation zoosanitaire et phytosanitaire à l'intention des producteurs et des utilisateurs des services. * Établir des mécanismes de coordination avec les producteurs en vue d'obtenir leur participation active aux programmes. * Promouvoir le renforcement des organismes ainsi que des autorités statutaires vétérinaires et agronomiques. * Établir des mécanismes de délégation de fonctions qui peuvent être confiées au secteur privé. |
| **Accès aux marchés** | **DPA: 22**  **DPV: 08** | * Procéder à la mise à jour et à la réglementation de la législation sanitaire et phytosanitaire, ainsi que la législation relative à l'innocuité des aliments. * Effectuer l'harmonisation des normes sanitaires et d'innocuité des aliments en suivant les normes recommandées par les organismes de référence telles que l'OIE, le Codex Alimentarius et la CIPF. * Appuyer la promotion d'accords d'équivalence sanitaire, phytosanitaire et d'innocuité des aliments en vue de faciliter les échanges internationaux. * Appuyer le fonctionnement des comités nationaux du Codex et de l'Accord SPS. * Participer aux réunions des institutions internationales de référence. |

*DPA: Direction de la protection des animaux*

*DPV: Direction de la Protection des Végétaux*

**3.3.3** **Analyse FODA (SWOT)**

Dans le cadre de l'analyse stratégique des services, il a été réalisé un exercice FODA pour chaque service en vue d'analyser les points forts, les déficiences, les débouchés et les menaces. Les principaux résultats découlant des trois services sont résumés au Tableau 6.

Tableau 6

Analyse des points forts, des débouchés, des déficiences et des menaces

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Points forts et déficiences de la santé agricole et l'innocuité des aliments en Haïti** | | | |
| **Facteurs ou variables** | **Points forts** | | **Déficiences** |
| **Bases juridiques (Lois, Règlements et Directives)** | * Existence de projets de législation. Dans le cas des services vétérinaires, la législation a été révisée par l'OIE | | * Absence de législation actualisée. * Absence d'organisations professionnelles réglementées |
| **Ressources humaines (Quantité et qualité)** | * Existence de groupes de base de cadres diplômés. Dans le cas de la DPSA, il existe déjà des cadres diplômés dans tous les départements du pays. * Le LVQAT compte une dotation en personnel suffisante. | | * Le nombre de cadres requis pour couvrir les besoins nationaux en services est insuffisant. Ce déficit est plus élevé dans le cas de la DPV. |
| **Systèmes d'information et de surveillance (Collecte, analyse et diffusion de données, bases de données)** | * Il existe des systèmes naissants d'information et de surveillance DPV et des bases de données préliminaires. * Il existe des systèmes préliminaires de communication avec les clients. * Il existe un potentiel d'élargissement de la surveillance à travers les Groupes GSB . | | * Il n'existe pas de systèmes bien organisés d'information et de surveillance épidémiologique qui permettent de recueillir et d'analyser les données visant à orienter le processus de décision. * Il manque de mécanismes officiels de communication avec les clients des services. |
| **Infrastructure technologique (Équipement, postes de contrôle, laboratoires, etc.)** | * On dispose d'une infrastructure de base de services avec le personnel, les équipements, les laboratoires et les postes de contrôle. * Des programmes de contrôle et d'éradication sont partiellement en cours d'exécution. * Le LVQAT a conçu un plan d'action pour sa modernisation, appuyé par l'Université de Tuskegee et la Mission de Cuba. | | * Il n'existe pas de plan à long terme pour le renforcement et la modernisation de l'infrastructure technique des services. * La présente infrastructure ne suffit pas à répondre aux besoins du pays. * Le LVQAT n'a pas mis en oeuvre les plans de renforcement et de modernisation. * Il n'existe pas de mécanisme de coordination et d'intégration des services. |
| **Budget (Montants et calendrier)** | * Des fonds sont potentiellement disponibles à la Trésorerie nationale et à la coopération technique financière internationale. | | * L'utilisation des ressources est planifiée pour des activités annuelles et non dans le long terme. * Les ressources de la trésorerie nationale sont insuffisantes. * Il n'existe pas de système de tarifs pour la couverture des services. |
| **Instruments de gestion (Plans stratégiques, opérationnels et financiers, mécanismes de suivi et évaluation)** | * Il existe des plan de renforcement des services et de mise en oeuvre d'activités de surveillance et de contrôle au moyen de l'utilisation des ressources de la trésorerie et de la coopération internationale. * Des plans annuels de fonctionnement sont en cours d'élaboration. | | * Il n'existe pas de plan stratégique à long terme qui permette d’établir des objectifs et des buts définis et de programmer les ressources nécessaires et disponibles. * Il n'existe pas de mécanisme d'évaluation et de suivi des projets. |
| **Organisation et participation du secteur privé et des utilisateurs des services., coordination avec d'autres secteurs.** | * Il existe des mécanismes préliminaires de coordination avec les clients et les utilisateurs des services. * Le LVQAT mène des activités très utiles pour la qualité et l'innocuité des aliments. | | * Il n'existe pas de mécanismes officiels et réglementaires de communication et de coordination avec les utilisateurs des services. * Les producteurs ne sont pas complètement organisés et ne participent pas activement aux programmes. * Les mécanismes de coordination avec d'autres secteurs comme la santé, le commerce et l'environnement, font défaut. |
| **Autres** | * Ont été menées des études, des analyses et des évaluations pour le renforcement et la modernisation des services. * Quelques interventions préliminaires d'amélioration sont en exécution. | | * Les niveaux de performance PVS/DVE des services sont faibles. * Le renforcement des services est partiel en raison de l'absence de restructuration des services et des ressources. |
| **Débouchés et Menaces pour la santé agricole et l'innocuité des aliments en Haïti** | | | |
| **Débouchés** | | **Menaces** | |
| * L'importance du Secteur agricole pour la production d'aliments destinés au marché national, comme en témoignent la Politique alimentaire et la Politique agricole du pays. * Le besoin de disposer de services de base de surveillance, d’un service de quarantaine et dun laboratoire requis pour épauler les politiques du pays. * Les possibilités de bénéfi cier des ressources des organismes de coopération internationale pour améliorer les services. * Le potentiel de quelques marchés extérieurs pour des produits traditionnels et typiques du pays. | | * Ne pas contribuer à remédier aux déficiences alimentaires et ne pas répondre aux aspirations du pays, selon les dispositions des politiques. * Perdre la coopération technique et financière internationale. * Possibilités d'introduction de nouveaux parasites et maladies. * Absence de crédibilité des services, non-observation de l'Accord SPS et perte de marchés d'exportations. * Instabilité politique. | |

**3.3.4** **Projets en développement**

Sur la base des politiques du Gouvernement/MARNDR concernant le secteur de l'agriculture, on dispose d’un appui financier pour la mise en oeuvre de projets de modernisation du secteur, lesquels incluent spécifiquement des fonds pour les services de santé agricole et d'innocuité des aliments. Ces projets sont les suivants:

* + Le Projet DEFI financé par la Banque interaméricaine de développement qui se focalise sur l'appui au développement économique des chaines agricoles prioritaires, ainsi que sur l'appui aux réformes pour une meilleure gestion du MARNDR , en incluant des fonds pour le renforcement et la modernisation des services de santé agricole et d'innocuité des aliments.
  + Le Projet RESEPAG II est financé par la Banque mondiale dans le but d'appuyer la formulation et la coordination de politiques sectorielles et d'améliorer la capacité administrative du MARDNR, de fournir un appui aux services de vulgarisation et aux producteurs des régions rurales et de soutien à la modernisation des services de santé agricole et d'innocuité des aliments.
  + L'USDA/APHIS assure aussi le financement de projets spécifiques pour renforcer les initiatives de santé agricole.

En général, l'efficience dans la mise en oeuvre des projets a été déficiente, essentiellement en raison de facteurs de gestion et de coordination au sein des divers services participants.

Tableau 7

Efficience dans la mise en oeuvre de projets financés par les organismes internationaux de coopération.

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Titre du projet** | **Agence** | **Délai en vigueur** | | **Budget (millions de dollars EU)** | **% utilisé**  **jusqu'en 2012** | **Solde actuel**  **(%)** |
| **Départ** | **Fin** |
| PPI-1 | IFAD | 1996 | 2003 | 23.00 | 70 (\*\*) | 30% |
| DEFI | IADB | 2007 | 2012 (\*) | 20.36 | 50% | 30% |
| PPI-2 | IFAD | 2008 | 2015 | 34.10 | 50% | 50% |
| RESEPAG-1 | Banque mondiale | 2010 | 2014 | 5.00 | Sans données | Sans données |
| PMDN | IADB | 2009/2010 | 2014 | 30.00 | 10% | 63% |

(\*) Prolongé jusqu'à 2013

(\*\*) Estimation à la fin du projet.

**IV.** **GRANDES LIGNES STRATÉGIQUES**

**4.1** **Au sujet de la Mission**

En vertu de l'approche d'une Agence de Services de santé agricole et d'innocuité des aliments et conformément aux clients identifiés , à leurs besoins et aux services dont ils doivent bénéficier, la Mission suivante est proposée:

|  |
| --- |
| ***Accroître et protéger la valeur du patrimoine sanitaire et phytosanitaire d’Haïti, au moyen de la prévention de l’introduction de parasites exotiques, du contrôle et de l’éradication des parasites présents dans le pays, de l’amélioration de la santé publique grâce à la protection de l’innocuité des aliments tout au long de la chaine de production alimentaire, de l’augmentation du commerce national et international, et enfin de la protection de l’environnement.***  **THÈME PROPOSÉ**  ***"Accroître et protéger la valeur du patrimoine sanitaire et phytosanitaire d'Haïti"*** |

**4.2** **Au sujet de la Vision**

la vision de l'avenir se fonde sur l'existence d'une Agence moderne de santé agricole et d'innocuité des aliments, assortie des services intégrés et coordonnés avec tous les acteurs connexes, une Agence qui respecte les orientations des organismes internationaux de référence, appuie l'agriculture en vue de produire plus d'aliments de qualité destinés à la consommation nationale et aux marchés extérieurs; protège la santé publique, accroisse les profits des producteurs et protège l'environnement de l'usage inadéquat des pesticides et d'autres polluants. À la lumière de ce concept, il est proposé que la Vision partagée de l'avenir soit rédigée comme ci-après:

|  |
| --- |
| ***Nous envisageons une vision de la santé agricole et de l'innocuité des aliments qui soit dynamique et intégrée dans la culture des agents économiques et de la population en général, et contribue effectivement à l’amélioration de la sécurité alimentaire, de la santé publique et de l’environnement, à la lumière de normes internationales émises par une Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments agissant de manière intégrée et autonome.*** |

**4.3** **Au sujet des fonctions essentielles à l’accomplissement de la Mission**

Les fonctions déterminantes d'une Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments.

1. Réglementer les activités phytosanitaires, de santé animale et d'innocuité animale.
2. Protéger les cultures des parasites, les animaux des maladies et l'homme de la zoonose et des maladies transmises par les aliments.
3. Lutter contre les parasites affectant les cultures et contre les maladies des animaux qui revêtent une importance économique et de santé publique.
4. Contrôler la vente et l'utilisation d'intrants agricoles et de l'élevage; promouvoir les pratiques optimales de production (BPA) et la consommation d'aliments sans risques de contamination.
5. Contrôler l'innocuité d'aliments tout au long de la chaine de production d'aliments.
6. Appuyer les programmes de lutte contre les zoonoses pour améliorer la santé publique.
7. Contribuer à l'établissement de marchés d'exportation de produits agricoles, d'élevage et de pêche.

Dans ce cadre, les principales attributions définies pour chaque service qui intègre le système sont les suivantes:

**Santé végétale**

* Établir des normes phytosanitaires pour le fonctionnement efficace de la DPV.
* Protéger les cultures à l’aide d’interventions ponctuelles et d’enquêtes.
* Surveillance épidémiologique à travers la gestion de données relatives au diagnostic, à l'analyse des risques phytosanitaires, à la surveillance, au diagnostic, aux recommandations, aux contrôles et à la coordination avec les ONG.
* Un service de quarantaine à travers l'inspection, la certification, le contrôle et le suivi.
* Veiller à l'innocuité des aliments à traverss l'incorporation de pratiques optimales de production (BPA) .

**Santé animale**

* Contribuer à la mise en place d'un cadre juridique actualisé pour le développement de la produ ction et la santé animale en Haïti.
* Élaborer et contrôler l'application de la législation et des normes nationales ou des procédures techniques concernant la lutte contre les maladies animales et les zoonoses, l'identification et la traçabilité des animaux et des produits dérivés.
* Assurer la coordination et le contrôle des activités des programmes de prévention, de contrôle et d'éradication des maladies animales qui existent dans le pays.
* Protéger le pays contre l'introduction de maladies et de parasites exotiques.
* Contrôler le dépistage de toutes les flambées de maladies d'animaux dans le pays, la surveillance des maladies animales plus importantes en existence (endémique) dans la région de la Caraïbe et l'application de mesures de réponse d'urgence selon le besoin.
* Contrôler la réception, l'organisation, le stockage,, le traitement et l'analyse des données sanitaires sur le terrain et la la vulgarisation de l'information provenant du système de surveillance épidémiologique.
* Contrôler la qualité des aliments d'origine animale et végétale pour les animaux et les êtres humains, ainsi que les médicaments vétérinaires, tant pour la consommation locale que pour l'exportation .
* Promouvoir le développement du bien-être animal, la santé publique et la santé publique vétérinaire dans le pays,, en collaboration avec les institutions publiques et privées non gouvernementales et internationales concernées.
* Promouvoir l'incorporation des pratiques optimales de production d'élevage BPP.

**Laboratoire**

* Identifier les principales maladies contagieuses et parasitaires qui affectent les animaux.
* Effectuer une évaluation systématique ainsi que la surveillance des maladies émergentes qui affectent les animaux et l'introduction potentielle de maladies exotiques.
* Analyser les échantillons d'aliments du commerce local, les importations et les exportations de produits.
* Effectuer l'analyse d'échantillons pour le contrôle de la qualité des produits destinés à la consommation humaine et animale.
* Déterminer la valeur nutritionnelle normalisée d'aliments traités selon les normes de chaque produit.
* Établir le contrôle de la qualité des médicaments et des pesticides.
* Accompagner et appuyer les industries de transformation d’aliments dans l'incorporation de normes nationales et internationales (Analyse des dangers et Points critiques de contrôle - HACCP-, Organisation internationale de Normes, pratiques optimales agricoles et de manufacture - BPA et BPM -).

**4.4** **Au sujet des facteurs clés de succès**

Ci-après les facteurs clés identifiés qui permettent à une Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments de parvenir à une performance optimale et d'accomplir sa mission:

1. Bonne image institutionnelle.
2. Services intégrés et bonne coordination avec toutes les entités connexes.
3. Observation des normes nationales et internationales.
4. Transparence
5. Crédibilité sur les plans national et intermational.
6. Capacité et rapidité de réponse.
7. Programmation stratégique, suivi et évaluation pour justifier et mobiliser des ressources .
8. Bonnes conditions de travail et stabilité et dévouement du personnel.

En termes spécifiques, les facteurs clés de succès identifiés pour chaque service sont reproduits au tableau ci-après.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Santé végétale** | **Santé animale** | **Laboratoire** |
| * **Cadre juridique** * **Autonomie** * **Représentation** * **Fonctionnalité** * **Capacité et rapidité de réponse** * **Crédibilité** | * Cadre juridique * Crédibilité * Transparence * Ressource financière qui corresponde à la fonction et à la mission du service * Dévouement à la tâche * Bonne coopération avec les acteurs * Bonnes relations avec les institutions internationales | * Conformité avec les normes internationales * Renforcer la sécurité alimentaire * Augmentation du statut économique. * Assurance de la qualité entérinée par des organisations nationales et internationales d'accréditation. * Conformité des procédures de preuve individuelles avec les normes de laboratoire nationales et internationales. |

**4.5** **Au sujet des objectifs stratégiques ou des résultats définitifs**

Suite au résultat de l'analyse stratégique et prenant en compte les besoins des clients des services, ont été définis ci-après les objectifs stratégiques ou résultats définitifs que doit atteindre une Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments , ainsi que chacun des services qu'elle prête pour accomplir la Mission et la Vision proposées.

Les Objectifs stratégiques proposés par l'Agence sont les suivants:

1. **Améliorer les conditions phytosanitaires et zoosanitaires du pays** et contribuir à l’augmentation de la production d’aliments de qualité, à l’amélioration de la santé publique et à la protection de L’environnement
2. **Contribuer à accroitre la production d'élevage, agricole, avicole et halieutique** en vue de parvenir à une meilleure disponibilité de produits animaux et végétaux et de produits dérivés destinés au marché national et des marchés extérieurs potentiels.
3. **Améliorer l'innocuité des aliments d'origine animale et végétale** pour la consommation nationale et les marchés extérieurs en vue de garantir la santé publique et respecter les normes internationales et nationales.
4. **Promouvoir les pratiques optimales de production agricole et d’élevage (BPA/BPP)**, le bon usage des pesticides, des médicamens et des produits vétérinaires, ainsi que l’assurance du bien-être animal du pays..

**4.6** **Problèmes spécifiques qui doivent être résolus pour atteindre les objectifs stratégiques**

Conformément à l'analyse stratégique, ci-dessous les principaux problèmes à résoudre pour atteindre les objectifs stratégiques :

1. Actualisation de la législation relative à la santé agricole et l'innocuité des aliments et établissement d'une politique qui définit les responsabilités de tous les acteurs connexes.
2. Restructuration des services de santé agricole et d'innocuité des aliments en un système intégré et autonome relevant du MARNDR et propre à faciliter la fourniture de services à travers tout le pays, ainsi que l'utilisation rationnelle des ressources disponibles.
3. Élaboration d'un programme à long terme (5 à 10 ans) assorti d'objectifs et de buts définis qui soient mesurables Au moyen d’activités de suivi et d'évaluation.
4. Mettre en oeuvre des projets pour résoudre les problèmes institutionnels, de capacité technique, établir des rapports avec les producteurs, la coordination avec d'autres secteurs et la promotion de l'accès aux marchés extérieurs des produits agricoles et de l'élevage.
5. Établir des mécanismes de coordination avec le Ministère de la santé en vue d'organiser l'inspection et garantir l'innocuité des aliments.
6. Mettre en place des mécanismes de coordination avec le Ministère de l'environnement en vue de coordonner les actions visant à protéger l'environnement.

**4.7** **Preuve technique concernant la relation causale des problèmes spécifiques qui doivent être résolus et objectifs stratégiques identifiés.**

La preuve technique découle des évaluations de la performance OIE/PVS, de l'analyse des déficiences des services vétérinaires OIE, de l'analyse de la législation relative aux services vétérinaires OIE, de l'évaluation de la performance de la Direction de protection végétale IICADVE, du Plan stratégique du LVQAT de l’Université de Tuskegee et du Plan d'action élaboré par le Laboratoire de la Mission de Cuba.

Une autre source de preuve technique, administrative et économique est reproduite dans les documents traitant de la politique alimentaire, de la politique agricole et du Plan d'investissement du Ministère du MARNDR.

**SYNTHÈSE DES GRANDES LIGNES STRATÉGIQUES**

|  |  |
| --- | --- |
| ***Mission*** | ***Accroître et protéger la valeur du patrimoine sanitaire et phytosanitaire d’Haïti, au moyen de la prévention de l’introduction de parasites exotiques, du contrôle et de l’éradication des parasites présents dans le pays, de l’amélioration de la santé publique grâce à la protection de l’innocuité des aliments tout au long de la chaine de production alimentaire, de l’augmentation du commerce national et international, et enfin de la protection de l’environnement.*** |
| ***Vision*** | *Nous envisageons une santé agricole et l'innocuité des aliments dans une perspective dynamique et intégrée dans la culture des agents économiques de la population en général, en contribuant effectivement au renforcement de la sécurité alimentaire, à la protection de la santé publique et de l'environnement, en conformité avec les normes internationales émises par une Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments intégrée et autonome.* |
| ***Objectifs stratégiques*** | 1. *Contribuer à accroitre l'élevage, l'agriculture, l'aviculture et la pêche en vue de parvenir à une plus grande disponibilité de produits animaux et végétaux, ainsi que de produits dérivés destinés au marché national et à l'exportation.* 2. *Améliorer l'état phytosanitaire et zoosanitaire du pays et contribuer à augmenter la production alimentaire de qualité, à l'amélioration de la santé publique et à la protection de l'environnement.* 3. *Renforcer l'innocuité des aliments d'origine animale végétale pour la consommation nationale et les marchés extérieurs.* 4. *Contribuer à garantir la santé publique et à respecter les normes internationales et environnementales.* 5. *Encourager les pratiques optimales de production agricole et et d'élevage (BPA/BPP), le bon usage des pesticides, de médicaments et de produits vétérinaires , et assurer le bien-être animal dans le pays.* |
| ***Valeurs/principes/vertus*** | ***Autorité*** *Les dispositions de l'Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments, conçues sur la base de fondements techniques et scientifiques, sont respectées et doivent être respectées, sans exception.*  ***Efficacité.*** *Toutes les ressources humaines, physiques et financières sont organisées et gérées pour agir avec opportunité et efficacité en ce qui a trait à la prévention, au contrôle et à l'éradication des maladies ainsi qu'à d'autres facteurs qui affectent la santé des plantes, des animaux, des personnes et à l'environnement.*  ***Transparence****. Tous les agents économiques et les citoyens en général ont accès à l'information opportune et suffisante au sujet des mesures sanitaires et phytosanitaires, ainsi qu'au sujet des problèmes qui les affectent et des contributions qui peuvent être apportées pour les résoudre.* |
| ***Fonctions essentielles*** | * + - * 1. *Réglementer les activités relatives à la santé végétale, animale et à l'innocuité des aliments.*         2. *Protéger les cultures des fléaux, les animaux des maladies et l'homme de la zoonose et des maladies transmises par des aliments.*         3. *Lutte contre les maladies des cultures et les maladies des animaux qui occupent une place importante dans l'économie et la santé publique*         4. *Contrôler la vente et l'utilisation d'intrants agricoles et de l'élevage; promouvoir les pratiques optimales de production (BPA) et la consommation d'aliments sans risques de contamination.*         5. *Effectuer un contrôle de l'innocuité des aliments tout au long de la chaine de production d'aliments.*         6. *Épauler les programmes de lutte contre les zoonoses en vue de renforcer la santé publique.*         7. *Contribuer à l'établissement de marchés d'exportation de produits agricoles, d'élevage et de pêche.* |

NOTE: Des informations détaillées sur Grandes Lignes Stratégiques pour chacun des services sont présentée en annexe B1.

**DEUXIÈME PARTIE**

**PROGRAMME D'INVESTISSEMENT POUR LA MODERNISATION DES SERVICES DE SANTÉ ANIMALE, VÉGÉTALE ET LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS**

**I.** **LE PROBLÈME ESSENTIEL, SES CAUSES ET EFFETS**

Conformément aux résultats de l'analyse stratégique SWOT, à la situation de la santé animale, végétale et l'innocuité des aliments, et à l'évaluation systématique des services, le problème central recensé est issu du "***faible niveau de santé agricole et d'innocuité des aliments"*** en réponse aux besoins des producteurs et des politiques alimentaire et agricole du pays. La figure suivante décrit les causes et les répercussions du problème recensé.

Figure 3

**Schéma des problèmes, causes et effets**

**Effet global**

Détérioration de l’économie des producteurs agricoles des familles en général

**Effets spécifiques**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Faible productivité  agricole et d'élevage | Accès limité aux marchés internationaux | Détérioration de la santé publique (MTA et zoonoses) | Contamination de l’environnement |

**Problème**

**Faible niveau de santé agricole et d’innocuité des aliments**

**Causes**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Niveau déficient de protection e la santé végétale et de l’innocuité des aliments | Désarticulation des institutions de services de santé agricole et d’innocuité des aliments | Déficience des services de laboratoire, d'appui à la prise de décisions au sein des services de santé végétale, animale et d'innocuité | Niveau déficient de protection animale et d’innocuité des aliments d‘origine agricole |
| Déficience institutionnelle  (Législation, Ressources humaines, Infrastructure, Gestion des ressources humaines et financières, Système d’information | Gestion désarticulée des services | Infrastructure du laboratoire détérioré et équipement déficient | DÉFICIENCE INSTITUTIONNELLE  (Législation, capital humain et financier, infrastructure organisation, Système et formation continue) |
| CAPACITÉ TECHNIQUE DÉBILE  (Surveillance, analyse des risques, capacité de réponse aux urgences, Quarantaine, Inspection de l’innocuité des aliments, Registre et contrôle des pesticides, Prévention et le contrôle des maladies) | Instruments de gestion technique et administrative déficients  Initiatives débiles et désarticulées de formation e de communication | Manque de formation du personnel du laboratoire  Capacité d’analyse de sécurité des aliments inexistante  Absence de biosécurité au Laboratoire du LVQAT | CAPACITÉ TECHNIQUE DÉBILE  (Surveillance épidémiologique, Système d’information, quarantaine, Sécurité sanitaire des aliments, Analyse des risques, Contrôle et prévention des maladies, Soins d’urgence, Contrôle de médicaments et d’aliments des animaux |
| RELATION AVEC LES PRODUCTEURS  (Système de communication et éducation. Niveau déficient de connaissances et participation des producteurs) | Système d’information et gestion institutionnelle déficience | Absence de capacité pour assurer la qualité des analyses de laboratoire | RELATIONS AVEC LES PRODUCTEURS  (Communication et éducation sanitaire. Faible niveau de connaissance et participation des producteurs) |
| ACCÈS AUX MARCHÉS  (Rare initiative pour ouvrir et maintenir des marchés d’exportations de produits et de sous-produits d'élevage |  | Déficit de nouvelles technologies d‘analyse | ACCÈS AUX MARCHÉS  (Rare initiative pour ouvrir et maintenir des marchés d’exportations de produits et de sous-produits d'élevage) |

**1.1** **En ce qui concerne les causes à l'origine du problème**

* Dans les trois domaines d'action (santé végétale, santé animale et innocuité), des déficiences sont relevées en relation avec l'organisation, les systèmes d'information, la mise en oeuvre, les connaissances et les instruments de gestion (plans, manuels, directives, instructions etc) des systèmes de surveillance épidémiologique, de protection en quarantaine, de contrôle des aliments, du registre et de la vérification des intrants agricoles et d'élevage.
* Il y a carence d'une politique de santé agricole et d'une législation actualisées, en même temps qu’il existe une structure désarticulée qui ne permet pas la coordination des services, ni une utilisation rationnelle des maigres ressources humaines et physiques disponibles. On relève l'absence de planification stratégique, des déficiences en fait de personnel, un manque de formation des fonctionnaires et l'absence de ressources financières. On ne dispose pas d'un système d'information qui permette d'analyser les données disponibles en vue d'aider à orienter le processus décisionnel. On ne dispose pas de mécanismes de coordination entre les directions, ni avec d'autres entités connexes telles que le Ministère de la Santé, le Ministère du Commerce et de l'Industrie, entre autres.
* Les services de base de surveillance épidémiologique des maladies ne fon ctionnent pas. Il en est de même pour le service de quarantaine et il n’y a pas d’appui de laboratoire permettant de réduire les risques d'introduction de maladies et de parasites exotiques. On ne procède pas à la mise en oeuvre de plans actualisés de contrôle et d'éradication des maladies prévalentes assortis d'objectifs et de buts définis. Ne fonctionnent pas non plus des programmes de prévention et de réponse permettant d'éviter l'introduction de maladies et de parasites, comme cela a été le cas en 2009, lorsque fut introduite la maladie de Teschen chez les porcs, et en 2012 avec l'apparition du *Crepticera Genistae* sur les plantations. La méthodologie d'analyse des risques n'a pas été incorporée. Il n'y a pas de programme d'inspection et de contrôle de l'innocuité des aliments tout au long de la chaine de production. Le système de traçabilité n'a pas été organisé. Le programme de bien-être animal n'a pas été mis sur pied. On n'a pas procédé à l'enregistrement et au contrôle des intrants d'élevage et agricoles, ni à la surveillance des résidus de pesticides dans les aliments.
* Il n'existe pas de système actualisé de communication et d'éducation sanitaire en vue d'obtenir la participation plus active des producteurs et des utilisateurs des services. Il n'existe pas de programmes de promotion de pratiques optimales de production (BPA). La délégation de tâches à des fonctionnaires se consacrant à une activité privée n'a pas été réglementée.
* Il faut actualiser les normes sanitaires et l'innocuité des aliments en suivant les directives des organismes de référence. Il faut une plus grande promotion d'accords d'équivalence pour faciliter l'ouverture de marchés extérieurs. Il faut une plus grande participation au fonctionnement des comités du Codex Alimentarius et du Comité sur l'Accord relatif aux mesures sanitaires et phytosanitaires (Accords MSF).

**1.2** **En ce qui concerne les incidences et l'impact du problème**

* Faible productivité agricole et d'élevage. L'existence du problème cause dans le pays une faible production d'aliments, des pertes économiques pour les producteurs, moins d'emplois. De même, l'existence de problèmes sanitaires et phytosanitaires réduit ou élimine les possibilités pour le pays d'accéder aux marchés internationaux de producteurs agricoles, puisqu'il ne dispose pas de la capacité de réduire le risque de la présence de parasites ou de maladies dans les exportations, ou simplement il ne dispose pas de la capacité de démontrer aux autorités sanitaires des pays importateurs la non-existence d'une maladie donnée e Haïti.
* Pour ce qui est de la santé publique, le problème provoque une forte incidence de MTA et de zoonoses, ce qui pose des risques accrus pour la santé des consommateurs, en même temps qu'il limite la contribution du secteur agricole au développement économique et social du pays.
* L'absence d'un système effectif d'enregistrement et de contrôle des intrants agricoles comme les pesticides, les médicaments vétérinaires, les hormones, entre autres, pose des risques d'introduction et de commercialisation de produits interdits dans d'autres pays, ainsi que l'administration de doses et de fréquences inadéquates. Ces conditions produisent une contamination de l'environnement et de la production agricole.
* Si ce problème n'est pas résolu, il ne sera pas possible de mettre en oeuvre les politiques d'accès alimentaire et de développement agricole qui ont été proposées à titre de contribution au développement économique et social du pays. Dans le contexte régional, si ce problème n'est pas résolu, le risque se pose pour la propagation de maladies et de parasites exotiques à d'autres pays de la région de la Caraïbe.

**II.** **CONCEPTUALISATION DU PROGRAMME**

**2.1** **Modèle conceptuel**

Le programme vise à combler les écarts de services, en fait de fréquence, de couverture et de qualité, grâce à l'intégration et au renforcement des services de santé agricole et d'innocuité des aliments en une seule Autorité sanitaire phytosanitaire, en prenant comme cadre de référence la politique alimentaire et agricole du pays, à la lumière des orientations émanées des institutions internationales de référence en la matière et des expériences fructueuses en matière de modernisation des services de santé agricole de plusieurs pays de l'Amérique latine et de la Caraïbe.

**Figure 4**

Modèle conceptuel pour le développement de la santé agricole et l'innocuité des aliments.

Tendances



Situation

initiale



Situation

recherchée

Tiempo

Nivel de Sanidad (Status Sanitario)

Brecha



Situation

à l’avenir

En combinant les approches de planification stratégique et programmatique, une intervention intégrale a été conçue dans la perspective d'une vision à moyen et long terme. Le programme part de l'identification d'un résultat final et de plusieurs résultats spécifiques, mesurables, assortis d'indicateurs objectivement vérifiables. Ainsi dans le cadre de la conception du programme, seront mobilisées des ressources du Gouvernement et de diverses entités financières multilatérales et de coopération internationale, en vertu d'un concept de synergie et d'articulation d'efforts multiples en relation avec des objectifs et des buts prévus, en veillant ainsi à l'obtention de résultat avantageux pour les agents économiques, les consommateurs et la société dans son ensemble.

2.2 Stratégie de Programme

Le Programme adopte les approches stratégiques suivantes pour atteindre les objectifs et buts proposés:

1. **Réforme institutionnelle.** Sur la base des politiques du pays et des recommandations émanées des évaluations, les services seront restructurés en une entité autonome ayant pour tâche de faciliter l'intégration des services et l'utilisation rationnelle des ressources humaines et physiques disponibles.
2. **Politique de santé et d'innocuité.** Il sera formulé une politique de santé agricole et d'innocuité des aliments qui définisse la responsabilité et les mécanismes de coordination de tous les acteurs concernés.
3. **Direction stratégique.** En vue de la répartition des ressources, compte devra être tenu des priorités stratégiques. La priorité sera ainsi accordée à l'établissement des services de base de surveillance épidémiologique, du service de quarantaine, au soutien du laboratoire et à la prévention et la réponse en cas d’urgence.
4. **Qualité des investissements.** Tout projet de santé comportera des objectifs clairs et des buts définis, assorti d'indicateurs objectivement vérifiables qui permettent d'en assurer le suivi et l'évaluation.
5. **Participation des producteurs** L'accent sera mis sur l'éducation et la communication avec les producteurs et d'autres utilisateurs des services en vue d'obtenir leur participation aux programmes. Ainsi la priorité sera accordée à l'organisation de groupes communaux comme les “Gwoupman Sante Bèt» (GSB), en vue d'élargir la couverture des services et répondre aux besoins des petits producteurs.
6. **Articulation d'efforts** On procédera à la promotion de la coordination avec les Ministères de la Santé et du Commerce et de l'Industrie en vue de l'organisation et la mise en oeuvre de programmes intégrés d'innocuité des aliments.

III. OBJECTIFS DU PROGRAMME

**3.1** **Finalité ou objectif global du Programme**

Le programme cherche à contribuer à l'augmentation de la production d'aliments de qualité, au renforcement de la santé publique et à la protection de l'environnement. En vue de parvenir à ce résultat final, l'objectif ou le but central du Programme est d'améliorer la performance et l'efficience des services de santé agricole et l'innocuité des aliments, conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales.

Tableau 8

Résultat final du Programme

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultats** | **Indicateurs** | **Ligne de base** | **But** |
| ***Résultat final***  *Contribuer à l'augmentation de la production d'aliments de qualité, au renforcement de la santé publique et à la protection de l'environnement.* | *Réduction du taux de mortalité humaine due à la rage canine* | 4 cas (moyenne des 15 dernières années) | *Pas de cas* |
| *Réduction du taux (%) de maladies transmises par des aliments (MTA).* | *Valeur à déterminer* | *Réduction d'au moins 5%* |
| *Réduction (%) de la présence de résidus et de contaminants excédant les niveaux autorisés dans les aliments d'origine agricole.* | *Valeur à déterminer* | *Réduction d'au moins 5%* |
| *Augmentation de la production agricole*   * *Mangues, mangoustans et goyaves* * *Bananes plantains* * *Café vert* * *Légumes Frais, nda* * *Fruits Frais, nda* * *Citrons et limes* | *199,151 t*  *265,000 t*  *24,922 t*  *59,096 t*  *36,527 t* | *Augmentation d'au moins 15% d'ici l'année 5* |
| *Accroissement de la production agricole*   * *Viande de bovins indigène* * *Lait de vache entier frais* * *Viande de caprins indigènes* * *Viande de suidés indigène* | *45,500 t*  *63,400 t*  *5,490 t*  *34,971 t* | *Augmentation d'au moins 15% d'ici l'année 5* |

3.2 Structure du Programme

Le Programme inclut trois projets qui se complètent entre eux (santé végétale, santé animale et laboratoire) et un projet d'appui et de développement durable des services sanitaires et phytosanitaires du pays (réforme institutionnelle):

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nombre** | **Nom** | **Objectif** |
| *Projet 1* | *Création d'une nouvelle Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments.* | *Amélioration de la performance et de l'efficience des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales.* |
| *Projet 2* | *Augmentation de la santé végétale* | *Augmentation de la santé végétale du pays et renforcement des services de protection phytosanitaire, conformément aux recommandations des institutions internationales de référence.* |
| *Projet 3* | *Accroissement de la santé animale* | *Augmentation du niveau d santé animale et renforcement des services de protection zoosanitaire, conformément aux recommandations des institutions internationales de référence.* |
| *Projet 4* | *Laboratoire vétérinaire et de contrôle de la qualité des aliments* | *Renforcement et modernisation de la qualité de diagnostic du Laboratoire Vétérinaire et de Contrôle de la Qualité d'Aliments (LVCQAT)* |

Dans le cadre de l'analyse d'objectifs, buts et finalités, chaque projet inclut les activités correspondant à l'innocuité des aliments. Pour l'identification des produits et activités de chaque composante, compte a été tenu des composantes et compétences critiques des évaluations PVS/DVE de l\OIE et de l\IICA. Ainsi, le suivi et l'évaluation du programme seront facilités. Les cadres logiques de chaque projet sont reproduits à l' Annexe spécial.

**Figure 5**

Structure des objectifs du Programme d'investissement

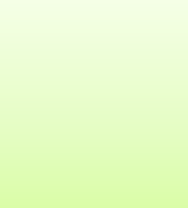


**Résultat final:**

Contribuer à l’augmentation de la production

d’aliments de qualité, à l’amélioration de la santé

publique et à la promotion de l’environnement



**Résultat spécifique 1:**

Améliorer la performance

et l’efficience des

services sanitaires

agricoles et

l’innocuité des

aliments, selon la

polítique agricole du pays

et les normes

internationales.



**Résultat spécifique 2:**

Augmenter le niveau

de santé végétale du pays et

renforcer les services de

protection phytosanitaire

selon les

recommandations des

institutions

internationales de

référence.



**Résultat spécifique 3:**

Augmenter le niveau de

santé animale du pays et

renforcer les services de

protection zoosanitaire

selon les

recommandations des

institutions

internationales de

référence.



**Résultat**

**spécifique**

**4:**

Renforcement et

modernisation de la qualité

de diagnostic du

Laboratoire vétérinaire

et de contrôle de qualité

d'aliments (LVCQAT)



**1.**

Renforcement

institutionnel

**2.**

Capacité technique

améliorée

**3.**

Meilleure relation

avec les producteurs

**4.**

Accès au marché

amélioré



**1.**

L’amélioration

institutionnelle (capital

humain & financier,

infrastructures)

**2.**

Amélioration de la

capacité technique

**3.**

L’amélioration des

relations du service

vétérinaire avec les

acteurs concernés

**4.**

Accès aux marchés



**1.**

Infrastructure du

laboratoire aménagé et

réhabilité

**2.**

Formation continue du

personnel du laboratoire

**3.**

Laboratoire de

diagnostic implémenté et

fonctionnel

**4.**

Développer et mettre

en place un laboratoire

de sécurité des aliments.

**5.**

Construction et

aménagements d’un

l'animalerie pour les

souris d’expérimentation.

**6.**

Accréditation pour P2

(biosécurité).

**7.**

Accréditation du

laboratoire du

LVCQAT(ISO)

**8.**

Transfert de nouvelles

technologies de

diagnostics

**9.**

Construction et

aménagements de quatre

laboratoires

départemental



**1.**

Nouvelle Agence de

santé agricole et

d’innocuité des aliments

.

**2.**

Règlement de l’orga-

nisation et des fonctions

de la nouvelle Agence

**3.**

Instruments de

gestion technique,

administrative et

financière.

**4.**

Nouveau siège de

l’agence établie et

en fonctionnement

**5.**

Système intégré

d’information

**6.**

Système de

formation et de

communications.

**7.**

Bureau de gestion de

projet d’investissement

**IV.** **COÛT DU PROGRAMME**

Lecoût du programme de porte à une somme de EU$37 954 850 répartie entre quatre projets dont l’exécution devra s’étendre sur une période de cinq ans. Le projet qui exigera le montant le plus élevé d'investissement est la celui de la santé animale, en raison tout particulièrement du coût des campagnes de contrôle des maladies hiérarchisées.

**Tableau 9**

Coût total du Programme par projets

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Cod.** | **Projet** | **Années/EU$** | | | | | **Total/EU$** | **%** |
| **1** | **2** | **3** | **4** | **5** |
| I. | CRÉATION DE L'AGENCE DE SANTÉ AGRICOLE E TD'INNOCUITÉ DES ALIMENTS | 607,900 | 1,056,125 | 597,775 | 400,525 | 475,525 | **3,137,850** | 8% |
| II. | ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ VÉGÉTALE | 311,690 | 1,947,643 | 3,870,183 | 3,396,258 | 3,034,233 | **12,560,007** | 33% |
| III. | ACCROISSEMENT DDE LA SANTÉ ANIMALE | 2,217,601 | 4,382,635 | 3,886,999 | 3,268,799 | 2,833,803 | **16,589,838** | 44% |
| IV. | LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE ET DE CONTRÔLE DE QUALITÉ D'ALIMENTS | 1,046,390 | 2,079,784 | 895,263 | 738,004 | 807,714 | **5,567,155** | 15% |
|  | **TOTAL PARTIEL** | **4,183,581** | **9,466,187** | **9,250,220** | **7,803,586** | **7,151,275** | **37,854,850** | **99.7%** |
|  | IMPRÉVUS | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | 20,000 | **100,000** | 0.3% |
|  | **TOTAL** | **4,203,581** | **9,486,187** | **9,270,220** | **7,823,586** | **7,171,275** | **37,954,850** | **100.0%** |

**Figure 6**

**Tableau 10**

**8%**

**33%**

**44%**

**15%**

**Allocation des projets dans le budget global**

**Du Programme (%)**

**CRÉATION DE L’AGENCE DE SANTÉ AGRICOLE ET D’INNOCUITÉ DES ALIMENTS**

**ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ VÉGÉTALE**

**ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ ANIMALE**

**LABORATOIRE VETERINAIRE ET DE CONTROLE DE QUALITE D'ALIMENTS**

**Cout total du Programme selon la catégorie de dépenses**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Cod** | **Catégorie de dépenses** | **Projet 1** | **Projet 2** | **Projet 3** | **Projet 4** | **Total (EU$)** | **%** |
| 5 | MATÉRIEL DE TERRAIN | - | 5,655,000 | 9,930,000 | - | **15,585,000** | 41.1% |
| 13 | ATELIER/FORMATION | 170,850 | 2,091,775 | 2,223,800 | 2,033,970 | **6,520,395** | 17.2% |
| 14 | PERSONNEL CONTRACTUEL | 1,397,500 | 1,929,460 | 954,400 | 467,800 | **4,749,160** | 12.5% |
| 1 | CONSTRUCTIONS | 160,000 | 586,000 | 2,018,000 | 1,315,700 | **4,079,700** | 10.7% |
| 17 | VEHICULE | 40,000 | 813,200 | 723,000 | 190,000 | **1,766,200** | 4.7% |
| 11 | SERVICE DE CONSULTANT | 771,000 | 576,000 | 290,100 | 160,060 | **1,797,160** | 4.7% |
| 2 | ÉQUIPEMENT DE TERRAIN | - | 252,000 | 3,446 | 559,016 | **814,462** | 2.1% |
| 9 | FOURNITURES DE LABORATOIRE | - | - | - | 379,106 | **379,106** | 1.0% |
| 16 | SERVICE DE DIFUSION | 243,000 | 62,100 | 50,000 | 5,135 | **360,235** | 0.9% |
| 18 | PER DIEM | 90,000 | 8,000 | 212,622 | 27,000 | **337,622** | 0.9% |
| 4 | MATÉRIEL DE BUREAU | - | 269,000 | 57,703 | - | **326,703** | 0.9% |
| 21 | SERVICES DE LABORATOIRE | - | - | - | 305,250 | **305,250** | 0.8% |
| 22 | SERVICES DIVERS | 57,500 | 153,100 | 35,400 | 28,000 | **274,000** | 0.7% |
| 3 | ÉQUIPEMENT DE BUREAU | 91,000 | 45,200 | - | - | **136,200** | 0.4% |
| 12 | CARBURANT ET HUILE | 90,000 | 13,371 | 29,566 | - | **132,937** | 0.4% |
| 8 | FOURNITURES DE TERRAIN | - | 90,000 | - | - | **90,000** | 0.2% |
| 6 | MATÉRIEL DE LABORATOIRE | - | - | 4,620 | 73,940 | **78,560** | 0.2% |
| 20 | TICKET | 18,000 | 6,000 | 43,500 | 9,600 | **77,100** | 0.2% |
| 7 | FOURNITURE DE BUREAU | 9,000 | 4,000 | 13,681 | 12,578 | **39,259** | 0.1% |
| 15 | KIT DE BIOPROTECTION | - | 5,800 | - | - | **5,800** | 0.02% |
| 10 | MOBILLIER | - | - | - | - | **-** | 0.0% |
| 19 | AUTRES | - | - | - | - | **-** | 0.0% |
|  | **Total partiel (EU$)** | **3,137,850** | **12,560,007** | **16,589,838** | **5,567,155** | **37,854,850** | **97.7%** |
|  | **Imprévus** |  |  |  |  | **100,000** | **0.3%** |
|  | **Total** |  |  |  |  | **37,954,850** | **100%** |

**V.** **PROJETS QUI COMPOSENT LE PROGRAMME**

**Projet 1: Création d'une nouvelle Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments**

**1.1** **Résultat spécifique**

Ce projet cherche à améliorer la performance et l'efficience des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales.

Avec la mise en oeuvre de ce Projet et à titre de suivi des politiques du pays, on espère disposer d'une Agence qui intègre tous les services de santé agricole et d'innocuité des aliments, contribue à l'utilisation plus rationnelle des ressources en évitant le chevauchement des efforts et en tirant profit des économies d'échelle. En même temps, cette Agence pourra créer quelques revenus l’habilitant à assurer sa propre durabilité et à compléter les ressources ordinaires que doit allouer le Gouvernement, les conditions sanitaires étant un bien d’intéêt public. Ce modèle a été appliqué avec succès dans plusieus pays de l'Amérique latine et de la Caraïbe. La restructuration et l'organisation de chaque service devra suivre les recommandations émanées des évaluations OIE/PVS et IICA/DVE .

**1.2** **Principaux objectifs**

Les buts des résultats (effets) de ce projet sont reproduits dans le tableau suivant.

**Tableau 11**

**Indicateurs et buts au niveau du Résultat.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat** | **Indicateurs** | **Ligne de base** | **But** |
| *Améliorer la performance et l'efficience des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales.* | *Augmentation de la performance des ervices publics de protection sanitaire et phytosanitaire et d'innocuité des aliments.* | *20%* | *À plus de 60%* |
| *Réduction des pertes économiques en raison de la diminution de l'impact des fléaux et des maladies (EU$/année).* | *Valeur à déterminer* | *Diminution d'au moins 10%* |
| *Augmentation des recettes monétaires (EU$/année) par la fourniture de services de santé agricole et d'innocuité.* | *Valeur à déterminer* | *Augmentation d'au moins 10%* |

**1.3** **Budget**

Le budget total de ce projet se porte à EU$3 137 850 et il inclut le coût de fonctionnement de l'Unité d'exécution du Programme d'investissement sur une période de cinq ans (EU$ 1 877 000, soit **59,8%)** , étant donné qu'est proposée la création d'un Bureau de gestion des Projets d'investissement dans le cadre de la structure de la nouvelle Agence.. Le produit 5, Système intégré d'information, mis en place et en fonctionnement, vient au deuxième rang avec un budget de **14,9%** du montant total des crédits alloués à ce projet.

**Tableau 12**

**Budget par catégorie de dépenses**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Cod.** | **Produits du Cadre logique du Projet 1** | **Total/EU$** | **%** |
| P1 | Nouvelle agence de santé agricole et d'innocuité des aliments, créée, mise en route et dotée d'une autonomie technique, administrative et financière. | 93,250 | 3.0% |
| P2 | Règlement de l'Organisation et attributions de la nouvelle Agence, approuvé et entré en vigueur. | 45,400 | 1.4% |
| P3 | Instruments approuvés de gestion technique, administrative et financière de la nouvelle Agence | 218,450 | 7.0% |
| P4 | Nouveau siège de l'Agence établie et en vigueur | 210,000 | 6.7% |
| P5 | Système intégré d'information, établi et en fonctionnement. | 468,750 | 14.9% |
| P6 | Système organisé de formation et de communication. | 225,000 | 7.2% |
| P7 | Bureau de gestion de Projets d'investissement créé dans le cadre de la structure de la nouvelle Agence. | 1,877,000 | 59.8% |
|  | **Total** | 3,137,850 | 100.0% |

**1.4** **Rubriques d'investissement**

Cette composante financera les bureaux de consultation pour l’établissement d’études relatives à la création de la nouvelle agence; l'élaboration de la législation traitant de la politique nationale de santé agricole et d'innocuité des aliments portant création de l'Agence; l'actualisation de la législation relative à la santé animale et végétale; l'infrastructure et l'organisation administrative de l'Agence; le plan de formation et de communications; l'établissement d'un système de planification stratégique et de suivi; l'établissement d'un système intégré d'information assorti de système accessoires pour chaque service et d'un laboratoire; l'établissement d'un système de tarifs des services devant être collectés.

**Tableau 13**

**Budget par catégorie de dépenses**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Code** | **Catégorie de dépenses** | **Importations (EU$)** | **%** |
| 1 | CONSTRUCTIONS | 160,000 | 5% |
| 3 | ÉQUIPEMENT DE BUREAU | 91,000 | 3% |
| 7 | FOURNITURE DE BUREAU | 9,000 | 0.3% |
| 11 | SERVICE DE CONSULTANT | 771,000 | 25% |
| 12 | CARBURANT ET HUILE | 90,000 | 3% |
| 13 | ATELIER/FORMATION | 170,850 | 5% |
| 14 | PERSONNEL CONTRACTUEL | 1,397,500 | 45% |
| 16 | SERVICE DE DIFUSION | 243,000 | 8% |
| 17 | VEHICULE | 40,000 | 1% |
| 18 | PER DIEM | 90,000 | 3% |
| 20 | TICKET | 18,000 | 1% |
| 22 | SERVICES DIVERS | 57,500 | 2% |
|  | **Total** | **3,137,850** | **100%** |

Les crédits destinés à l'acquisition d'équipement comme les ordinateurs sont inscrits au budget selon le cas, c'est-à-dire dans les projets de santé végétale animale et de laboratoire. Par contre, la conception du fondement juridique général et intégré, l’élaboration de systèmes d'information et l'élaboration des plans de communication et de formation, éléments que se partagent tous les services, sont inscrits au budget alloué pour ce projet.

**Figure 7**

160,000

91,000

9,000

771,000

90,000

170,850

1,397,500

243,000

40,000

90,000

18,000

57,500

-

200,000

400,000

600,000

800,000

1,000,000

1,200,000

1,400,000

1,600,000

**US$**

**Catégorie de dépenses**

**Projet 1: Budget global selon la catégorie de dépenses**

**Projet 2: Croissance de la santé végétale**

**2.1** **Résultat spécifique**

Ce projet a pour objectif d'accroître la santé végétale du pays et de renforcer les services de protection phytosanitaire, conformément aux recommandations des institutions internationales de référence.

L'exécution de ce projet permettra d'améliorer la performance du service, d'éviter l'introduction de maladies et de parasites exotiques, de contrôler les principales maladies et les parasites et de renforcer le système d'inspection et de contrôle, l'innocuité des aliments et le contrôle des pesticides.

**2.2** **Principaux objectifs**

Les buts des résultats (effets) de ce projet sont reproduits dans le tableau suivant.

**Tableau 14**

**Indicateurs et buts au niveau du Résultat.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Résultat** | **Indicateurs** | **Ligne de base** | **But** |
| *Augmentation de la santé végétale du pays et renforcement des services de protection phytosanitaire, conformément aux recommandations des institutions internationales de référence.* | 1. *Augmentation de l’indice de performance:* 2. *Institutionnelle* 3. *Capacité technique* 4. *Interrelation avec le secteur prive* 5. *Accès aux marchés* | *20%*  *14%*  *17%*  *8%* | *Plus de 60%* |
| 1. *Superficie en cours d'éradication de la mouche des fruits en vue de déclarer des zones d'exception.* | *0 ha* | *5,000 ha.* |
| 1. *Nombre de maladies sous surveillance (Scolyte, Rouille, Crypticeria genistae, autres)* | *1* | *4* |
| 1. *Réduction de cas de rejet d'exportations de produits végétaux en raison de facteurs phytosanitaires.* | *Valeur à déterminer* | *Réduction de plus de 50%* |
| 1. *Nombre de parasites exotiques agricoles introduites dans le pays en cinq ans.* | *1 (Crypticeria genistae)* | *0* |

**2.3** **Budget**

Le budget total alloué pour ce projet se chiffre à EU$12 560 007, dont 56% sont destinés au renforcement de la capacité technique du service (capacité de diagnostic, surveillance, analyse des risques, entre autres, et 35% à la réforme institutionnelle de la santé animale, notamment l'actualisation de la législation, l'accroissement et l'amélioration des ressources humaines, le renforcement de l'infrastructure et des systèmes d'information, entre autres.

**Tableau 15**

**Budget par produit**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Produits du Cadre logique. | **Total/EU$** | **%** |
|
| **I. RENFORCEMENT INSTITUTIONEL** | **4,401,860** | **35%** |
| 1.1    Législation actualisée | 23,000 |  |
| 1.2    Ressources humaines qualifiées en quantité suffisante | 2,278,860 |  |
| 1.3    Infrastructures améliorées | 1,609,200 |  |
| 1.4    Meilleure gestion des ressources (humaine et financière etc.) | 462,600 |  |
| 1.5 Système d'information organisé et fonctionnel | 28,200 |  |
| **II. CAPACITÉ TECHNIQUE AMÉLIORÉE** | **7,069,247** | **56%** |
| Système de surveillance et Controle phytosanitaire actualisé et organisé | 190,250 |  |
| 2.2 Capacité de diagnostic actualisé | 245,200 |  |
| 2.3 Analyse du Risque Phytosanitaire | 128,525 |  |
| 2.4 Capacité de réponse aux urgences | 330,971 |  |
| 2.5 Service de Quarantaine actualisé et modernisé | 181,000 |  |
| 2.6 L’inspection de l’innocuité des aliments actualisée | 256,300 |  |
| 2.7 Système de registre et Contrôle de pesticides et d’autres produits d’usage agricole actualisé | 82,000 |  |
| 2.8 Plans d'action pour la prévention et le contrôle des ravageurs et des maladies revus et actualisés | 5,655,000 |  |
| **III. MEILLEURE RELATION AVEC LES PRODUCTEURS** | **983,400** | **8%** |
| 3.1 Système de communication et d’éducation des producteurs | 336,400 |  |
| Promotion des BPA. | 647,000 |  |
| **IV. ACCÈS AU MARCHÉ AMÉLIORÉ** | **105,500** | **1%** |
| 4.1    Législation actualisée en harmonie avec les normes internationales | 9,500 |  |
| 4.2    Promotion des accords phytosanitaires pour l’exportation des produits végétaux | 4,800 |  |
| 4.3 Organisation d’un système SPS et du Codex Alimentarius | 91,200 |  |
| **Total** | **12,560,007** | **100%** |

**2.4** **Rubriques d'investissement**

**Au sujet des aspects institutionnels**, les activités de réforme et de restructuration de la DPV, dans le cadre d'un système (agence) intégré et autonome de santé agricole et d'innocuité des aliments du MARNDR, la mise à jour de la législation, les ressources humaines additionnelles, les systèmes de planification stratégique, le système intégral d'information, la formation des ressources humaines, l'infrastructure physique. Ces activités sont intégrées en vertu d'une approche du Projet 1 sur la réforme institutionnelle.

**Au sujet de la capacité technique**, les activités menées pour actualiser et faire fonctionner les systèmes de base de surveillance épidémiologique, le service de quarantaine, l'appui au laboratoire et la prévention et la réponse, l'incorporation des méthodologies d'analyse de risques et le système de traçabilité; la mise à jour des besoins et procédures d'inspection phytosanitaire des importations et des exportations ainsi que la formation et l'équipement des inspecteurs; la mise à jour et l'expécution de plans d'action pour le contrôle et l'éradication des principales maladies et des parasites; l'enregistrement et le contrôle des pesticides; l'organisation de l'inspection et le contrôle des aliments. Les activités de quarantaine et la construction de postes de quarantaine seront menées en coordination et intégration étroites avec le Service de santé animale.

**Au sujet de la coordination avec les producteurs et d'autres secteurs connexes**, les initiatives relatives à l'établissement d'un programme d'information, de communication et d'éducation phytosanitaire; la promotion des pratiques optimales de production (BPA); la formation et l’organisation de groupes communautaires "Gwoupman Sante Bèt" (GSB) et la délégation de fonctions au secteur privé, lorsque cela s’avère viable.

**Au sujet de l'accès aux marchés**, les activités d'harmonisation des normes et procédures en fonction des orientations des institutions internationales de référence; l'établissement et la promotion d'accords d'équivalence; l'appui à l'organisation et au fonctionnement des Comités du Codex alimentarius et du Comité SPS, la participation aux activités et réunions des organismes techniques de référence.

**Tableau 16**

**Budget par catégorie de dépenses**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Code** | **Catégorie de dépenses** | | | **Importations (EU$)** | **%** |
| 1 | CONSTRUCTIONS | |  | 586,000 | 5% |
| 2 | ÉQUIPEMENT DE TERRAIN | | | 252,000 | 2% |
| 3 | ÉQUIPEMENT DE LABORATOIRE | | | 45,200 | 0.4% |
| 4 | MATÉRIEL DE BUREAU | | | 269,000 | 2% |
| 5 | MATÉRIEL DE TERRAIN | | | 5,655,000 | 45% |
| 7 | FOURNITURE DE BUREAU | | | 4,000 | 0% |
| 8 | FOURNITURES DE TERRAIN | | | 90,000 | 1% |
| 11 | SERVICE DE CONSULTANT | | | 576,000 | 5% |
| 12 | CARBURANT ET HUILE | | | 13,371 | 0.1% |
| 13 | ATELIER/FORMATION | | | 2,091,775 | 17% |
| 14 | PERSONNEL CONTRACTUEL | | | 1,929,460 | 15% |
| 15 | KIT DE BIOPROTECTION | | | 5,800 | 0.05% |
| 16 | SERVICES DE DIFFUSION | | | 62,100 | 0.5% |
| 17 | VEHICULE |  |  | 813,200 | 6% |
| 18 | PER DIEM |  |  | 8,000 | 0.1% |
| 20 | TICKET |  |  | 6,000 | 0.0% |
| 22 | SERVICES |  |  | 153,100 | 1% |
| Total | | | | **12,560,007** | 100% |

**Figure 8**

586,000

252,000

45,200

269,000

5,655,000

4,000

90,000

576,000

13,371

2,091,775

1,929,460

5,800

62,100

813,200

8,000

6,000

153,100

-

1,000,000

2,000,000

3,000,000

4,000,000

5,000,000

6,000,000

**US$**

**Catégorie de dépenses**

**Projet 2: Budget global selon la Catégorie de dépenses**

**Projet 3 Croissance de la santé animale**

**3.1** **Résultat spécifique**

Ce projet a pour objectif d'accroître le niveau de santé animale du pays et de renforcer les services de protection zoosanitaire, dans la ligne des recommandations émanées des institutions internationales de référence.

L'exécution de ce projet favorisera l'amélioration de la performance du service, réduira les risques d'introduction de maladies exotiques, fera avancer le contrôle des principales maladies et zoonoses prévalentes, et renforcera les systèmes d'inspection et de contrôle de l'innocuité des aliments.

**3.2** **Principaux objectifs**

Les buts des résultats (effets) de ce projet sont reproduits dans le tableau suivant.

**Tableau 17**

**Indicateurs et buts au niveau du Résultat.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***Résultat*** | ***Indicateurs*** | ***Ligne de base*** | ***But à la fin du programme*** |
| *Augmentation du niveau d santé animale et renforcement des services de protection zoosanitaire, conformément aux recommandations des institutions internationales de référence.* | 1. *Augmentation de l’indice de performance:* 2. *Institutionnelle* 3. *Capacité technique* 4. *Interrelation avec le secteur prive* 5. *Accès au marché des animaux et produits dérivés* | *49%*  *33%*  *46%*  *22%* | *Plus de 60%* |
| 1. *Réduire à zéro le nombre de cas de rage humaine (Base : Annuel moyen des 15 derniers ans: environ quatre cas). (Année 5).* | *4 casos* | *Pas de cas* |
| 1. *Réduire d'au moins cinq le nombre de cas de rage canine diagnostic en laboratoire (base: moyenne 2012-2013, les 12 cas (Année 5)* | *15 cas diagnostic en laboratoire* | *Moins 5 cas* |
| 1. *Diminution de la prévalence de la maladie de Teschen* | *8%* | *À moins de 2%* |
| 1. *Diminution de la peste porcine classique.* | *4%* | *À moins de 1%* |

**3.3** **Budget**

Le budget total alloué à ce projet se porte à EU$16 589 838, dont 75% sont destinés au renforcement de la capacité technique qui inclut la mise à jour du système de surveillance épidémiologique (Rage, Charbon, PPC, Teschen, IA); le renforcement du système national d’information sanitaire; le renforcement des services de quarantaine; l’organisation de la sécurité sanitaire des aliments; la mise en fonction d’un système d’analyse des risques; l’actualisation et la mise en oeuvre des plans de contrôle et de prévention des maladies suivantes: Rage, Charbon, PPC, Influenza Aviaire, Teschen, NewCastle (EU$ 9,955,000); la mise en œuvre d’un Système d’urgence opérationnel ; la mise en œuvre du système de contrôle des médicaments et aliments pour les animaux. La deuxième tranche la plus importante d'allocation budgétaire revient au renforcement institutionnel qui compte pour 19% du budget total du projet. Ces crédits incluent la finalisation de l’avant-projet de code de la santé animale et de la santé publique vétérinaire; la structuration des services vétérinaires sur la base des recommandations de l’OIE; le renforcement des infrastructures physique des services vétérinaires; les ressources humaines engagées; la formation continue des professionnels vétérinaires et le financement des situations d’urgence.

**Tableau 18**

**Budget par produit**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Produits du Cadre logique.** | **Total/EU$** | **%** |
|
| **1. L’AMELIORATION INSTITUTIONELLE** | 3,136,103 | **19%** |
| 1.1 Finalisation de l’avant-projet de code de la santé animale et de la santé publique vétérinaire | 35,920 |  |
| 1.2 Structuration des services vétérinaires sur la base des recommandations de l’OIE | 18,000 |  |
| 1.3 Renforcement des infrastructures physique des services vétérinaires | 1,310,583 |  |
| 1.4 Ressources humaines engagées | 857,400 |  |
| 1.5 Formation continue des professionnels vétérinaires | 900,000 |  |
| 1.6 Financement des situations d’urgence | 14,200 |  |
| **2. AMÉLIORATION DE LA CAPACITÉ TECHNIQUE** | 12,429,135 | **75%** |
| 2.1 Actualisation du système de surveillance épidémilogique (Rage, Charbon, PPC, Teschen, IA) | 346,605 |  |
| 2.2. Renforcement du système national d’information sanitaire | 177,000 |  |
| 2.3 Renforcement des services de quarantaine. | 345,408 |  |
| 2.4. Organisation de la sécurité sanitaire des aliments. | 1,366,456 |  |
| 2.5. Mise en fonction d’un système d’analyse des risques. | 24,000 |  |
| 2.6. Actualisation et mise en oeuvre des plans de contrôle et de prévention des maladies suivantes: Rage, Charbon, PPC, Influenza Aviaire, Teschen, NewCastle. | 9,955,000 |  |
| 2.7 Mise en œuvre d’un Système d’urgence opérationnel | 196,386 |  |
| 2.8 Mise en œuvre du système de contrôle des médicaments et aliments pour les animaux. | 18,280 |  |
| **3. L’AMÉLIORATION DES RELATIONS DU SERVICE VÉTÉRINAIRE AVEC LES ACTEURS CONCERNÉS** | 862,700 | **5%** |
| 3.1. Établissement d’un système de communication et d’éducation sanitaire des producteurs. | 153,000 |  |
| 3.2. Établissement d’un système d’accréditation, d’habilitation et de délégation des professionnels et entités privées. | 11,200 |  |
| 3.3. Organisation et exécution d’un système de traçabilité. | 698,500 |  |
| **4. AMÉLIORATION DE L’ACCÈS AUX MARCHÉS ET LA SANTÉ PUBLIQUE.** | 161,900 | **1%** |
| 4.1. Harmonisation et actualisation des normes internationales | 21,000 |  |
| 4.2. Appui au fonctionnement du comité SPS et le Codex alimentarius. | 1,800 |  |
| 4.3 Amélioration de l’accès au marché et la santé publique. | 52,000 |  |
| 4.4 Participation à l’application des normes internationales et les accords commerciales bilatérales et multinationales. | 9,600 |  |
| 4.5 Participation aux réunions des organismes de référence. | 77,500 |  |
| **TOTAL** | 16,589,838 | **100%** |

**3.4** **Rubriques d'investissement**

Les principales rubriques d'investissement sont groupées dans les catégories suivantes d'emploi selon la conception du projet.

**Au sujet des aspects institutionnels**. Les activités de restructuration du service dans le cadre d'un système (agence) intégré et autonome de santé agricole et d'innocuité des aliments du MARNDR; l'actualisation de la législation; les ressources humaines additionnelles, l'infrastructure prioritaire; le système de planification et de suivi; le système intégré d'information et de formation des ressources humaines.

**Au sujet de la capacité technique**. L'organisation et le fonctionnement des services de base de surveillance épidémiologique, le service de quarantaine et de prévention et réponse; l'incorporation de l'analyse des risques et le système de traçabilité; l'actualisation et l'exécution de plans d'action pour le contrôle et l'éradication des principales maladies et zoonoses, avec une attention spéciale accordée à la rage canine, la peste porcine classique, la maladie de Teschen et le charbon bactérien; l'organisation de l'inspection et du contrôle de l'innocuité des aliments; l'enregistrement et le contrôle des intrants agricoles; l'incorporation des normes sur le bien-être animal. Les activités du service de quarantaine seront menées en coordination stricte avec le Service de santé végétale.

Est inclus tout spécialement le financement de l'achat de vaccins contre la rage, le charbon bactérien, la maladie de Teschen et la maladie de Newcasle chez les oiseaux. Cette rubrique représente un coût très élevé et son application doit relever de stratégies bien conçues sur la base de la création graduelle de zones libres. À ces fins, il sera indispensable de procéder à une révision complète et à une mise à jour des plans d'action pour le contrôle et l'éradication de ces maladies.

**Au sujet de la coordination avec les producteurs et d'autres secteurs connexes**, l'organisation et l'exécution d'activités d'information, de communication et d'éducation; l'organisation et la formation de Groupes communautaires "Gwoupman Sante Bèt " (GSB) , la promotion des pratiques optimales de production agricole (BPA), et la délégation de fonctions au secteur privé, lorsque cela s'avère utile.

**Au sujet de l'accès aux marchés**, l'actualisation et l'harmonisation des normes et procédures en fonction des orientations des organismes internationaux e référence, l'établissement d\accords d'équivalence permettant d'ouvrir les marchés, l'appui au fonctionnement des Comités du Codex Alimentarius et du SPS, et la participation au activités et réunions des organismes techniques de référence.

**Tableau 19**

**Budget par catégorie de dépenses**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Code** | **Catégorie de dépenses** | | | **Importations (EU$)** | **%** |
| 1 | CONSTRUCTIONS | |  | 2,018,000 | 12% |
| 2 | ÉQUIPEMENT DE TERRAIN | | | 3,446 | 0.02% |
| 4 | MATÉRIEL DE BUREAU | | | 57,703 | 0.3% |
| 5 | MATÉRIEL DE TERRAIN | | | 9,930,000 | 60% |
| 6 | MATÉRIEL DE LABORATOIRE | | | 4,620 | 0.03% |
| 7 | FOURNITURE DE BUREAU | | | 13,681 | 0.1% |
| 11 | SERVICE DE CONSULTANT | | | 290,100 | 2% |
| 12 | CARBURANT ET HUILE | |  | 29,566 | 0% |
| 13 | ATELIER/FORMATION | |  | 2,223,800 | 13% |
| 14 | PERSONNEL CONTRACTUEL | | | 954,400 | 6% |
| 16 | SERVICE DE DIFUSION | | | 50,000 | 0.3% |
| 17 | VEHICULE |  |  | 723,000 | 4% |
| 18 | PER DIEM |  |  | 212,622 | 1% |
| 20 | TICKET |  |  | 43,500 | 0.3% |
| 22 | SERVICES DIVERS | |  | 35,400 | 0.2% |
| Total | | | | **16,589,838** | 100% |

**Figure 9**

2,018,000

3,446

57,703

9,930,000

4,620

13,681

290,100

29,566

2,223,800

954,400

50,000

723,000

212,622

43,500

35,400

-

2,000,000

4,000,000

6,000,000

8,000,000

10,000,000

12,000,000

**US$**

**Catégorie de dépenses**

**Projet 3: Budget global selon la Catégorie de dépenses**

**Projet 4** **Renforcement et modernisation du Laboratoire vétérinaire et du contrôle de la qualité des aliments (LVCQAT)**

**4.1** **Résultat spécifique**

Ce projet a pour objectif essentiel de moderniser la qualité du diagnostic du Laboratoire vétérinaire et de contrôle de la qualité des aliments (LVCQAT).

La mise en oeuvre de ce Projet renforcera la performance du laboratoire, mettra à jour et modernisera l'infrastructure, les équipements et les méthodes utilisées. Le personnel du laboratoire bénéficiera d’une formation; un système d'assurance de la qualité sera incorporé et le laboratoire recevra une certification en biosécurité et en assurance de la qualité (ISO 17025). Le projet prévoit la restructuration du Laboratoire dans le cadre du système (agence) intégré et autonome de santé agricole et d'innocuité des aliments du MARNDR.

**4.2** **Principaux objectifs**

Les buts des résultats (effets) de ce projet sont reproduits dans le tableau suivant.

**Tableau 20**

**Indicateurs et buts au niveau du Résultat.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***Résultat*** | ***Indicateurs*** | ***Ligne de base*** | ***But à la fin du programme*** |
| *Renforcement et modernisation de la qualité de diagnostic du Laboratoire Vétérinaire et de Contrôle de la Qualité d'Aliments (LVCQAT)* | 1. *Augmentations de l’indice de performance* | *20%* | *À plus de 60%* |
| 1. *Certificat niveau de biosécurité II* | *0* | *1* |
| 1. *Certificat assurance de la qualité.* | *0* | *1* |

**4.3** **Budget**

Le budget total de ce projet se porte à EU$5 567 155 dont 48% correspondent aux travaux de réhabilitation et de renforcement de l'infrastructure du laboratoire Los Tamarindos, au moyen d'activités telles que la conception et l' exécution des travaux de réhabilitation et d’aménagement (Conception du plan, Exécutions du plan et construction); achat des Équipements (flux laminaire, incubateur, système de distillateur d’eau milli Q, PCR-TR etc)+ garantie et maintenance; achat et installation d'incinérateurs pour la gestion des déchets; achat et installation d'équipements électriques (génératrice de 100 Kw ) et garantie, maintenance ; achat et installation d'équipements informatiques (5lap tops, 20 desktops); achat d'équipements automobiles (1 bus de 32 place, 1 pickup); achat des réactifs (voir liste en annexe); maintenir l’approvisionnement systématique des réactifs (Annexe liste réactif); recrutement de personnel additionnel en cas de besoin; achat de matériaux pour la collecte des échantillons (voir liste en annexe); l'embauchement d’un manager technique du laboratoire pour l`accréditation de laboratoire.

La deuxième tranche la plus importante du budget d’investissement est allouée à la formation continue du personnel du laboratoire. Le montant de ces crédits se porte à EU$1 160 000, soit 21% du budget de ce projet.

**Tableau 21**

**Budget par produit**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Produits du Cadre logique.** | **Total/EU$** | **%** |
|
| P1 | Infrastructure du laboratoire aménagé et réhabilité | **2,692,136** | **48%** |
| P2 | Formation continue du personnel du laboratoire | **1,160,000** | **21%** |
| P3 | Laboratoire de diagnostic fonctionnel | **350,250** | **6%** |
| P4 | Développer et mettre en place lelaboratoire de sécurité des aliments | **610,020** | **10%** |
| P5 | Construction et aménagement de l'animalerie | **110,184** | **2%** |
| P6 | Accréditation pour P2 (Biosécurité) | **60,000** | **1%** |
| P7 | Accréditation du laboratoire du LVCQAT(ISO) | **310,200** | **5%** |
| P 8 | Transfert de nouvelles technologies de diagnostics | **88,365** | **2%** |
| P 9 | Construction et aménagement de quatre laboratoires | **186,000** | **3%** |
|  | **TOTAL** | **5,567,155** | **100%** |

**4.4**  **Rubriques d'investissement**

Cette composante assurera le financement des activités de réforme et d'actualisation des installations de laboratoire, en vue de satisfaire aux conditions de biosécurité et d'assurance de la qualité; de mise au point de l'équipement, de l'acquisition de fournitures, d'équipement, de matériels et de réactifs; la formation de fonctionnaires; l'incorporation du système d'assurance de la qualité à la lumière de la norme ISO 17025; l'incorporation du système de biosécurité, l'incorporation de nouvelles méthodes; l'acquisition de matériel bibliographique; le développement d'un système accessoire d'information et l'accréditation du laboratoire.

À ces fins, compte sera tenu des projets en cours, ainsi que du financement disponible à la lumière d'une approche axée sur la création d'unités fonctionnelles et durables.

**Tableau 22**

**Budget par catégorie de dépenses**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Code** | **Catégorie de dépenses** | | | **Importations (EU$)** | **%** |
| 1 | CONSTRUCTION | |  | 1,315,700 | 24% |
| 2 | ÉQUIPEMENT | |  | 559,016 | 10% |
| 6 | MATÉRIEL DE LABORATOIRE | | | 73,940 | 1% |
| 7 | FOURNITURE DE BUREAU | | | 12,578 | 0.2% |
| 9 | FOURNITURES DE LABORATOIRE | | | 379,106 | 7% |
| 11 | SERVICE DE CONSULTANT | | | 160,060 | 3% |
| 13 | ATELIER/FORMATION | |  | 2,033,970 | 37% |
| 14 | PERSONNEL CONTRACTUEL | | | 467,800 | 8% |
| 16 | SERVICES DE DIFFUSION | | | 5,135 | 0.1% |
| 17 | VEHICULE |  |  | 190,000 | 3% |
| 18 | PER DIEM |  |  | 27,000 | 0.5% |
| 20 | TICKET |  |  | 9,600 | 0.2% |
| 21 | SERVICES DE LABORATOIRE | | | 305,250 | 5% |
| 22 | SERVICES DIVERS | |  | 28,000 | 0.5% |
| **Total** |  |  |  | **5,567,155** | **100%** |

**Figure 10**

1,315,700

559,016

73,940

12,578

379,106

160,060

2,033,970

467,800

5,135

190,000

27,000

9,600

305,250

28,000

-

500,000

1,000,000

1,500,000

2,000,000

2,500,000

**US$**

**Catégories de dépenses**

**Projet 4: Budget global selon la Catégorie de dépenses**

**VI.** **RECOMMANDATIONS CONCERNANT LA MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME**

En vue de faciliter l'organisation et la mise en oeuvre de ce Programme, les recommandations ci-après sont formulées:

1. Il est recommandé que l’organisme d’exécution, le MARNDR, crée une Agence de santé agricole et d’innocuité des aliments qui intègre les directions actuelles de Production et santé animale, de Protection végétale, du Service de quarantaine et du laboratoire LVCQAT. Cette Agence devra jouir d’une autonomie technique et administrative, mais relever directement du MARNDR. L’avantage de ce genre d’agence réside dans le fait qu’elles permettent l’intégration des services, facilitent l’accès aux producteurs et autres utilisateurs, veille à une utilisation rationnelle des ressources, évitent le double emploi et permettent de produire leurs propres ressources pour leur fonctionnement. Ces ressources aident à compléter les ressources que doit allouer le Gouvernement et dans quelques pays, leur couverture peut atteindre 40%.
2. Prenant comme cadre de référence la politique agricole du pays et la réforme que mène le MARNDR, il devrait être promulgué une loi relative à la Politique de santé agricole et d'innocuité des aliments qui définisse les responsabilités des principaux acteurs connexes et crée l'Agence nationale responsable de la mise en oeuvre de cette politique.
3. Cette Agence devra disposer de sa propre structure administrative et doit inclure une section de gestion et d’exécution de projet qui serait chargée de la mise en œuvre et du suivi du Programme pour le renforcement et la modernisation des services de santé agricole et d’innocuité des aliments. Les initiatives prises en vue de la création de l’Agence sont indiquées au Projet 1 du Programme. L’unité de gestion de projets deviendra, aux effets du programme d’investissement, son Unité d’exécution.
4. Pour la création de l'Agence, il est important que soit mis sur pied un Comité ou Groupe de travail avec la participation active des Directeurs de la production et de la santé animale, la protection végétale, le service de quarantaine et de laboratoire (LVCQAT) et les représentants des ministères de la santé et de l'industrie et du commerce. Ce Comité ou Groupe doit jouir d’une autorité et démontrer son leadership pour assurer l’organisation et la mise en oeuvre du Programme. Il est recommandé que les membres de ce Groupe ou Comité visitent des pays qui ont réalisé ce genre de réformes.
5. Chaque Service devra être restructuré dans la ligne des recommandations émanées de l’Evaluation PVS/OIE pour la santé animale, DVE/IICA pour la santé végétale et le Plan stratégique de l’Université de Tuskege et le Plan d|action de la Misison de Cuba pour le LVCQAT.
6. Il est très utile de créer un Comité intersectoriel avec la participation d’autres ministères connexes, lequel Comité sera appelé à faciliter une coordination adéquate d’activités, spécialement avec le Ministère de la santé, pour les questions liées à la santé publique, comme le controle et l’éradication des zoonoses et l’innocuité des aliments, ainsi qu’avec le Ministère de l’industrie et du commerce en e qui a trait aux normes et marchés extérieurs, et le Ministère responsable de l’environnement en ce qui concerne la protection de l’environnement.
7. Le contrôle de l'innocuité des aliments est actuellement très déficient et doit faire l'objet d'une attention spéciale. Pour que ce contrôle soit effectif, il doit couvrir tous les échelons de la chaine de production des aliments. Le secteur de l'agriculture couvre uniquement la production primaire, de l’exploitation agricole au lieu de traitement ou de vente des produits. Il revient au secteur de la santé de prendre en charge les phases de traitement, de distribution, de vente et de consommation des aliments. La réglementation doit définir les responsabilités de chaque secteur ainsi que les mécanismes de coordination devant permettrre que toutes les étapes de la chaine soient couvertes.
8. Les projets de protection animale et végétale incluent des campagnes spécifiques de prévention, de contrôle et d'éradication des maladies et des parasites qui requièrent des intrants et des activités d'un coût élevé comme la vaccination des animaux, ou la couverture de zones de surveillance comme le contrôle et la prévention de la mouche des fruits. Pour obtenir une plus grande efficacité, il est indispensable de réviser et d'actualiser les plans d'action et les stratégies à suivre, en mettant l'accent sur la création graduelle de zones libres ou contrôlé Pour l’actualisation et la mise en oeuvre des campagnes de prévention, de contrôle et d’éradication des maladies et des parasites, il faut rechercher la coopération technique d’entités internationales et régionales de coopéraiton technique qui sont dotées d’une excellente expérience. Voici quelques exemples:

**La rage humaine et la rage canine.**  Par le truchement du Centre panaméricain de fièvre aphteuse (PANAFTOSA), L’Organisation panaméricaine de la Santé prête sa coopération à tous les pays en vue de la mise en oeuvre d’un Plan régional d’éradication de la rage humaine et de la rage canine d’ici 2015. Des résultats très sensibles ont été enregistrés et une vaste expérience a été acquise en matière d‘organisation et de mise en oeuvre de programmes nationaux. Grâce aux ressources nationales allouées aux vaccins, aux consultants et aux coûts logistiques, cette campagne pourrait permettre d’atteindre les objectifs et les buts proposés.

* **La peste porcine classique (PPC).** La FAO prête sa coopération à tous les pays d’Amérique latine et de la Caraibe pour la mise en oeuvre du Programme régional d’éradication de la PPC. Étant donné que l’on dispose de ressources pour les vaccins, l’infrastructue et les dépenses logistiques et les consultants, cette campagne pourrait atteindre les objectifs et buts proposés. Cette même infrastructure pourra être utilisée pour faire face au problème de la maladie de Teschen. L’infrastructure de cette campagne peut servir de base à d‘autres campagnes contre d‘autres maladies importantes. .
* **La Mouche des fruits.** La USDA/APHIS et l’IICA sont dotées d’une grande expérience en matière d’éradication de cet insecte et elles ont appuyé le Mexique et des pays d’Amérique centrale dans la réalisation de campagnes contre cet insecte. D’autre part, Haiti bénéficie déjà de cet appui. Cette coopération devra être maintenue pour atteindre les objectifs et buts proposés dans le Programme. Les activités menées dans le cadre cette campagne peuvent servir de base pour les campagnes contre d’autres parasites.

1. En réalité, le MARNDR, par le truchement des Directions de production et de santé animale, de Protection végétale, du Service de quarantaine et de laboratoire LVCQAT, met en oeuvre plusieurs projets de prévention, de contrôle et d'éradication de maladies et de parasites qui sont financés par des fonds de coopération provenant de la BID, de la Banque mondiale et de l'USDA/APHIS. En vue de parvenir à une utilisation plus rationnelle des ressources, il faut qu'il y ait compatibilité de ces projets avec le Plan stratégique, le Programme et le Plan d'investissement (2014-2018).
2. Une attention particulière doit être accordée à l'organisation et au soutien des Groupes GSB, étant donné qu'ils offrent un potentiel d'élargissement des activités de surveillanceet de réponse aux besoins des petits producteurs.
3. Il est important de garantir la durabilité de l'Agence de Santé agricole et d'innocuité des aliments en lui fournissant des ressources de base de la Trésorerie nationale, puisqu'elle est une entité d'utilité publique, tout en veillant à une utilisation rationnelle des ressources de la coopération et des ressources que peut produire l'Agence elle-même. Il faut en toute priorité veiller au bien-être des fonctionnaires en leur assurant des salaires adéquats, une stabilité et une formation permanente pour un rendement maximum.
4. Le Plan ne contient pas d'analyse de la zone de pêche et d'aquiculture qui est une source importante d'aliments pour la population haïtienne, mais en même temps, cette activité comporte des risques de contamination et peut devenir une source de maladies transmises par les aliments. Il est important d’établir une coordination avec les responsables de ce domaine et de mener des programmes de contrôle et d'inspection de ces aliments.
5. Pour l'organisation et la mise en oeuvre de ce Programme, le MARNDR tiendra compte de la disponibilité de la coopération technique qu'offrent des institutions internationales comme l'OIE, la FAO, l'OPS/OMS/PANAFTOSA, ainsi que des organisations régionales comme l'IICA et l'OIRSA.

**VII. MATRICE DE RÉSULTATS DU PROGRAMME**

La matrice reproduite dans les pages suivantes (Tableau 19)

contient la structure logique des résultats anticipés du Programme et les moyens d'y parvenir, ainsi que des indicateurs qui permettent d'assurer le suivi et l'évaluation des succès obtenus de ces résultats. *[Suivent 12 pages]*

Les matrices de chaque projet sont inclus dans **l'annexe A2**: **LES CADRES LOGIQUES / CALENDRIERS DE MISE EN OEUVRE PHYSIQUE / CALENDRIERS D'EXÉCUTION DU BUDGET.**

- Annexe A2.1 Projet 1: Création d'une nouvelle Agence de Santé agricole et d’Innocuité des aliments

- Annexe A2.2 Projet 2: Croissance de la santé végétale

- Annexe A2.3 Projet 3:Croissance de la santé animale

- Annexe A2.4 Projet 4 : Renforcement et modernisation du Laboratoire vétérinaire et du contrôle de la qualité des aliments (LVCQAT)

**Tableau 23**

**Programme d'investissement des services de protection zoo et phytosanitaire et d'innocuité des aliments. MARNDR/Haiti.**

**MATRICE DE RÉSULTATS**

**(Version du 19 août 2013)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Résultats | Indicateurs | Ligne de base | Années | | | | | | Moyens de vérification |
| **1** | **2** | **3** | **4** | **5** | **Total (but)** |
| ***Résultat final***  *Contribuer à l'augmentation de la production d'aliments de qualité, à l'amélioration de la santé publique et à la protection de l'environnement* | *Diminution du taux de mortalité due à la rage canine* | *4 cas (moyenne des 15 dernières années)* |  |  |  |  | *0* | ***0 cas*** | *Rapport OMS/OPS, centre de contrôle des maladies (CDC/EU), Ministère de la Santé (MSP)* |
| *Réduction du taux (%) de maladies transmises par des aliments (ETA)* | *Valeur (à déterminer)* |  |  |  |  | *-5%* | ***Réduction d'au moins 5%*** | *Statistique OMS/OPS; Rapport du Ministère de la Santé publique (MSP)* |
| *Réduction (%) de la présence de résidus et de contaminants au-delà des niveaux autorisés dans les aliments d'origine agricole* | *Valeur (à déterminer)* |  |  |  |  | *-5%* | ***Réduction d'au moins 5%*** | *Rapport sur les résultats d'analyse des échantillons du LVCQAT.* |
| *Accroissement de la production agricole>*   * *Mangues, mangoustans et goyaves* * *Bananes plantains* * *Café vert* * *Légumes Frais, nda* * *Fruits Frais, nda* * *Citrons et limes* | *199,151 t*  *265,000 t*  *24,922 t*  *59,096 t*  *36,527 t* |  |  |  |  | *+15%* | ***Augmentation d'au moins 15% d'ici la cinquième année*** | *Rapport de**la FAO, STAT* [*http://faostat.fao.org*](http://faostat.fao.org/) |
| *Accroissement de la production d'élevage:*   * *Viande de bovins indigène* * *Lait de vache entier frais* * *Viande de caprins indigènes* * *Viande de suidés indigène* | *45,500 t*  *63,400 t*  *5,490 t*  *34,971 t* |  |  |  |  | *+15%* | ***Augmentation d’au moins 15% al año 5*** | *Rapport* *FAO STAT* [*http://faostat.fao.org*](http://faostat.fao.org/) |
| **Projet 1: *CRÉATION D'UNE NOUVELLE AGENCE DE SANTÉ AGRICOLE ET D'INNOCUITÉ DES ALIMENTS*** | | | | | | | | | |
| ***Résultat 1:***  *Améliorer la performance et l'efficience des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales.* | *Accroissement de la performance des services publics de protection sanitaire et phytosanitaire et d'innocuité des aliments.* | *20%* |  |  | *>50%* |  | *>*  *60%* | ***À plus de 60%*** | *Rapport PVS/DVE de l'OIE/IICA* |
| *Réduction des pertes économiques à cause de ;la diminution de l'impact des parasites et des maladies (EU$/année).* | *Valeur (à déterminer)* |  |  | *-5%* |  | *-10%* | ***Réduction d'au moins 10%*** | *Résultats de l'étude d'évaluation des pertes économiques* |
| *Augmentation des recettes monétaires (EU$/année) au moyen de la fourniture de services de santé agricole et d'innocuité.* | *Valeur (à déterminer)* |  |  | *X EU$* | *Y EU$* | *Z EU$* | ***W (=x+y+z)***  ***EU$*** | *Budget exécuté par l'Autorité officielle chargée de la santé agricole* |
| ***Projet 2: ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ VÉGÉTALE*** | | | | | | | | | |
| ***Résultat 2:***  *Augmentation du niveau de santé végétale du pays et renforcement des services de protection phytosanitaire , conformément aux recommandations émanées des institutions internationales de référence.* | 1. *Augmentation de l’indice de performance:* 2. *Institutionnelle* 3. *Capacité technique* 4. *Interrelation avec le secteur prive* 5. *Accès aux marchés* | *20%*  *14%*  *17%*  *8%* |  |  | *À plus de 50%* |  |  | ***Plus de 60%*** | *Rapport PVS/DVE de l'IICA* |
| 1. *Superficie en cours d'éradication des mouches des fruits aux fins de déclaration de zones d'exemption.* | *0 ha.* |  |  |  |  |  | ***5,000 ha.*** | *Rapport de la PSV.* |
| 1. *Nombre de parasites sous surveillance ( Scolyte, Rouille, Crypticeria genistae, autres).* | *1* | *4* | *4* | *4* | *4* | *4* | ***4*** | *Rapport sur la surveillance phytosanitaire par la PSV* |
| 1. *Réduction des cas de rejet des exportations de produits végétaux en raison de facteurs phytosanitaires* | *Valeur (à déterminer)* |  |  |  |  | *-50%* | ***Réduction de plus de 50%*** | *Rapport en ligne;* [*www.iadb.topics/trade/in*](http://www.iadb.topics/trade/in) |
| 1. *Nombre de parasites exotiques agricoles introduits dans le pays en cinq ans.* | *1 (Crypticeria genistae)* | *0* | *0* | *0* | *0* | *0* | ***0*** | *Rapports FAO-CIPF* |
| ***Projet 3: ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ ANIMALE*** | | | | | | | | | |
| ***Résultat 3:***  *Augmentation du niveau de santé animale du pays et renforcement des services de protection phytosanitaire , conformément aux recommandations émanées des institutions internationales de référence.* | 1. *Augmentation de l’indice de performance:* 2. *Institutionnelle* 3. *Capacité technique* 4. *Interrelation avec le secteur privé* 5. *Accès au marché des animaux et produits dérivés* | *49%*  *33%*  *46%*  *22%* |  |  | *Plus de 50%* |  |  | ***Plus de 60%*** | *Rapport PVS/DVE de l'OIE* |
| 1. *Réduire à zéro le nombre de cas de rage humaine (Base : Annuel moyen des 15 derniers ans: environ quatre cas). (Année 5).* | *4 cas* |  |  |  |  | *0* | ***0 cas*** | *Rapport OMS/OPS, centre de contrôle des maladies (CDC/EU), Ministère de la Santé (MSP)* |
| 1. *Réduire d'au moins cinq le nombre de cas de rage canine diagnostic en laboratoire (base: moyenne 2012-2013, les 12 cas (Année 5)* | *15 cas diagnostic en laboratoire* |  |  |  |  | *0* | ***Moins 5 cas*** | *Rapport OMS/OPS, centre de contrôle des maladies (CDC/EU), Ministère de la Santé (MSP)* |
| 1. *Diminution de la prévalence de la maladie de Teschen* | *8%* |  |  |  |  | *<2%* | ***À moins de 2%*** | Rapport de l'*OIE* [*www.oie.org*](http://www.oie.org/) *et surveillance zoosanitaire de la DSA* |
| 1. *Diminution de la peste porcine classique.* | *4%* |  |  |  |  | *<1%* | ***À moins de 1%*** | Rapport de l'*OIE* [*www.oie.org*](http://www.oie.org/) *et surveillance zoosanitaire de la DSA* |
| **Projet 4: LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE ET DE CONTRÔLE DE QUALITÉ D'ALIMENTS** | | | | | | | | | |
| ***Résultat 4:***  *Renforcement et modernisation de la qualité de diagnostic du Laboratoire Vétérinaire et de Contrôle de Qualité d'Aliments (LVCQAT)* | 1. *Augmentation de l’indice de performance:* | *20%* |  |  |  |  | *>60%* | ***À plus de 60%*** | *Rapport PVS/DVE de l'OIE* |
| 1. *Certificat niveau de biosécurité II* | *0* |  | *1* |  |  | *1* | ***1*** | *Copie du Certificat de biosécurité fournie par l'entité émettrice de la certification.* |
| 1. *Certificat d'assurance de la qualité.* | *0* |  |  |  |  | *1* | ***1*** | *Copie de la certification ISO, 17025* |
| **PRODUITS** | | | | | | | | | |
| **Projet 1: CRÉATION D'UNE NOUVELLE AGENCE DE SANTÉ AGRICOLE ET D'INNOCUITÉ DES ALIMENTS** | | | | | | | | | |
| 1. *Nouvelle agence de santé agricole et d'innocuité des aliments, créée et fonctionnant dans des conditions d’ autonomie technique, administrative et financière.* | ***1.***   1. *Loi sur la santé agricole et l'innocuité des aliments, approuvée par l'Assemblée législative et portant création de la nouvelle Agence rattachée au Ministère de l’Agriculture-Année 0.* 2. *La loi sur la santé agricole et l'innocuité des aliments autorise la mise à jour de la législation sur la santé animale, végétale et l'innocuité des aliments, selon les normes de l'OIE, du Codex Alimentarius et de la Convention internationale sur la protection phytosanitaire. Année 0.* | *0*  *0* |  |  |  |  |  | *Loi en vigueur depuis l'année 1*  *Législation sur la santé animale et la santé végétale, actualisée à l'année 1* | ***1.***  *Copie de la loi publiée dans la Gazette officielle*  *Copie de la législation sur la santé animale et la santé végétale actualisées* |
| 1. *Règlement de l’Organisation et Attributions de la Nouvelle Agence, approuvé et mis en oeuvre.* | ***2.***  *Nouvelle Agence mise en oeuvre et fonctionnant avec les services de santé animale et végétale et l'innocuité des aliments et laboratoires intégrés. Année 1.* | *4 directions fonctionnant de manière indépendante* |  |  |  |  |  | *Une agence qui incorpore tous les services* | *2.*  *Copie du Règlement de la Loi sur la santé agricole et l'innocuité des aliments* |
| 1. *Instruments approuvés de gestion technique, administrative et financière de la nouvelle Agence.* | ***3.***   1. *Plan stratégique institutionnelle révisé. Année 4.* 2. *Plan opérationnel et budget institutionnel pour la première année.  Année 1-5* 3. *Manuel de l'Organisation et des Fonctions définissant les postes, les profils et les attributions du personnel. Année 1.* 4. *Système de tarifs des services sanitaires, phytosanitaires, approuvé par une norme pertinente. Année 2-3* 5. *Effectifs et budget approuvé pour le personnel Année 1.* | *PLAN STRATEGIQUE*  *Sans plan opérationnel*  *Sans manuel d'organisation*  *San plan de tarifs*  *Non applicable* | *1*  *1*  *1* | *1*  *1* | *1* | *1*  *1* | *1* | *Tous les instruments approuvés et en vigueur* | ***3.***  *Copie des documents de gestion* |
| 1. *Nouveau siège de l'Agence, établi et mis en oeuvre* | ***4.***   1. *Espace ;physique disponible pour l'installation des autorités de décision stratégique de manière intégrée. Année 1.* | *4 directions fonctionnant de manière indépendante* | *1* |  |  |  |  | *un siège qui incorpore au moins les directions.* | *4.*  *Inspection sur le terrain* |
| 1. *Système intégré d'information , établi et en fonctionnement.* | ***5.***   1. *base de données avec les modules techniques (S. végétale, S. animale et e laboratoire) et administratifs, élaborée et mise en fonctionnement. Année 3.* 2. *100% du personnel formé à la gestion du nouveau système d'information. Année 3.* 3. *Système d'intranet et de courrier électronique mis en opération. Année 3.* | *0*  *0*  *0* |  |  | *1BD*  *100%*  *1* |  |  | *Base de données.*  *100% du personnel formé*  *Intranet et courrier électronique* | *5.*  *Vérification du fonctionnement de la base de données.* |
| 1. *Système organisé de formation et de communication.* | *6.*   * *Plan de communications pour créer une culture sanitaire approuvé. Année 2.* * *Plan de formation et développement des ressources humaines. Année 2.* * *Page web de l'institution installée Année 3.* | *Absence de plan de communication*  *Absence de plan de formation*  *Pas de page web sur les Services sanitaires et phytosanitaires* |  | *1*  *1* | *1* |  |  | *Plan de communication*  *Plan de formation*  *1 Page web en fontcionnement* | *6.*  *Entrevues de fonctionnaires*  *Entrevues avec des producteurs et des utilisateurs.* |
| 1. *Bureau de gestion de projets d'investissement, créé et fonctionnant au sein de la Structure de la nouvelle Agence.* | *7.*  *Amélioration du niveau d'exécution des investissements dépassant 80% de la valeur et du délai prévu. Année 1-5* | *<60%* | >80% | *>80%* | *>80%* | *>80%* | *>80%* | *Niveau d'exécution de projets >80%* | *7.*  *Copie de rapports d'évaluation de projets.* |
| ***Projet 2: ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ VÉGÉTALE*** | | | | | | | | | |
| 1. ***RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL*** | | | | | | | | | |
| *1.1 Législation actualisée* | ***1.1***   1. *Projet de loi finalisé et voté (Année 2).* 2. *Règlements finalisés (Année 3).* | *0*  *0* |  | *1*  *1* |  |  |  | *Base légale autorisée selon la loi générale* | ***1.1***   1. *Copie texte de loi voté et publié* 2. *Copie des Règlements adoptés et publiés* |
| *1.2 Ressources humaines qualifiées en quantité suffisante* | ***1.2***   1. *Proposition de réorganisation de la Direction de la DPV et de la quarantaine dans le cadre d'une unité intégrée de la santé agricole et de sécurité alimentaire (année 1)* 2. *46 cadres techniques formés disponibles par région du pays en fonction des projets en cours (Années 2-5).* 3. *4 cadres détenteurs d'une maitrise et 2 cadres détenteurs d'un doctorat à l'étranger. Année 2-5* | *0*  *0* | *1* |  | *4* |  | *46*  *2* | *DPV faisant partie de la nouvelle Agence*  *46*  *6 cadres formés* | ***1.2***   1. *Copie de proposition.* 2. *Rapports de Direction des Ressources Humaines* |
| *1.3 Infrastructures de quarantaine améliorées* | ***1.3***   1. *Construction et/ou réhabilitation de 5 postes de quarantaine (Année 2-5).* 2. *Construction du 2 serres x1,000 m2 c/u, (Année 2-3).* | *0*  *0* |  | *2*  *1* | *2*  *1* | *1* |  | *5*  *2* | ***1.3***   1. *Inspection in situ* 2. *Inspection in situ* |
| *1.4 Meilleure gestion des ressources (humaine et financière)* | ***1.4*** *Formation et motivation du personnel (Année 2-3).* | *0* | *3* | *5* | *7* | *6* | *6* | *27* | ***1.4***   1. *Entrevue avec le personnel* |
| *1.5 Système d’information organisé et fonctionnel.* | ***1.5*** *le sous système de sante végétale et de quarantaine intègre le système protection sanitaire (Année 2).* | *0* |  | *1* |  |  |  | *Système d'information* | ***1.5***   1. *Base de données de la DPV et de la quarantaine* |
| 1. ***CAPACITÉ TECHNIQUE AMÉLIORÉE*** | | | | | | | | | |
| ***2.1*** *Surveillance phytosanitaire actualisée et organisée* | ***2.***  ***2.1***   1. *Système de surveillance épidémiologique fonctionnel con Manuels y plan de surveillance (Année 3).* 2. *Rapports épidémiologiques disponibles (Année 2-5).* | *Système de surveillance déficient*  *Absence de rapports* |  | *1* | *1*  *1* | *1* | *1* | *1 système renforcé*  *Information phytosanitaire actualisée* | ***2.1***   1. *Notifications faites aux points focaux.* 2. *Dans les rapports disponibles* |
| ***2.2*** *Capacité de diagnostic actualisé* | ***2.2***   1. *Personnel bien entrainé et Laboratoires équipés et fonctionnels (Année 3)* | *0* |  |  | *12* |  |  | *12 personnes formées à l'étranger* | ***2.2***   1. *Entrevues avec le personnel* |
| *2.3 Analyse du Risque Phytosanitaire* | ***2.3*** *Avoir 4 Techniciens qualifies qui sont capables de réaliser au moins deux analyses de risque par an.* | *0* |  | *1* | *1* | *1* | *1* | *4 AR réalisés par des techniques certifiés* | ***2.3***  *Copie de studios d’AR* |
| *2.4 La Capacité de réponse aux urgences* | ***2.4*** *Système organisé pour répondre dans moins de 72 h dès notification des cas* | *> 72 hrs.* |  |  |  |  |  | *< 72 hrs.* | ***2.4***  *Registre de cas traités* |
| *2.5 Quarantaine actualisée et modernisée* | ***2.5***   1. *Mise en place d’un dispositif de quarantaine fonctionnel (année 2)* 2. *Création d’une base de données contenant des informations relatives à la quarantaine (année 2)* | *0*  *0* |  | *1*  *1* |  |  |  | *1 dispositif quarantaine fonctionnel*  *1 base de données* | ***2.5***  *Entrevues*  *Inspection sur le terrain* |
| *2.6 L’inspection de l’innocuité des aliments actualisée* | ***2.6***   1. *Le système de registre des producteurs actualisé dans les 2 prochaines années* 2. *Une étude du niveau de résidus dans les produits végétaux réalisée (année 4)* 3. *Manuel d’inspection des aliments actualisé (année 2)* | *0* |  | *1*  *1* |  | *1* |  | *Base de données sur les producteurs*  *1 Étude réalisée*  *1 Manuel actualisé* | ***2.6***  *Révision des registres du système*  *Copie de l'étude sur les niveaux de résidus*  *Copie du manuel* |
| *2.7 Système de registre et Contrôle de pesticides et d’autres produits d’usage agricole actualisé* | *.****2.7***   1. *Mise en place d’un système de registre de pesticide a usage agricole (Année 3)* 2. *Augmentation de 20% de couverture des pesticides enregistre pour la commercialisation et l’utilisation (Année 4)* 3. *Fiscalisation post- registre de 5% par an (Année 4).* | *0* |  |  | *1* | *+20%*  *5%* | *10%* | *1 système établi*  *20% de couverture du registre*  *10% de couverture annuel de fiscalisation* | ***2.7***   1. *Révision des registres du système* 2. *Base de données de l'Agence* 3. *Entrevue avec des commerçants de produits agricoles* |
| *2.8 Des plans d'action pour la prévention et le contrôle des ravageurs et des maladies revus et actualisés* | ***2.8***   1. *Plans d'action disponibles pour la prévention et le contrôle des ravageurs et des maladies (ânée 1-2):*  * *Mouche des fruits* * *Fourmi folle sur* * *Rouille* * *Crypticera genistae*  1. *Superficie pilote pour le contrôle des mouches des fruits aux fins de déclaration de la zone débarrassée (ânnée 3-5)* | *0*  *0 ha.* | *2* | *2* | *5mil* | *5mil* | *5mil* | *4 plans élaborés*  *5mil* | ***2.8***   1. *Copie de plans; Visites sur le terrain - Rapports envoyés à la CIFS* 2. *Registres des zones sous contrôle/inspection sur le terrain* |
| 1. ***MEILLEURE RELATION AVEC LES PRODUCTEURS*** | | | | | | | | | |
| *3.1système de communication et d’éducation des producteurs* | ***3.1***   1. *Campagne d’information et de sensibilisation pour 10% par an des producteurs organisés (spots publicitaires, Pamphlets, affiches, etc.) (Année 2-5)* | *0* |  | *10%* | *10%* | *10%* | *10%* | *1 campagne annuelle, 10% de producteurs sensibilisés* | ***3.1***  *Entrevues avec des producteurs*  *Registres de diffusion* |
| * 1. *Promotion des BPA* | ***3.2***   1. *Organiser 20 parcelles de démonstration par an et former 10 producteurs par parcelle de démonstration et préparation de matériel didactique de la BPA (Année 2-5)* 2. *Officialiser un manuel de BPA pour Haïti (Année 2)* | *Il n'y a pas de parcelles de démonstration*  *Absence de manuel* |  | *20*  *1* | *20* | *20* | *20* | *80 parcelles de démonstration fonctionnant avec 800 producteurs*  *1 manuel BPA officiel* | ***3.2***  *Inspection de parcelles sur le terrain*  *Copie de manuel BPA* |
| 1. ***ACCÈS AU MARCHÉ AMÉLIORÉ*** | | | | | | | | | |
| ***4.1***  *Lois actualisées en harmonie avec les normes internationales* | ***4.1***   1. *Révision et actualisation des lois et normes sanitaires et phytosanitaires (2-5 Années)* 2. *Textes de loi révisés et soumis pour vote et ratification au cours de 2 ans* | *0*  *0* |  | *1*  *1* | *1* | *1* | *1* | *Normes phytosanitaires actualisées*  *1 règlement actualisé* | ***4.1***   1. *Copie de normes actualisées* 2. *Copie de textes* |
| ***4.2***  *Promotion des accords phytosanitaires pour l’exportation des produits végétaux* | ***4.2***   1. *2 Accords phytosanitaires négociés (avocat, giraumon) diffusés via (internet, radio etc.) à l’intention des intéressés dans (Années 2-5)* | *Il n'existe pas d'accords pour l'avocat et le giraumon* |  | *1* |  | *1* |  | *2 accords signés* | ***4.2***   1. *Copie d'accords diffusés* |
| ***4.3*** *Organisation d’un système SPS et du Codex Alimentarius* | ***4.3***   1. *Commission nationale SPS et du Codex se réunirent au moins 2 fois par an.* 2. *Participation aux réunions de l’OMC relatives aux questions SPS et aux réunions du Codex au cours des 5 prochaines années* | *Réunions occasionnelles*  *Participation discontinue* | *2*  *2* | *2*  *2* | *2*  *2* | *2*  *2* | *2*  *2* | *2 réunions annuelles du Comité Codex*  *1 participation (année en SPS et Codex* | ***4.3***  *Registres de procès-verbaux et décisions prises par le*  *Comité*  *Registre d'assistance aux réunions SPS et Codex* |
| ***Projet 3: ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ ANIMALE*** | | | | | | | | | |
| 1. ***L’AMÉLIORATION INSTITUTIONNELLE (CAPITAL HUMAIN & FINANCIER, INFRASTRUCTURES)*** | | | | | | | | | |
| *1.1 Finalisation de l’avant projet de code de la santé animale et de la santé publique vétérinaire* | ***1.1***   1. *L’approbation des lois sur la santé animale et leur mise en application. Année 1-2* 2. *Règlements élaborés et appliqués. Année 1-2* | *0*  *0* | *1*  *1* |  |  |  |  | *Base juridique actualisée selon la loi générale* | ***1.1***   1. *Copie de la loi approuvée et publiée.* 2. *Copie de Règlements, approuvée et publiée.* |
| *1.2 Restructuration des services Vétérinaires sur la base des recommandations de l’OIE* | ***1.2.*** *Fonctionnement des services vétérinaires selon les recommandations de l’OIE. Année 3-5.* | *Proposition en PVS/OIE* | *1* |  |  |  |  | *Proposition PVS/OIE exécutée* | ***1.2***  *Rapports de l’OIE*  *Rapports MARNDR* |
| *1.3 Renforcement des infrastructures physique des services vétérinaires* | ***1.3.*** *Les Services Vétérinaires comptent en nombre suffisant des bâtiments, et moyens logistiques tant au niveau central qu'au niveau terrain (locaux, véhicules, matériels et équipements) les rendant opérationnel et fonctionnel des services vétérinaires. Année 2-5* | *Proposition d'évaluation PVS/OIE* |  | *1* |  |  |  | *Proposition PVS/OIE exécutée* | ***1.3***  *Rapport sur l'évaluation du climat du travail* |
| *1.4 Ressources humaines engagées* | ***1.4.*** *Les Services Vétérinaires comptent de 70 de plus de cadres supérieurs, de techniciens moyens, de personnel administratif et de personnel d'appui au niveau central et départemental. Année 5.* | *Effectif actuel de 40 fonctionnaires* |  |  |  | *70* |  | 70 fonctionnaires | ***1.4***  *Registres et Visites techniques sur le terrain* |
| *1.5 Système de Formation continue des professionnels vétérinaires* | ***1.5.*** *Les services Vétérinaires facilitent la formation de 100 nouveaux médecins vétérinaires, 4 nouveaux masters et 25 spécialistes. Année 5.* | *Système de formation absente.* |  |  |  |  | *100*  *4*  *25* | *129 cadres formés* | ***1.5***  *Registres et Visites techniques sur le terrain* |
| *1.6 Financement des situations d’urgence* | ***1.6.*** *Fonds de contingence de 20 millions de gourdes disponible et règlementé. Année 4.* | *Il n'existe pas de fonds d'urgence.* |  |  |  | *1* |  | *1.Fonds créé* | ***1.6***  *Norme qui régit l'utilisation des ressources pour les cas d'urgence* |
| 1. ***AMÉLIORATION DE LA CAPACITÉ TECHNIQUE*** | | | | | | | | | |
| ***2.1*** *Actualisation du système de surveillance épidémiologique* | ***2.1***  ***a.*** *Manuels de procédures approuvées et en cours Année 2.*  *b. Surveillance active pour le charbon, Teschen, PPC, Rage, Newcastle, IA (Année 1-5)* | *Il n'existe pas de manuel*  *Absence de surveillance active* | *2* | *1*  *3* | *5* | *5* | *5* | *manuels en usage*  *20 échantillons réalisés* | ***2.1***   1. *Copie de manuels* 2. *Résultats d'échantillon* |
| ***2.2.*** *Renforcement du système d’information sanitaire* | ***2.2.*** *Personnel formé sur le système d'information et la surveillance épidémiologique (cadres départementaux pour l'analyse et le traitement des données). Année 2-5.* | *47 Cadres actuels* |  | *100* | *100* |  |  | *100 personnes formées* | ***2.2***  *Entrevue avec le personnel* |
| ***2.3*** *Actualisation service de quarantaine.* | ***2.3***   1. *100% d’el Personnel technique formé. Année 5.* 2. *Manuels de procédures actualisés et mise en application. Année 2-5.* | *0*  *0* |  | *1* |  |  | *100%* | *100% du personnel formé*  *manuels en usage* | ***2.3***   1. *Entrevue avec le personnel* 2. *Copie de manuels* |
| ***2.4.*** *Organisation de la sécurité sanitaire des aliments.* | ***2.4*** *Plan intégré d’innocuité alimentaire approuvé (MARNDR, MSPP, MCI, MFE, MICT). Année 3.*   1. *Mettre en place des abattoirs modèle (3) à titre de démonstration.* 2. *Mettre en place des Postes d'abattage (10) ruraux à titre de démonstration.* | *0*  *0*  *0* | *1*  *2* | *2*  *4* | *1*  *4* |  |  | *Un plan intégré approuvé*  *3 Abattoirs et 10 Postes pilotes* | ***2.4***  *Copie de plan et entrevue avec les autorités.* |
| ***2.5*** *Création d’un système d’analyse des risques.* | ***2.5*** *Réalisation de deux analyses des risques par an. Année 4.* | *0* |  |  |  | *1* | *1* | *2 AR élaborés* | ***2.5***  *Copie de document de AR* |
| ***2.6*** *Plan de Contrôle et prévention des maladies suivantes: Rage, Charbon, PPC, Influenza Aviaire, Teschen, NC.* | ***2.6*** *Taux de couverture vaccinale de :*   * *Rage à 80% (Année 1-5);* * *Charbon 60% (Année 2-5);* * *New castle 75% (Année 2-5);* * *PPC 90% (Anne 1-5);* * *Teschen 90% (Année 1-5).* | *À déterminer* | *80%*  *-*  *-*  *90%*  *90%* | *80%*  *60%*  *75%*  *90%*  *90%* | *80%*  *60%*  *75%*  *90%*  *90%* | *80%*  *60%*  *75%*  *90%*  *90%* | *80%*  *60%*  *75%*  *90%*  *90%* | *Taux de prévalence de la maladie réduit*  *Taux d’incidence de la maladie réduit* | ***2.6***   1. *Registre de campagnes de vaccination.* |
| ***2.7*** *Système d’urgence opérationnel (plans d’urgence élaborés)* | ***2.7*** *Capacité de réponse dans les 48 heures. Année 2-5.* | *À déterminer* |  | *72* | *72* | *48* | *48* | *Temps de réponse 48hrs* | ***2.7***  *Bulletin épidémiologique* |
| ***2.8*** *Système de contrôle de médicaments et d’aliments des animaux organisé et opérationnel (2017-2018)* | ***2.8*** *Contrôle de 10% produits enregistrés selon les informations existant dans les registres de produits vétérinaires. Année 4.* | *0* |  |  |  | *10%* | *10%* | *10% de produits avec contrôle pos enregistrement* | ***2.8***  *Vérification de registre sur la base de données.* |
| 1. ***L’AMÉLIORATION DES RELATIONS DU SERVICE VÉTÉRINAIRE AVEC LES ACTEURS CONCERNÉS*** | | | | | | | | | |
| ***3.1. É****tablissement d’un système de communication et d’éducation sanitaire des producteurs* | ***3.1*** *40% de producteurs informés et formés (800,000 producteurs à considérer). Année 2-5.* | *0* |  | *40%* | *40%* | *40%* | *40%* | *320 mille producteurs informés* | ***3.1***  *Entrevues* |
| ***3.2. É****tablissement d’un système d’accréditation, habilitation et délégation des professionnels et entités privés.* | ***3.2*** *Proposition de programmes d’accréditation des professionnel et institutions vétérinaires élaborés et opérationnel. Année 4-5* | *0* |  |  |  | *1* |  | *Une norme approuvée* | ***3.2***  *Association de vétérinaires* |
| * 1. *Organisation et exécution d’un système de traçabilité.* | ***3.3*** *Identification de 1 million deux cent mille têtes de bovins. Année 2* | *0* |  | *1* | *1* | *1* | *1* | *1 million de bovins identifiés.* | ***3.3***   1. *Rapport MARNDS/Entrevue avec les Comités communaux* |
| 1. ***ACCÈS AUX MARCHÉS*** | | | | | | | | | |
| ***4.1.*** *Harmonisation de la législation nationale avec les normes internationales* | ***4.1***  *La législation nationale est harmonisée avec les accords SPS, Codex Alimentarius et les Codes Sanitaires des animaux terrestres et aquatiques. Année 3.* | *0* |  |  | *1* |  |  | *Normes harmonisées* | ***4.1***  *Rapports du Secrétariat du Comité SPS.* |
| ***4.2*** *Appui au fonctionnement du comité SPS et le Comité Codex alimentarius* | ***4.2*** *Comité fonctionnel et participation active des Services Vétérinaires représentés par un cadre de haut niveau. Année 2-5* | *0* | *1* | *1* | *1* | *1* | *1* | *Comité en fonctionnement* | ***4.2***  *Association de vétérinaires; Comité SPS/Codex* |
| ***4.3*** *Amélioration de l’accès au marché et la santé publique.* | ***4.3*** *Existence de protocole d'accord pour la commercialisation de caprins, pintades et miel. Année 3-5* | *0* |  |  | *1* |  |  | *1 protocole convenu* | ***4.3***  *Rapport DPSA* |
| ***4.4*** *Participation dans l’application des normes internationales* | ***4.4*** *Participation de 3 cadres des Services Vétérinaires dans les réunions sur les accords internationaux de commerce. Année 2 -5.* | *À déterminer* |  | *3* | *3* | *3* | *3* | *2 réunions annuelles OIE* | ***4.4***  *Rapport DPS* |
| ***4.5*** *Participation dans les réunions des organismes de référence.* | ***4.5*** *Au minimum, la participation aux réunions officielles se chiffre à 50% . Année 1-5* | *Actuellement, on participe aux réunions de l' OIE .* |  | *2* | *2* | *2* | *2* | *1 participation /années (SPS et OIE)* | ***4.5*** |
| ***Projet 4: LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE ET DE CONTRÔLE DE QUALITÉ D'ALIMENTS*** | | | | | | | | | |
| 1. *Infrastructure du laboratoire aménagé et réhabilité* | ***1.***   1. *Laboratoire remanié et mis à jour d'ici la fin de Juin 2014 (Année 1).* 2. *Tous les bâtiments sont aménagés et réhabilités selon les normes standards (Année 1).* 3. *Système de biosécurité mise en place fin de 2016 (Année 3).* | *0*  *0*  *0* | *1*  *1* |  | *1* |  |  | *1 Laborotoire réhabilité, équipé et doté de biosécurité* | ***1.***   * *Rapport d’Inspection par le personnel du laboratoire / Tuskegee Université* * *Rapport d’inspection par un expert externe / Tuskegee Université* |
| 1. *Formation continue du personnel du laboratoire* | ***2.*** *100% du personnel (60) du laboratoire sont certifiés pour les essais d'aptitude (Année 2).* | *0* |  | *60* | *60* | *60* | *60* | *60 professeurs formés* | ***2.*** *Copie**Certificat du personnel* |
| 1. *Laboratoire de diagnostic implémenté et fonctionnel* | ***3.*** *Nombre d’essais (par exemple Rage, PPC, Influence Aviare) inter laboratoire avec succès (Année 2-3).* | *0* |  | *Rage*  *PPC* | *Teschen* | *IA*  *NCDV* |  | *Au moins 3 essais interlaboratoires* | ***3.*** *Rapport des tests de confirmation par un laboratoire de référence (ex: CDC pour la rage, validation de test des Salmonella dans le laboratoire de Tuskegee U; Influenza USDA IOWA)* |
| 1. *Développer et mettre en place un laboratoire de sécurité des aliments.* | ***4.*** *l´**50% des aliments sur le marché et les restaurants sont testés (Année 4-5).* | *0* |  |  |  | *50%* | *50%* | *50% d'aliments en analyse* | ***4.***  *Copie des rapports annuels au Codex Alimentarius,à la FAO, à l'OMS / OPS et l'OIE* |
| 1. *Construction et aménagements d’un l'animalerie pour les souris d’expérimentation.* | ***5.*** *100-150 souris disponibles pour l’expérimentation**(Année 5).* | *0* |  |  |  |  | *100-150* | *Serum disponibles* | ***5.***   * *Règle d`enregistrement pour couvrir l'animalerie* * *Le rapport de laboratoires* |
| 1. *Accréditation pour p2 (biosécurité).* | ***6.*** *100% de fiabilité des résultats**(Année 3).* | *0* |  |  | *100%* |  |  | *100% niveau de sécurité II* | * *Rapport interne de contrôle de biosécurité* * *Certification par une Organisation nationale de référence* * *Certification par une Organisation international de référence* |
| 1. *Accréditation du laboratoire du LVCQAT(ISO)* | ***7.*** *L'accréditation du laboratoire à la fin de 2018 (Année 5).* | *0* |  |  |  |  | *1* | *Laboratoire certifié ISO* | ***7.***   * *Certificat d’accréditation ISO 17025* * *Évaluation de performance du personnel chaque six mois* |
| 1. *Transfert de nouvelles technologies de diagnostics* | ***8.*** *90% des essais seront équivalents à la nouvelle technologie (Année 4).* | *0* |  |  |  | *90%* |  | *90% d'essais axés sur la nouvelle technologie* | ***8.***  *Rapport des essais inter laboratoire* |
| 1. *Construction et aménagements de quatre laboratoires départementaux* | ***9.***   1. *Augmentation à 80% de la collecte et analyse des échantillons de terrain envoyés par les services (Année 3).* 2. *Amélioration au moins à 80% au niveau du transport des échantillons de terrain envoyés par les services (Année 3).* | *0*  *0* |  |  | *80%*  *80%* |  |  | *80% de la collecte et analyse des échantillons de terrain envoyés par les services* | ***9.***   * *Rapport sur les analyses réalisées dans les laboratoires départementaux* * *Les bases des données sur les échantillons prélevés mensuellement, etc.* * *Rapport précoce de la maladie et de mesures de contrôle (Exemple OIE)* |

**TROISIÈME PARTIE**

**PLAN DE PASSATION DE MARCHÉS ET CONTRATS**

(**Voir Aneexe A1** le fichier Excel contenant l'information sur les passations de marchés organisée en groupe ou larges enveloppes)

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Banque interaméricaine de développement

**PLAN DE PASSATION DE MARCHÉS ET CONTRATS**

**I.** **Information générale**

|  |  |
| --- | --- |
| **Pays** | République d'Haïti |
| **Unité d’exécution** |  |
| **Nom** | Programme d'investissement des services de protection zoo et phytosanitaire et d'innocuité des aliments. MARNDR/Haïti. |
| **Cote de l'Accord** |  |
| **Date d'approbation par le Directeur exécutif** |  |
| **Date de la signature de l'Accord** |  |
| **Date estimative du dernier décaissement** |  |

**II.** **Brève description des objectifs et composantes du Programme**

Le programme vise à contribuer à l'augmentation de la production d'aliments de qualité, à l'amélioration de la santé publique et à la protection de l'environnement. En vue d'atteindre l'objectif, le Programme a pour but ou objectif essentiel d'améliorer la performance et l'efficience des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales.

Pour parvenir aux objectifs décrits à la section antérieure, le programme comporte trois projets qui se complètent entre eux (Projet 2, Accroissement de la santé végétale; Projet 3, Accroissement de la santé animale; Projet 4 , Laboratoire vétérinaire et de contrôle de la qualité des aliments) et un projet de support et de développement durable des services sanitaires et phytosanitaires ( Projet 1, Création de la nouvelle Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments).

**Projet 1: Création de la nouvelle Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments**

Ce projet cherche à améliorer la performance et l'efficience des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales.

Avec la mise en œuvre de ce projet et à titre de suivi des politiques du pays, on espère disposer d'une Agence qui incorpore tous les services de santé et d'innocuité des aliments, contribue à une utilisation plus rationnelle des ressources en évitant le chevauchement des efforts et en tirant profit des économies d'échelle, en même temps qu'elle peut produire les ressources lui permettant d’assurer sa durabilité et de compléter les ressources ordinaires que doit allouer le Gouvernement, étant donné que la santé est un bien commun. La réorganisation de chaque service se fera sur la base des recommandations découlant des évaluations OIE/PVS et IICA/DVE.

Ce projet prévoit le financement des bureaux de consultation pour les études relatives à la création de la nouvelle agence; l'élaboration de la législation concernant la politique nationale de santé agricole et d'innocuité des aliments dans la perspective de la création de l'agence; l'actualisation de la législation concernant la santé animale et végétale; l'infrastructure et l'organisation administrative de l'agence; le plan de formation et de communications; la mise en place d'un système intégré d'information avec des sous-systèmes pour chaque service et le laboratoire, l'établissement d'un système de tarifs des services qui puissent être collectés.

Les équipements tels que les ordinateurs entre autres, sont inscrits au budget des projets de santé végétale et animale et de laboratoire, cependant, l'achat se fera de manière centralisée et intégrée, en vue de tirer profit des économies d'échelle. La conception de la base juridique générale intégrée, l'élaboration des systèmes d'information, la conception des plans de communication et de formation, entre autres, dont le caractère transversal s'étend à tous les services, sont inscrits au budget de ce projet; ils seront également achetés ou retenus sous contrat de manière centralisée, selon le présent Plan de passation de marchés.

**Projet 2: Augmentation de la santé végétale**

Ce projet vise à accroître le niveau de santé végétale du pays et à renforcer les services de protection phytosanitaire, conformément aux recommandations des institutions internationales de référence.

La mise en œuvre de ce projet permettra d'améliorer la performance du service, d'éviter l'introduction de maladies et de parasites exotiques, de contrôler les principales maladies et de renforcer le système d'inspection et de contrôle, l'innocuité des aliments et le contrôle des pesticides.

Le projet financera les activités de réforme et de restructuration de la DPV, dans le cadre d'un système (agence) intégré et autonome de santé agricole et d'innocuité des aliments du MARNDR; la mise à jour de la législation, les ressources humaines supplémentaires, le système de planification, le système intégral d'information, la formation de ressources humaines et l'infrastructure physique. Ces activités sont intégrées en vertu de l’approche du Projet 1 sur la réforme institutionnelle.

De même, seront financées les activités pour actualiser et mettre en œuvre les systèmes de base de surveillance épidémiologique, le service de quarantaine, l'appui au laboratoire, la prévention et la réponse; l'incorporation des méthodologies d'analyse des risques et le système de traçabilité; la mise à jour des conditions requises et des procédures d'inspection phytosanitaire des importations et des exportations, ainsi que le perfectionnement et l'équipement des inspecteurs, et l'actualisation et la mise en œuvre de plans d'action pour le contrôle et l'éradication des principales maladies et des insectes nuisibles; le registre et contrôle des pesticides, l'organisation de l'inspection et du contrôle des aliments. Les activités de quarantaine et la construction de postes de quarantaine seront menées en stricte coordination et intégration avec le Service de santé animale.

Pour ce qui est de la coordination avec les producteurs et d'autres secteurs connexes, un financement sera prévu pour les activités de mise en place d’un programme d'information, de communication et d'éducation phytosanitaire; de promotion des pratiques optimales de production (BPA); de formation et d’organisation des Groupes communaux "Gwoupman Sante bèt" (GSB) et de délégation de fonctions au secteur privé, le cas échéant. Finalement, au sujet de l'accès aux marchés, les activités d'harmonisation de normes et de procédures, à la lumière des orientations des institutions internationales de référence; l'établissement et la promotion d'accords d'équivalence; l'appui à l'organisation et au fonctionnement des Comités du Codex Alimentarius et du Comité SPS, ainsi que la participation aux activités et réunions des organismes techniques de référence.

**Projet 3. Augmentation de la santé animale**

Ce projet a pour objectif d'accroître le niveau de santé animale et de renforcer les services de protection zoosanitaire, conformément aux recommandations des institutions internationales de référence.

La mise en œuvre de ce projet améliorera la performance du service, réduira le risque d'introduction de maladies exotiques et fera avancer le contrôle des principales maladies et les zoonoses prévalentes; de même, seront améliorés les systèmes d'inspection et de contrôle de l'innocuité des aliments.

Le projet financera les activités de restructuration du service dans le cadre d'un système (Agence) intégré et autonome de santé agricole et d'innocuité des aliments du MARNDR; l'actualisation de la législation; les ressources humaines supplémentaires, l'infrastructure prioritaire; le système de planification et de suivi; le système intégré d'information et la formation des ressources humaines.

Pour ce qui est de la capacité technique, un financement sera prévu pour l'organisation et le fonctionnement des services de base de surveillance épidémiologique, le service de quarantaine , et prévention et de réponse; l'incorporation de l'analyse de risques et le système de traçabilité; l'actualisation et la mise en œuvre de plans d'action pour le contrôle et l'éradication des principales maladies et zoonoses, en mettant l'accent sur la rage canine, la peste porcine classique, la maladie de Teschen et le charbon bactérien; l'organisation de l'inspection et le contrôle de l'innocuité des aliments; le registre et le contrôle des intrants d'élevage, l'incorporation des normes relatives au bien-être animal. Les activités de quarantaine seront exécutées en stricte coordination avec le Service de santé végétale.

De manière spéciale, un financement sera prévu pour l'achat de vaccins contre la rage, le charbon bactérien, la maladie de Teschen et la maladie de Newcastle affectant les oiseaux. Cette rubrique s'avère très coûteuse et son application doit reposer sur des stratégies bien conçues axées sur la création graduelle de zones libres. À ces fins, il sera indispensable de procéder à une révision complète et à une mise à jour des plans d'action pour le contrôle et l'éradication de ces maladies.

Un financement sera aussi prévu pour des activités de coordination avec les producteurs et d'autres secteurs connexes, l'organisation et la réalisation d'activités d'information, de communication et d'éducation; l'organisation et la formation des Groupes communaux "Gwoupman Sante bèt" (GSB), la promotion des pratiques optimales de production d'élevage (BPA) et la délégation de fonctions au secteur privé, lorsque cela s'avère viable.

Finalement, il en sera de même, en ce qui a trait à l'accès aux marchés, pour la mise à jour et l'harmonisation de normes et de procédures à la lumière des orientations fournies par les institutions internationales de référence; l'élaboration d'accords d'équivalence visant à assurer l’accès aux marchés; l'appui au fonctionnement des Comités du Codex Alimentarius et du SPS, et la participation à des activités et réunions des organismes techniques de référence.

**Projet 4.** **Renforcement et modernisation du Laboratoire vétérinaire et contrôle de la qualité des aliments (LVCQAT)**

Ce projet a pour objectif essentiel de moderniser la qualité du diagnostic du Laboratoire vétérinaire et du contrôle de la qualité des aliments (LVCQAT)

L'exécution de ce projet permettra d'améliorer la performance du laboratoire, d'actualiser et de moderniser l'infrastructure, les équipements et les méthodologies utilisées; de former le personnel du laboratoire; d'incorporer le système d'assurance de la qualité et d'obtenir la certification du laboratoire pour ce qui est des aspects de biosécurité et d'assurance de la qualité (ISO 17025). Le projet inclut la restructuration du Laboratoire dans le cadre d'un système (Agence) intégré et autonome de santé agricole et d'innocuité des aliments du MARNDR.

Ce projet assurera le financement des activités de réforme et d'actualisation des installations de laboratoire en vue de remplir les conditions requises pour la biosécurité et l'assurance de la qualité; la mise à jour du matériel, l'acquisition d'équipement, de matériels et de réactifs; le perfectionnement de fonctionnaires, l'incorporation du système d'assurance de la qualité dans la ligne de la norme ISO 17025; l'incorporation du système de biosécurité; l'incorporation de nouvelles méthodes; la validation des méthodes; l'acquisition de matériel bibliographique; le développement d'un système accessoire d'information et l'accréditation du laboratoire .

À ces fins, compte sera tenu des projets qui sont en cours ainsi que du financement disponible, à la lumière d'une approche axée sur la création d'unités fonctionnelles et durables.

**III.** **Plan de passation de marchés**

Les engagements sous contrat en relation avec le projet proposé seront réalisées conformément aux " **Politiques relatives à la passation des marchés de biens et de travaux financés par la Banque interaméricaine de développement" (GN-2349-4)** datant de janvier 2005, aux "**Politiques relatives à la sélection et au recrutement de consultants financés par la Banque interaméricaine de développement " (GN-2350-4)** datant de janvier 2005, ainsi qu'aux dispositions de l'Accord et du présent Plan de passation de marchés.

Le Plan de passation de marchés concernant le projet qui couvre la période de ***JANVIER 2014 À DÉCEMBRE 2018*** a été convenu entre la Banque et le Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du développement rural. Le Plan, dont un résumé est reproduit à l'Annexe 1, indique, pour chaque contrat ou groupe de contrats, la procédure de passation de marché de biens ou d’engagement de travaux ou services, ou méthodes de sélection de consultants, les cas qui exigent une pré-qualification, les coûts estimatifs de chaque contrat ou groupes de contrats, le besoin de révision ex-ante par la Banque et les dates estimatives de publication des annonces spécifiques de passations de marchés et d'abrogation des contrats envisagés dans ce projet. Le Plan de passation de marchés sera actualisé chaque année, ou lorsqu'une telle mesure s'avère indispensable ou est requise par la Banque. Le Plan détaillé de passation de marchés est disponible au:

* Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural - MARNDR
* Unité d'exécution: ………….. *[ajouter les coordonnées et le courriel]*
* Banque interaméricaine de développement - BID..*.[Coordonnées, Courriel disponible]*

Le Plan de passation de marchés est disponible sur le site Internet de l'Unité d'exécution [*www.xxxxx*](http://www.xxxxxxx/)*.* Le site Internet de la Banque se trouve aussi à l'adresse suivante: [www.iadb.org](http://www.iadb.org/). Information sur la passation de marchés afférents au projet.

**Tableau 24**

**Délais de référence selon le type de procédures**

(Voir les détails des activités et des délais dans l'annexe A1. fichier Excel)

|  |  |
| --- | --- |
| **Type de procédure** | **Nombre de jours ouvrables** |
| Passation de marchés de travaux et de biens (LPI) | 128 jours |
| Engagement sous contrat d’autres biens (LPN) | 113 jours |
| Comparaison des prix (CP) | 28 jours |
| Engagement sous contrat de cabinets de consultants LPI (>eu$ 200.000) SBCC | 133 jours |
| Engagement sous contrat de cabinets de consultants LPN (>eu$ 200.000) SBCC | 118 jours |
| Consultant individuel (ex ante) | 42 jours |
| Consultant individuel (ex post) | 32 jours |
| Procédure de sélection du cabinet d'audit | 64 jours |

**Tableau 25**

**Type de procédure selon la valeur de référence**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Passation de marchés** | **Appel d'offres public international (API)** | **Appel d'offres public national (APN)** | **Sélection x comparaison de prix** |
| Construction des travaux | Égal ou supérieur à l'équivalent de EU$ 3 000 000 | Entre EU$250,000 et moins de l'équivalent de EU$3 000 000 | Moins de EU$250,000 |
| Passation de marchés de biens et services connexes ou y afférents | Égal ou supérieur à l'équivalent de EU$250,000 | Entre EU$250,000 et moins de l'équivalent de EU$3 000 000 | Moins de EU$50,000 |
| Services de consultations | Égal ou supérieur à EU$200,000 | Moins de EU$ 200,000. Une courte liste peut comporter les consultants nationaux | N/A |

**QUATRIÈME PARTIE**

**BASES DU SYSTÈME DE SUIVI ET D'ÉVALUATION**

**DONT LA MISE EN OEUVRE EST PROPOSÉE**

I. INTRODUCTION

Le programme vise à contribuer à l'accroissement de la production d'aliments de qualité, à l'amélioration de la santé publique et à la protection de l'environnement. Pour parvenir au résultat final, le but ou objectif essentiel du Programme consiste à améliorer la performance et l'efficacité des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales.

En vue d'atteindre les objectifs décrits à la section antérieure, le programme comporte trois projets qui se complètent entre eux ( Projet 2, Accroissement de la santé végétale; Projet 3, Accroissement de la santé animale; Projet 4, Laboratoire vétérinaire et de contrôle de la qualité des aliments ) et un projet de soutien e de développement durable es services sanitaires et phytosanitaires du pays ( Projet 1 Création d'une nouvelle Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments).

Cette partie constitue un Plan de suivi et d'évaluation (PSE) visant à assurer l'atteinte des résultats et la réalisation des buts proposés dans la matrice des résultats.

Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles et du Développement rural (MARNDR), par le truchement de son Unité d'exécution (UEP), sera responsable de la production et du maintien de l'information requise pour faire le suivi des indicateurs de produits et des résultats Ce document présente les grandes lignes principales de la surveillance et de l'évaluation de l'impact du programme. Spécifiquement, la section II décrit le plan de surveillance ou de suivi où sont présentés les indicateurs de produit; il décrit aussi les principaux rapports, le plan de travail et le budget. La section III qui correspond à la partie de l'évaluation de l'impact, fait état brièvement de la logique de l'intervention et des principales hypothèses que l'on désire analyser avec l'évaluation, les indicateurs d'impact et les résultats.

La méthodologie d'évaluation d'impact, la conception de groupes de contrôle et la stratégie d'échantillonnage, la description de l'instrument de saisie de l’information et la stratégie de collecte de données, ainsi que le rapport sur les résultats devront être considérés comme faisant partie de la réalisation de ces évaluations. Il faut souligner que, de par la nature des interventions et des indicateurs, on devra combiner diverses méthodologies, depuis celles qui sont expérimentales, comme c'est le cas pour l'innocuité, celles qui sont presqu'expérimentales, comme dans le cas de la réduction de la prévalence d certaines maladies ou l'accroissement de la productivité, jusqu'à la méthodologie d'analyse de réflexion dans le cas du projet de renforcement des institutions.

**II.**  **SURVEILLANCE**

**A. INDICATEURS DE PRODUIT**

La surveillance du programme est principalement lié au suivi des produits. Ci-après, le tableau 26 présente les indicateurs, la fréquence de mesurage et les sources de vérification pour chacun des indicateurs de produit des projets. Les produits aussi bien que leurs indicateurs proviennent de la matrice de résultats du Programme d'investissement.

**Tableau 26**

**Indicateurs de produits**

***Projet 1: CRÉATION D'UNE NOUVELLE AGENCE DE SANTÉ AGRICOLE ET 'INNOCUITÉ DES ALIMENTS***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **PRODUITS** | **Indicateurs** | **Fréquence de mesurage** | **Moyens de vérification** |
| 1. Nouvelle agence de santé agricole et d'innocuité des aliments, créée et fonctionnant en toute autonomie technique, administrative et financière. | 1.   1. Loi traitant de la santé agricole et de l'innocuité des aliments, approuvée par l'Assemblée législative , laquelle loi crée l'Agence rattachée au Ministère de l'Agriculture. Année 0 2. La Loi relative à la santé agricole et à l'innocuité des aliments autorise la mise à jour de la loi sur la santé animale, végétale et sur l'innocuité des aliments, selon les normes de l'OIE, le Codex alimentarius et la Convention internationale sur la protection phytosanitaire.. Année 0 | 1. Une seule fois (mars de la première année) 2. Une seule fois (mars de la deuxième année) | 1.   1. Copie de la loi publiée dans la Gazette officielle. 2. Copie de la législation relative à la santé animale et à la santé végétale actualisées. |
| 1. Règlement de l'Organisation et des attributions de la nouvelle Agence, approuvé et mis en oeuvre. | 2.  Nouvelle Agence mise en oeuvre et fonctionnant avec les services de santé animale, végétale et l'innocuité des aliments et des laboratoires intégrés. Année 1 | 1. Une seule fois (mars de la deuxième année) | 2.   1. Copie du Règlement afférent à la Loi sur la Santé agricole et l'innocuité des aliments. |
| 1. Instruments approuvés de gestion technique, administrative et financière de la nouvelle Agence. | 3.  Plan stratégique institutionnel révisé. Année 4  Plan opéationnel et budget institutionnel. (Année) 1-5  Manuel d'organisation et d'attributions qui définit les postes, les profils et les fonctions du personnel Année 1  Système de tarifs des services sanitaires, phytosanitaires et d'innocuité, approuvé par une norme pertinente. Année 2-3  Effectifs et budget approuvé pour le personnel. Année 1 | 1. Une seule fois (octobre de la quatrième année) 2. Annuel (décembre de chaque année) 3. Une seule fois (mars de la deuxième année) 4. Une seule fois (octobre de la troisième année) 5. Une seule fois (mars de la deuxième année) | 3.   1. Copie de documents de gestion. |
| 1. Nouveau siège de l'Agence, établi et mise en oeuvre. | 4.  Espace physique disponible pour l'installation des niveaux de décision stratégique de manière intégrée. Année 1 | 1. Une seule fois (mars de la deuxième année) | 4.   1. Inspection sur le terrain |
| 1. Système intégré d'information, établi et en fonctionnement. | 5.  Base de données avec les modules techniques (S. végétale, S animale et Laboratoire) et administratifs, élaborée et en fonctionnement. Année 3  100% du personnel formé à la gestion du nouveau système d'information. Année 3  Système d'intranet et de courrier électronique mis en opération. Année 3 | 1. Une seule fois (mars de la quatrième année) 2. Une seule fois (mars de la quatrième année) 3. Une seule fois (mars de la quatrième année) | 5.   1. Vérification du fonctionnement de la base de données. |
| 1. Système organisé de perfectionnement et de communications . | 6.  Plan de communications en vue de créer une culture sanitaire approprié. Année 2  Plan de formation et développement de ressources humaines et de producteurs. Année 2  Page web institutionnel installée. Année 3 | 1. Une seule fois (mars de la troisième année) 2. Une seule fois (mars de la troisième année) 3. Une seule fois (mars de la quatrième année) | 6.   1. Entrevue avec des fonctionnaires 2. Entrevues avec des producteurs et des usagers. |
| 1. Bureau de gestion de projets d'investissement, créé et fonctionnant dans le cadre de la Structure de la nouvelle Agence. | 7.   1. Amélioration du niveau d'exécution d'investissements dépassant 80% de la valeur et du temps programmé. Année 1-5 | 1. Annuel (décembe de chaque année) | 7.   1. Copie des rapports d'évaluation de projets. |

***Projet 2: ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ VÉGÉTALE***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **PRODUITS** | **Indicateurs** | **Fréquence de mesurage** | **Moyens de vérification** |
| **RENFORCEMENT INTITUTIONNEL** |  |  |  |
| 1.1 Législation actualisée | 1.1   1. Projet de loi finalisé et voté (Année 2). 2. Règlements finalisés (Année 3). | 1. Une seule fois (mars de la troisième année) 2. Une seule fois (mars de la quatrième année) | 1.1  Copie texte de loi voté et publié  Copie des Règlements adoptés et publiés |
| 1.2 Ressources humaines qualifiées en quantité suffisante | **1.2**   1. Proposition de réorganisation de la Direction de la DPV et de la quarantaine dans le cadre d'une unité intégrée de la santé agricole et de sécurité alimentaire (année 1) 2. 46 cadres techniques formés disponibles par région du pays en fonction des projets en cours (Années 2-5). 3. 4 cadres dotés d'une maitrise et 2 cadres dotés d'un doctorat à l'étranger. Années 2-5. | 1. Une seule fois (mars de la deuxième année) 2. Semestriel (juin - décembre, années 2-5) 3. Annuel (décembre, années 2-5) | 1.2  Copie de proposition.  Rapports de Direction des Ressources Humaines  Rapports de Direction des Ressources Humaines |
| 1.3 Infrastructures de quarantaine améliorées | **1.3**   1. Construction et/ou réhabilitation de 5 postes de quarantaine (Année 2-5). 2. Construction du 2 serres x1,000 m2 c/u, (Année 2-3). | 1. Semestriel (juin - décembre, années 2-5) 2. Semestriel (juin - décembre, années 2-3) | 1.3  Inspection sur le terrain  Inspection sur le terrain |
| 1.4 Meilleure gestion des ressources (humaine et financière) | **1.4** Formation et motivation du personnel (Année 2-3). | 1. Semestriel (juin - décembre, années 2-3) | **1.4**  Entrevue avec le personnel |
| 1.5 Système d’information organisé et fonctionnel. | **1.5** le sous système de sante végétale et de quarantaine intègre le système protection sanitaire (Année 2). | 1. Une seule fois (mars de la troisième année) | 1.5  Base de données de la DPV et de la quarantaine |
| **CAPACITÉ TECHNIQUE AMÉLIORÉE** |  |  |  |
| **2.1** Surveillance phytosanitaire actualisée et organisée | **2.**  **2.1**   1. Système de surveillance épidémiologique fonctionnel con Manuels y plan de surveillance (Année 3). 2. Rapports épidémiologiques disponibles (Année 2-5). | 1. Une seule fois (mars de la quatrième année) 2. Semestriel (juin-décembre années 2-5) | 2.1  Notifications faites aux points focaux.  Dans les rapports disponibles |
| **2.2** Capacité de diagnostic actualisé | **2.2**   1. Personnel bien entrainé et Laboratoires équipés et fonctionnels (Année 3) | 1. Une seule fois (mars de la quatrième année) | **2.2**   1. Entrevue avec le personnel |
| 2.3 Analyse du Risque Phytosanitaire | **2.3** Avoir 4 Techniciens qualifies qui sont capables de réaliser au moins deux analyses de risque par an. | 1. Annuel (décembre, années 3-5) | **2.3**  Copie de studios d’AR |
| 2.4 La Capacité de réponse aux urgences | **2.4** Système organisé pour répondre dans moins de 72 h de la notification des cas | 1. Annuel (décembre, années 2-5) | **2.4**  Registre de traitement de cas |
| 2.5 Quarantaine actualisée et modernisée | **2.5**   1. Mise en place d’un dispositif de quarantaine fonctionnel (année 2) 2. Création d’une base de données contenant des informations relatives à la quarantaine (année 2) | 1. Une seule fois (mars de la troisième année) 2. Une seule fois (mars de la troisième année) | **2.5**  Entrevues  Inspection sur le terrain |
| 2.6 L’inspection de l’innocuité des aliments actualisée | **2.6**   1. Le système de registre des producteurs actualisé dans les 2 prochaines années 2. Une étude du niveau de résidus dans les produits végétaux réalisée (année 4) 3. Manuel d’inspection des aliments actualisé (année 2) | 1. Une seule fois (mars de la troisième année) 2. Une seule fois (mars de la cinquième année) 3. Une seule fois (mars de la troisième année) | **2.6**  Révision de registres du système  Copie de l'étude sur les niveaux de résidus  Copie du Manuel |
| 2.7 Système de registre et Contrôle de pesticides et d’autres produits d’usage agricole actualisé | **2.7**   1. Mise en place d’un système de registre de pesticide a usage agricole (Année 3) 2. Augmentation de 20% de couverture des pesticides enregistre pour la commercialisation et l’utilisation (Année 4) 3. Fiscalisation post- registre de 5% par an (Année 4). | 1. Annuel (décembre, années 3, 4 et 5) 2. Annuel (décembre, années 4 et 5) 3. Annuel (décembre, années 4 et 5) | **2.7**   1. Révision de registres du système 2. Base de données de l'Agence 3. Entrevue avec des commerçants de produits agricoles |
| 2.8 Des plans d'action pour la prévention et le contrôle des ravageurs et des maladies revus et actualisés | **2.8**   1. 2.8 Des plans d'action pour la prévention et le contrôle des ravageurs et des maladies revus et actualisés  * Mouche des fruits * Fourmi folle sur * Rouille * Crypticera genistae  1. Superficie pilote sous controle des mouches des fruits aux fins d'une déclaration de zone débarassée (année 3-5) | 1. Semestriel (juin-décembre années 1-2) 2. Semestriel (juin-décembre années 3-5) | **2.8**   1. Copie de plans: visites sur le terrain-Rappors transmis à la CIFS 2. Registres de zones sous controle/inspection sur le terrain |
| **MEILLEURE RELATION AVEC LES PRODUCTEURS** | | | |
| 3.1système de communication et d’éducation des producteurs | **3.1**   1. Campagne d’information et de sensibilisation pour 10% par an des producteurs organisés (spots publicitaires, Pamphlets, affiches, etc.) (Année 2-5) | 1. Annuel (décembre, années 2 à 5) | **3.1**  Entrevue avec les producteursl  Registres de diffusion |
| Promotion des BPA | **3.2**   1. Organiser 20 parcelles démonstratives par an et former 10 producteurs par parcelle démonstratives et préparation de matériels didactiques de la BPA (Année 2-5) 2. Officialiser un manuel de BPA pour Haïti (Année 2) | 1. Semestriel (juin-décembre années 2-5) 2. Une seule fois (mars de la troisième année) | **3.2**   1. Inspection sur le terrain de parcelles 2. Copie du Manuel BPA |
| **ACCÈS AU MARCHÉ AMELIORÉ** |  |  |  |
| **4.1**  Lois actualisées en harmonie avec les normes internationales | **4.1**   1. Révision et actualisation des lois et normes sanitaires et phytosanitaires (2-5 Années) 2. Textes de loi révisés et soumis pour vote et ratification au cours de 2 ans | 1. Annuel (décembre, années 2 à 5) 2. Annuel (décembre, années 1 et 2) | **4.1**   1. Copie de normes actualisées 2. Copie de textes. |
| **4.2**  Promotion des accords phytosanitaires pour l’exportation des produits végétaux | 4.2   1. 2 Accords phytosanitaires négociés (avocat, giraumon) diffusés via (internet, radio etc.) à l’intention des intéressés dans (Années 2-5) | 1. Annuel (décembre, années 2 et 5) | **4.2**   1. Copie d'accords diffusés |
| **4.3** Organisation d’un système SPS et du Codex Alimentarius | 4.3   1. Commission nationale SPS et du Codex se réunirent au moins 2 fois par an. 2. Participation aux réunions de l’OMC relatives aux questions SPS et aux réunions du Codex au cours des 5 prochaines années | 1. Annuel (décembre, années 2 et 5) 2. Annuel (décembre, années 2 et 5) | **4.3**   1. Registres de procès-verbaux de réunions et 'accords adoptés par le Comité 2. Registre d'assistance aux réunions SPS et du Codex |

***Projet 3: ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ ANIMALE***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **PRODUITS** | **Indicateurs** | **Fréquence de mesurage** | **Moyens de vérification** |
| **L’AMELIORATION INSTITUTIONNELLE (CAPITAL HUMAIN & FINANCIER, INFRASTRUCTURES)** | | | |
| 1.1 Finalisation de l’avant projet de code de la santé animale et de la santé publique vétérinaire | 1.1   1. L’approbation des lois sur la santé animale et leur mise en application. (503) 1-2 2. Règlements élaborés et appliqués. (503) 1-2 | 1. Une seule fois (mars de la troisième année) 2. Une seule fois (mars de la troisième année) | 1.1   1. Copie de la loi approuvée et publiée. 2. Copie de Règlements approuvée et publiée. |
| 1.2 Restructuration des services Vétérinaires sur la base des recommandations de l’OIE | **1.2.** Fonctionnement des services vétérinaires selon les recommandations de l’OIE. Année 3-5 | 1. Annuel (décembre, années 3 et 5) | 1.2   1. Rapports de l’OIE 2. Rapports MARNDR |
| 1.3 Renforcement des infrastructures physique des services vétérinaires | **1.3.** Les Services Veterinaires comptent en nombre suffisant des batiments, et moyens logistiques tant au niveau central qu'au niveau terrain (locaux, véhicules, matériels et équipements) les rendant opérationnel et fonctionnel des services vétérinaires. Année 2-5 | 1. Annuel (décembre, années 2 et 5) | 1.3  Rapport d'évaluation du climat du travail |
| 1.4 Ressources humaines engagées | **1.4.** Les Services Vétérinaires comptent de 70 de plus de cadres supérieurs, de techniciens moyens, de personnel administratif et de personnel d'appui au niveau central et départemental. (Année 5). | 1. Annuel (décembre, années 4 et 5) | 1.4  Registres et Visites techniques sur le terrain |
| 1.5 Système de Formation continue des professionnels veterinaires | **1.5.** Les services Vétérinaires facilitent la formation de 100 nouveaux médecins vétérinaires, 4 nouveaux masters et 25 spécialistes. Année 5. | 1. Annuel (décembre, années 2 et 5) | 1.5  Registres et Visites techniques sur le terrain |
| 1.6 Financement des situations d’urgence | **1.6.** Fonds de réserve de 20 millions de gourdes disponible et règlementé. Année 4. | 1. Annuel (décembre, années 4 et 5) | 1.6  Norme régissant l'utilisation des ressources pour les cas d'urgence |
| **AMÉLIORATION DE LA CAPACITÉ TECHNIQUE** | | | |
| **2.1** Actualisation du système de surveillance épidémiologique | **2.1**  **a.** Manuels de procédures approuvés et en usage Année 2.  b. Surveillance active pour le charbon, Teschen, PPC, Rage, Newcastle, IA (Année 1-5) | 1. Annuel (décembre, années 3 et 5) 2. Annuel (décembre, années 1 et 5) | 2.1   1. Copie de Manuels 2. Résultats d'échantillonnage |
| **2.2.** Renforcement du système d’information sanitaire | **2.2.** Personnel formé sur le système d'information et la surveillance épidémiologique (cadres départementaux pour l'analyse et le traitement des données). Année 2-5 | 1. Annuel (décembre, années 2 et 5) | 2.2  Entrevue avec le personnel |
| **2.3** Actualisation service de quarantaine. | **2.3**   1. 100% d’el Personnel technique formé. Année 5. 2. Manuels de procédures actualisés et mise en application. Année 2-5 | 1. Annuel (décembre, années 3 et 5) | 2.3  Entrevue avec le personnel  Copie de Manuels |
| **2.4.** Organisation de la sécurité sanitaire des aliments. | **2.4**   1. Plan intégré d’innocuité alimentaire approuvé (MARNDR, MSPP, MCI, MFE, MICT). Année 3. 2. Mettre en place des abattoirs modele (3) a titre de demonstration. 3. Mettre en place des Postes d'abattage (10) ruraux a titre de demonstration. | 1. Annuel (décembre, années 3 et 5) 2. Annuel (décembre, années 3 et 5) 3. Annuel (décembre, années 3 et 5) | 2.4  Copie de plan et entrevue avec le autorités |
| **2.5** Création d’un système d’analyse des risques. | **2.5** Réalisation de deux analyses des risques par an. Année 4. | 1. Annuel (décembre, années 4 et 5) | 2.5  Copie de documents de AR. |
| **2.6** Plan de Contrôle et prévention des maladies suivantes: Rage, Charbon, PPC, Influenza Aviaire, Teschen, NC. | **2.6** Taux de couverture vaccinale de:   * Rage à 80% (Anne 1-5); * Charbon 60% (Anne 2-5); * Rage à 75% (Anne 2-5); * Charbon 90% (Anne 1-5); * Teschen 90% (Année 1-5). | 1. Annuel (décembre, années 1 et 5) | 2.6  Registre de campagnes de vaccination |
| **2.7** Système d’urgence operationnel (plans d’urgence élaborés) | **2.7** Capacité de réponse dans les 48 heures. Année 2-5 | 1. Annuel (décembre, années 2 et 5) | 2.7  Bulletin d'épidémiologie |
| **2.8** Système de contrôle de médicaments et d’aliments des animaux organisé et opérationnel (2017-2018) | **2.8** Controle de 10% produits enregistrés selon les informations existant dans les registres de produits veterinaires. Année 4. | 1. Annuel (décembre, années 4 et 5) | 2.8  Vérification de registres dans la base de données. |
| **L’AMELIORATION DES RELATIONS DU SERVICE VETERINAIRE AVEC LES ACTEURS CONCERNES** | | | |
| **3.1.** Etablissement d’un système de communication et d’éducation sanitaire des producteurs | **3.1** 40% de producteurs informés et formés (800,000 producteurs à considérer). Année 2-5 | 1. Annuel (décembre, années 2 et 5) | 3.1  Entrevues |
| **3.2.** Etablissement d’un système d’accréditation, habilitation et délégation des professionnels et entités prives. | **3.2** Proposition de programmes d’accréditation des professionnel et institutions vétérinaires élaborés et opérationnel. Année 4-5 | 1. Annuel (décembre, années 4 et 5) | 3.2  Association de vétérinaires |
| **3.3** Organisation et exécution d’un système de traçabilité. | **3.3** Identification de 1 million deux cent mille têtes de bovins. Année 2. | 1. Annuel (décembre, années 2 et 5) | 3.3  Informe MARNDS / Entrevista con Comités Comunales |
| **Accès aux marchés** |  |  |  |
| **4.1.** Harmonisation de la législation nationale avec les normes internationales | **4.1**  La législation nationale est harmonisée avec les accords SPS, Codex Alimentarius et les Codes Sanitaires des animaux terrestres et aquatiques. Année 3. | 1. Annuel (décembre, années 3 et 5) | 4.1  Rapports du Secrétariat du Comité SPS |
| **4.2** Appui au fonctionnement du comité SPS et du Comité Codex alimentarius | **4.2** Comité fonctionnel et participation active des Services Vétérinaires représentés par un cadre de haut niveau. Année 2-5 | 1. Annuel (décembre, années 2 et 5) | 4.2  Association de vétérinaies, Comité SPS/Codex |
| **4.3** Amélioration de l’accès au marche et la sante publique. | **4.3** Existence de protocole d'accord pour la commercialisation de caprins, pintades et miel. Année 3-5 | 1. Annuel (décembre, années 3 et 5) | 4.3  Rapport DPSA |
| **4.4** Participation dans l’application des normes internationales | **4.4** Participation de 3 cadres des Services Vétérinaires dans les réunions sur les accords internationaux de commerce. Année 2-5 | 1. Annuel (décembre, années 2 et 5) | 4.4  Rapport DPS |
| **4.5** Participation dans les réunions des organismes de réfénces. | Au minimum, la participation aux réunions officielles se chiffrent à 50% (Année) 1-5 | 1. Annuel (décembre, années 1 et 5) | 4.5  Rapports de présence |

***Projet 4: LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE ET DE CONTRÔLE DE QUALITÉ D'ALIMENTS***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **PRODUITS** | **Indicateurs** | **Fréquence de mesurage** | **Moyens de vérification** |
| 1. Infrastructure du laboratoire aménagé et réhabilité | 1.   1. Laboratoire remanié et mis à jour d'ici la fin de Juin 2014 (Année 1). 2. Tous les bâtiments sont aménagés et réhabilités selon les normes standards (Année 1). 3. Système de biosécurité mise en place fin de 2016 (Année 3). | 1. Semestriel (juin-décembre années 1-2) 2. Semestriel (juin-décembre années 1-2) 3. Annuel (décembre, années 3-5) | **1.**  Rapport d’Inspection par le personnel du laboratoire / Tuskegee Université  Rapport d’inspection par un expert externe / Tuskegee Université |
| 1. Formation continue du personnel du laboratoire | **2.** 100% du personnel (60) du laboratoire sont certifie pour les essais d'aptitude (Année 2). | 1. Annuel(décembre années 2-3) | **2.** CopieCertificat du personnel |
| 1. Laboratoire de diagnostic implémenté et fonctionnel | **3.** Nombre d’essais (par exemple Rage, PPC, Influence Aviare) inter laboratoire avec succès (Année 2-3). | 1. Annuel(décembre années 2-3) | **3.** Rapport des tests de confirmation par un laboratoire de référence (ex: CDC pour la rage, validation de test des Salmonella dans le laboratoire de Tuskegee U; Influenza USDA IOWA) |
| 1. Développer et mettre en place un laboratoire de sécurité des aliments. | **4.** l´50% des aliments sur le marché et les restaurants sont testés (Année 4-5). | 1. Semestriel (juin-décembre années 4-5) | **4.**  Copie d Les rapports annuels al Codex Alimentarius, FAO, de l'OMS / OPS et l'OIE |
| 1. Construction et aménagements d’un l'animalerie pour les souris d’expérimentation. | **5.** 100-150 souris disponibles pour l’expérimentation(Année 5). | 1. Annuel (décembre, années 5) | **5.**  Règle d`enregistrement pour couvrir l'animalerie  Le rapport de laboratoires |
| 1. Accreditation pour p2 (biosécurité). | **6.** 100% de fiabilité des résultats(Année 3). | 1. Annuel(décembre années 3-5) | Rapport interne de contrôle de biosécurité / Certification par une Organisation nationale de référence / Certification par une Organisation international de référence |
| 1. Accréditation du laboratoire du LVCQAT(ISO) | **7.** L'accréditation du laboratoire à la fin de 2018 (Année 5). | 1. Une seule fois (décembre 5) | **7.**  Certificat d’accréditation ISO 17025  Evaluation de performance du personnel chaque six mois |
| 1. Transfert de nouvelles technologies de diagnostics | **8.** 90% des essais seront équivalents à la nouvelle technologie (Année 4). | 1. Semestriel (juin-décembre années 1-2) | **8.**  Rapport des essais inter laboratoire |
| 1. Construction et aménagements de quatre laboratoires départemental | **9.**   1. Augmentation a 80% de la collecte et analyse des échantillons de terrain envoyés par les services (Année 3). 2. Amélioration au moins a 80% au niveau du transport des échantillons de terrain envoyés par les services (Année 3). | 1. Annuel(décembre années 4-5) 2. Annuel(décembre années 4-5) | **9.**  Rapport sur les analyses réalisées dans les laboratoires départementaux  Les bases des données sur les échantillons prélevés mensuellement, etc.  Rapport précoce de la maladie et de mesures de contrôle (Exemple OIE) |

**B. PRÉSENTATION DE RAPPORTS**

1. **Rapports semestriels d’avancement**

L'UEP soumettra à la Banque des rapports semestriels d'avancement ayant pour but de recenser les progrès enregistrés dans le Rapport d'activité du Programme et les résultats obtenus dans la mise en oeuvre du Plan opérationnel annuel et le Plan de passation de marchés, au regard de l'accompagnement des processus d'exécution e t de décaissement de fonds.

Le Rapport d'avancement correspond au second semestre de l'année civile et il devra comporter une synthèse des résultats obtenus par projet (partiels et totaux, selon le cas), en analysant les risques du programme, conformément à la Matrice de risques du Programme. Le Rapport présentera aussi une vision consolidé des difficultés et des leçons apprises, ainsi que les recommandations destinées à alimenter le Programme. Les rapports semestriels d'avancement devront être soumis dans jun dé;lai maximum de 30 jours après la clôture du semestre correspondant.

1. **Plan opérationnel annuel (POA)**

Le POA rassemble toutes les activités qui seront menées durant une période déterminée d'exécution par produit, ainsi que son calendrier physique et financier. Le premier POA s'étend sur une période de douze mois, à compter de la signature de l'Accord. Le POA subséquent couvrira la période suivant immédiatement la première révision, jusqu'au 31 décembre de la même année. À partir de cette date, il sera présenté un POA chaque année civile (1er janvier au 31 décembre) Ce document sera présenté à la BID jusqu'au 30 novembre de l'année antérieure à son entrée en vigueur. la présentation du POA inclura l'actualisation du Plan de passation de marchés (PM)

Cet instrument vise à soumettre à la Banque un document détaillé de toutes les passations de marchés et contrats qui seront conclus durant une période déterminée de mise en oeuvre du Programme. Le PM sera mis à jour chaque année ou lorsque cela s'avère nécessaire , durant la période de mise en oeuvre du Programme.

1. **Évaluation de mi-parcours et évaluation finale**

L'UEP procédera durant la mise en oeuvre du Programme à une évaluation de mi-parcours et une évaluation finale. Les termes de référence pour l'engagement sous contrat des évaluations devront être soumis à l'approbation préalable de la BID et devront se focaliser sur les progrès des indicateurs décrits dans la Matrice de résultats. Les évaluations seront présentées à la BID dans les délais suivants: Évaluation de mi-parcours, 90 jours à compter de la date marquant 24 mois de mise en oeuvre; Évaluation finale, 90 jours à compter de la date du décaissement de 90% du prêt.

**C. PLAN DE TRAVAIL ET BUDGET**

Les principales activités liées à la surveillance du programme, le coût de la mise en oeuvre et le principal responsable sont décrits en détail au Tableau 27. Ces activités relèvent de la responsabilité de la Banque et de l'Unité d'exécution et seront financées principalement par les ressources du programme.

**Tableau 27**

**Plan de travail de la surveillance**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Activités** | **Année 1** | | **Année 2** | | | **Année 3** | | | **Année 4** | | | **Année 5** | **Responsable** | **Coût (EU$)** |
| **1** | **2** | **1** | **2** | **1** | | **2** | **1** | | **2** | **1** | **2** |  |  | |
| Présenter le POA |  |  |  |  |  | |  |  | |  |  |  | UEP | SD | |
| Présenter des rapports d'avancement |  |  |  |  |  | |  |  | |  |  |  | UEP | SD | |
| Élaboration de la ligne de base |  |  |  |  |  | |  |  | |  |  |  | UEP/Consultation indépendante | 75,000 | |
| Évaluation finale |  |  |  |  |  | |  |  | |  |  |  | UEP/Consultation indépendante | 75,000 | |
| Supervision permanente |  |  |  |  |  | |  |  | |  |  |  | UEP | SD | |

***SD (sans données):***  *Coût spécifique non déterminé, puisqu'il s'agit des frais de fonctionnement de l'UEP*

**III.**  **ÉVALUATION DE L'IMPACT**

Le but visé dans cette partie est de mettre en place le cadre général de la conception de la méthodologie et la réalisation de l'évaluation de l'impact du programme.

**A. LOGIQUE D'INTERVENTION ET HYPOTHÈSES PRINCIPALES**

Le programme vise à contribuer à **l'accroissement de la production d'aliments de qualité, à l'amélioration de la santé publique et à la protection de l'environnement.** Pour parvenir au résultat final, le but ou objectif essentiel du Programme est **d'améliorer la performance et l'efficacité des services de santé agricole et d'innocuité des aliments,** conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales.

C'est-à-dire qu'avec le programme on cherche à trouver une solution au problème essentiel qualifié dans le membre de phrase suivant: "faible niveau de santé agricole et d'innocuité des aliments" qui affecte les producteurs et la population du pays en général.

À ces fins, le programme d'investissement a été structuré en quatre projets. Projet 1, Création d'une nouvelle Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments. Projet 2, Accroissement de la santé végétale . Projet 3, Accroissement de la santé animale. Projet 4, Laboratoire vétérinaire et de contrôle de la qualité des aliments.

Dans ce cadre, les facteurs de production de résultats font état d'une part de la capacité offerte de services officiels (infrastructure et équipement, niveau de formation du personnel officiel, lois et procédures, organisation et gestion institutionnelle), et d'autre part de la demande et de la participation des producteurs et de la population en général aux processus de prévention, de contrôle, d'éradication des parasites, des maladies animales, des cultures, des zoonoses, ainsi que de la diminution des agents qui ont des incidences sur l'innocuité des aliments.

En termes généraux, l'hypothèse du Programme peut être représentée dans le schéma suivant:

*Améliore l’organisation de la performance*

*des services de santé agricole et*

*d’innocuité des aliments*

***+***

*Augmente le niveau de santé végétale des cultures*

*et d’innocuité des aliments d’origine agricole*

***+***

*Augmente le niveau de santé animale et d’innocuité*

*des aliments ‘origine agricole*

***+***

*Renforce les services de diagnostic vétérinaire et de*

*Controle de la qualité des aliments*

***Si on***

***Alors on***

***pourra***

***Contribuer à l’augmentation de la production***

***d’aliments de qualité, á l’amélioration de la***

***santé publique et à la protection de l’environnement***

Alors, en vue de mesure l'impact du Programme , il est indispensable tout d'abord de concevoir une ligne de base selon les indicateurs inclus dans la matrice du Cadre de résultats, établir la formule de calcul et la méthodologie de collecte et déterminer les valeurs. À cet égard, il est important de noter que pour quelques indicateurs, il existe déjà une méthodologie, y compris des sources officielles d'information, comme par exemple la mesure de la performance avec la méthode DVE ou l'information relative a la réduction du taux de mortalité humaine due à la rage canine, la réduction du taux (%) de maladies transmises par des aliments (MTA), entre autres.

Il est tout aussi important de noter que plusieurs interventions incluant des améliorations des services de surveillance, de laboratoire, le renforcement institutionnel, l'harmonisation des normes, la création de registres et de publications officielles, ont une incidence générale sur toute la population haïtienne . C'est pourquoi il n'est pas techniquement viable d'identifier des groupes de contrôle en vue de comparer ce qui se passerait sans ou avec le programme. C'est pour ce motif que l'on devra identifier dans la conception de l'évaluation de la ligne de base et l'évaluation finale, uniquement les indicateurs selon lesquels les mesures permettent d'émettre des jugements de valeurs fiables.

Finalement, compte tenu de la nature des services sanitaires et de l'innocuité, et vu que les changements passent par des processus qui requièrent une période de maturité, il est recommandé d'établir essentiellement deux études. La première étude se réfère à l'élaboration de la Ligne de base et à l'étude de l'évaluation finale. Au niveau intermédiaire, il est recommandé essentiellement de focaliser les efforts sur l'analyse de l'application des indicateurs de processus et de produits, à partir des rapports de suivi, puisque d'ici 24 ou 30 mois, on ne relèvera pas l'impact, ni les résultats attribués à l'intervention, puisque le programme récent sera en pleine exécution de ses investissements.

**B. INDICATEURS D'IMPACT ET DE RÉSULTATS**

Au Tableau 28, sont reproduits les indicateurs d'impact et de résultats pour le programme et ses projets, la fréquence de mesurage et les moyens de vérification pour chacun.

**Tableau 28**

**Indicateurs d'impact et de résultats**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Résultats*** | | | ***Indicateurs*** | | ***Fréquence de mesurage*** | ***Moyens de vérification*** |
| ***Résultat final***  *Contribuer à l'accroissement de la production d'aliments de qualité, à l'améioration de la santé publique et à la protection de l'environnement.* | | | *Réduction du taux de mortalité humaine due à la rage canine.* | | *Initial et final* | *Rapport OMS/OPS, Centre de contrôle des maladies (CDC/USA), Ministère de la Santé (MSP)* |
| *Réduction du taux (%) de maladies transmises par les aliments (MTA)* | | *Initial et final* | *Statistique OM/OPS; rapport du Ministère de la Santé publique (MSP)* |
| *Réduction (5) de la présence de résidus et e contaminants au-delà des niveaux autorisés dans les aliments d'origine agricole* | | *Initial et final* | *Rapport sur les résultats d'analyse des échantillons du LVCOAT* |
| *Accroissement de la production agricole*   * *Mangues, mangoustans et goyaves* * *Bananes plantains* * *Café vert* * *Légumes Frais, nda* * *Fruits Frais, nda* * *Citrons et limes* | | *Initial et final* | Rapport de la  *FAO STAT* [*http://faostat.fao.org*](http://faostat.fao.org/) |
| *Accroissement de la production d'élevage*   * *Viande de bovins indigène* * *Lait de vache entier frais* * *Viande de caprins indigènes* * *Viande de suidés indigène* | | *Initial et final* | Rapport de la  *FAO STAT* [*http://faostat.fao.org*](http://faostat.fao.org/) |
| ***Projets 1: CRÉATION D'UNE NOUVELLE AGENCE DE SANTÉ AGRICOLE ET 'INNOCUITÉ DES ALIMENTS*** | | | | | | |
| ***Résultat 1:***  *Améliorer la performance et l'efficacité des services de santé agricole et d'innocuité des aliments, conformément à la politique agricole du pays et aux normes internationales.* | *Accroissement de la performance des services publics de protection sanitaire et phytosanitaire et d'innocuité des aliments* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Rapport PVS/DVE de l'OIE/IICA* | |
| *Réduction des pertes économiques en raison d'une diminution de l'impact des parasites et des maladies (EU$/année)* | | *Initial et final* | | *Résultats de l'étude l'évaluation des pertes économiques* | |
| *Augmentation des recettes monétaires (EU$/année) suite à la fourniture de services de santé agricole et d'innocuité.* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Budget exécuté par l'Autorité chargée de la santé agricole.* | |
| ***Projet 2: ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ VÉGÉTALE*** | | | | | | |
| ***Résultat 2:***  *Augmentation du niveau de santé végétale du pays et renforcement des services de protection phytosanitaire , conformément aux recommandations des institutions internationales de référence.* | *Augmentation de l’indice de performance:* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Rapport PVS/DVE de l'IICA* | |
| *Superficie en cours d'éradication des mouche des fruits aux fins de déclaration de zones d'exemption.* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Rapport de la PSV* | |
| *Nombre de maladies sous surveillance ((Scolyte, Rouille, Crypticeria genistae, otres).* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Rapport sur la surveillance phytosanitaire de la PSV.* | |
| *Réduction du nombre de cas de rejet d'exportations de produits végétaux pour des raisons phytosanitaires.* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Rapport en ligne:* [*www.iadb.topics/trade/in*](http://www.iadb.topics/trade/in) | |
| *Nombre de maladies exotiques de nature agricole introduites au pays en cinq ans.* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Rapports FAO-CIPF* | |
| ***Projet 3: ACCROISSEMENT DE LA SANTÉ ANIMALE*** | | | | | | |
| ***Résultat 3:***  *Augmentation du niveau de santé végétale du pays et renforcement des services de protection zoosanitaire , conformément aux recommandations des institutions internationales de référence.* | *Augmentation de l’indice de performance:* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Rapport PVS/DVE de l'OIE* | |
| *Réduire à zéro le nombre de cas de rage humaine (Base : Annuel moyen des 15 derniers ans: environ quatre cas). (Année 5).* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Reporte OMS/OPS, Centre de contrôle des maladies (CDC/USA), Ministère de la Santé (MSP)* | |
| *Réduire d'au moins cinq le nombre de cas de rage canine diagnostic en laboratoire (base: moyenne 2012-2013, les 12 cas (Année 5)* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Reporte OMS/OPS, Centre de contrôle des maladies (CDC/USA), Ministère de la Santé (MSP)* | |
| *Diminution de la prévalence de la maladie de Teschen* | | *Initial et final* | | *Rapport de l'OIE* [*www.oie.org*](http://www.oie.org/) *et de surveillance zoosanitaire de la DSA* | |
| *Diminution de la peste porcine classique.* | | *Initial et final* | | *Rapport de l'OIE* [*www.oie.org*](http://www.oie.org/) *et de surveillance zoosanitaire de la DSA* | |
| ***Projet 4: LABORATOIRE VÉTÉRINAIRE ET DE CONTRÔLE DE QUALITÉ D'ALIMENTS*** | | | | | | |
| ***Résultat 4:***  *Renforcement et modernisation de la qualité de diagnostic du Laboratoire Vétérinaire et de Contrôle de Qualité d'Aliments (LVCQAT)* | *Augmentation de l’indice de performance:* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Rapport PVS/DVE de l'OIE* | |
| *Certificat niveau de biosécurité II* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Copie Certificat de biosécurité de l'entité émettrice de la certification* | |
| *Certificat d'assurance de la qualité.* | | *Initial et final Évaluation de mi-parcours d'avancement concernant les indicateurs de produit.* | | *Copie de la Certification ISO 17025* | |

**ANNEXES**

**Annexes A**

**Annexes spécifiques du Rapport**

**Annexe A1:** Plan de passation de marchés et d'achats (*voir archive Excel contenant l'information relative à la passation de marchés organisée en groupes ou larges enveloppes*)

**Annexe A2:** Cadres logiques, calendrier d'exécution physique et budget des projets:

* ***Annexe A2.1*** *Projet 1 Création d'une nouvelle Agence de santé agricole et d'innocuité des aliments.*
* **A*nnexe A2.2*** *Projet 2 - Accroissement de la santé végétale.*
* ***Annexe A2.3*** *Projet 3 - Accroissement de la santé animale.*
* ***Annexe A2.4*** *Projet 4 - Laboratoire vétérinaire et de contrôle de la qualité des aliments.*

**Annexe A3:** Liste des documents consultés

**Annex A4:** Liste des participants

**Annexes B :**

**Consultation et information**

(Voir les archives numérisées faisant partie du dossier du rapport)

**Annexe B1** Rapport du premier atelier participatif de planification stratégique et opérationnelle pour la préparation d’un plan stratégique et d’investissement pour la modernisation des services publics de protection zoo et phytosanitaire et d’innocuité des aliments. Analyse et définition des orientations stratégiques. 16 au 18 Avril 2013. Ministère de l’Agriculture, des resources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), Haiti.

**Annexe B2.** OIE. RAPPORT D’ÉVALUATION OIE/PVS DES SERVICES VÉTÉRINAIRES DE HAITI. 8-18 Octobre 2010 Dr Ana Batalha (Chef de mission), Dr Vincent Brioudes (Expert technique) Dr Nicolas Denormandie (Expert technique).

**Annexe B3.**  OIE. Rapport d’analyse des écarts PVS Haïti. 30 janvier – 9 février 2012

Dr Martial Petitclerc (chef de mission), Dr Isabelle Tourette (expert technique), Dr Marie Edan (expert technique).

**Annexe B4.** OIE. Projet de rapport Mission d’identification pour la législation vétérinaire. Haïti 13-17 février 2012. Dr Martial Petitc.

**Annexe B5.** IICA. Performance, Vision et Stratégie de la Direction de la Protection des Végétaux – DPV – Haïti, Octobre 2011. Ana Marisa Cordero, María de Lourdes Fonalleras.

**Annexe B6.** University of Tuskegee. Plan stratégique concernant l'appui des donneurs internationaux en faveure du laboratoire vétérinaire national d'Haïti à Tamarinier (LVQAT). Ministère de l'Agriculture, des Ressources naturelles e du Développement rural et l'Université Tuskegee, Collège de médecine vétérinaire , d'infirmerie et de santé, février 2013.

**Annexe B7.** Mission de Cuba Rapport sur les travaux réalisés par le laboratoire national de Diagnostic vétérinaire d'Haïti, problèmes et perspectives. Dr. Msc. Francisco Calvi Perez. 2012.

**Annexeo B8.** DC. Réalisation d'une évaluation durable de risques de la rage, avec l'assistance de laboratoire, dans la perspective d'une prophilaxie effectuée á Port-au-Prince. 2013.

**Annexe A1:**

**Plan de passation de marchés et d'achats**

*(Insérer ici l'impression de l'information sur le Plan de passation de marchés du fichier Excel contenant l'information sur les passations de marchés organisées en groupes ou larges enveloppes).*

**Annexe A2:**

*Insérer ici les Cadres logiques, calendrier d'exécution physique et budget des projets)*

**Annexe A3:**

**Documents consultés**

* 1. Conseil Interministériel pour la sécurité alimentaire. CISA. Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), Actualisation du Plan National de sécurité alimentaire et nutritionelle. PNSAN, Version Finales, mars 2010.
  2. PROMODEV / CTA *Valorisation des produits locaux, une alternative pour la sécurité alimentaire en Haïti.* Briefing n. 2 sur le développement en Haïti02 juillet 2013, Salle Hôtel Le Plaza, Champ de Mars, Port-au-Prince, Haïti http://bruxellesbriefings.net / http://haitibriefings.net / [www.promodev.ht](http://www.promodev.ht/)
  3. Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural/FAO/Union Européenne. 2008/2009. Synthèse Nationale des Résultats du Recensement Général de l'Agriculture (RGA). http://agriculture.gouv.ht/view/01/IMG/pdf/Resultats\_RGA\_National\_05-11-12.pdf.
  4. MADRRN Politique de développement agricole 2010-2025.
  5. Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural/FAO/Union Européenne. Haïti - Plan National d'Investissement Agricole. Juillet 2010. Imprimerie NAPCO, p.13.
  6. Grandes Lignes d’action pour le Développement de la Santé Animale en Haïti 2010-2014 Juillet 2010.
  7. OIE. Rapport D’ Évaluation OIE-PVS des Services Vétérinaires de Haiti – 2010, 8-18 Octobre 2010
  8. OIE. Rapport d’analyse des écarts PVS, MARNDR– Haïti – Août 2012
  9. OIE. Mission d’identification pour la législation vétérinaire – Haïti – Mars 2012
  10. IICA. Performance, Vision et Stratégie de la Direction de la Protection des Végétaux – DPV – Haïti, 2011.
  11. MANDR/université de Tuskegee: Plan stratégique concernant l'appui des donneurs internationaux en faveur de du laboratoire vétérinaire national d'Haïti à Tamarinier (LVQAT). février 2013
  12. DC. Réalisation d'une évaluation durable de risques de la rage, avec l'assistance de laboratoire, dans la perspective d'une prophilaxie effectuée á Port-au-Prince. 2013.
  13. Mission de Cuba Plan de construction, de réaménagement et de préservation pour la récupération des installations du laboratoire. Dr. Msc. Francisco Calvi Perez. 2012
  14. Mission de Cuba Rapport sur les travaux réalisés par le laboratoire national de Diagnostic vétérinaire d'Haïti, problèmes et perspectives. Dr. Msc. Francisco Calvi Perez. 2012.
  15. BID. Programme de Développement économique des filières rurales (DEFI) (HA L-1082).
  16. Renforcement institutionnel et Proposition de don en aveur de la réforme du secteur agricole II (HA-L1082), 2013
  17. Banque mondiale Renforcement du projet de services publics agricoles (RESEPAG I). 2009.
  18. Banque mondiale Projet de renforcement des Services publics agricoles (RESEPAG II). 2012.
  19. DPSA: “MARNDR Organisation de la Direction de la Production et de la Santé Animale”. PP. 2012.
  20. DPV: “Direction de Protection des Végétaux- Missions et Organisation” 2012.
  21. Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (Service des Comptes Nationaux).

**Annex A4:**

**Liste des participants**

**Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural**

|  |  |
| --- | --- |
| **Prénom et Nom** | **Institution /**  **Consultant pour** |
| Ing-Agr. Pierre Guy Lafontant | Directeur Général |
| Ing-Agr. Phito Blémur | UEP |
| Ing-Agr. Camille JACQUES et DDAs selectionné-e-s | Directeur des DDAs |
| Dr. Max Millien | Dircteur DPSA |
| Dr. Joseph Haim | Directeur Adj. DPSA |
| Dr. Jean Rodney Jaques Simon | DPSA |
| Dr. Silien Carl-Henry | DPSA |
| Dr. Adelfo Cerrillo Araujo | DPSA |
| Pierre, Norelus-Joseph | STGD |
| Ing-Agr. Guito Laurore | Directeur. DPV/ PS |
| Crerveus J Frisner | DPV |
| Ing. Charles Pierre Charlemagne | DPV.PS |
| Ing-Agr. Jean-Lesky Dominique | Programme DEFI |
| Mr. Walker Dauphin | MARNDR |
| M. Hermann Augustin | Programme RESEPAG |
| Dr. Alain Michel Louis | Dircteur LVCQAT |
| Dr. Vincent Marguerite | Directeur Adj. LVCQAT |
| Dr. Fleurima Raoul | LVCQAT/Consultant |
| Ophny Carvil | FAMV |
| Jean Ronald | LVCQAT |
| Cadet Rolain | LVCQAT |
| Ally Jhony M. C. Shall | LVCQAT |
| Dr. Jolivert Toussaint | DQuarantaine |
| Telsaint Charles Henry | DQCSPAP |
| Blaise Vely | DQ |
| Brien-Aime Pascal | MARNDR/UEP |
| Jean Erie | MADRRN/UEP |

**INSTITUTIONS GOUVERNEMENTALES**

|  |  |
| --- | --- |
| **Prénom et Nom** | **Institution /**  **Consultant pour** |
| Dr. Limage Mirteau Georges | Ministère de la Santé/DPSPE |
| M. Alfred Métellus | Ministère des Finances |
| Menager Reynold | MCI |
| Dornisse Gerlin | MCI |
| Jeanrol Absalon | MDE/UCDD |

**PARTENAIRES INTERNATIONAUX**

|  |  |
| --- | --- |
| **Prénom et Nom** | **Institution /**  **Consultant pour** |
| Ing-Agr. Marion Le Pommelec | BID |
| Ing-Agr. Sebastien Gros-Jean | Banque Mondiale |
| Dr. Franscisco Calvis Perez | Mision Cubana/LVCQAT |
| Dr. Angel R. Hernandez R | Mision Vet Cubana |
| Dr. Luis Garcia Rodriguez | Mision Vet Cubana |
| Yaris Leyda Delgado | Mision Cubana/LVCQAT |
| Dr. Richard FITE | USDA/APHIS/Tuskegee U. |
| Webb Lloyd | Tuskegee U. |
| Dr. Abdela Wobit | Tuskeege U. |
| Dr. Sodemuyiwa | Tuskeege U. |
| Dr. Roberto Pantaleon | USDA/APHIS |
| M. Rodrigo Brenes | USDA/APHIS |
| Richard Franka | CDC USA. |
| Saintilus P Antoine | IICA Coordinateur Progr. |

**CONSULTANTS DU MARNDR**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Prénom et Nom** | **Institution /**  **Consultant pour** | **Expertise** |
| Dr. Jaime Estupinan | MARNDR | Plan Stratégique, Programme et d’investissements dans les services de protection zoo et phytosanitaire et d’innocuité des aliments. |
| Ing. Agr. Roger Diaz | MARNDR | Plan Stratégique, Programme et d’investissements, dans les services de protection zoo et phytosanitaire et d’innocuité des aliments. |

**Annexes B**

**Consultation et information**

*Ajouter à partir d'ici l'impression des annexes B*

*(Voir les archives numérisées faisant partie du dossier du rapport)*

1. Dans quelques passages de ce document, on utilise le vocable "parasite" pour faire référence indistinctement aux parasites aussi bien qu’aux maladies. [↑](#footnote-ref-1)